

CONDITION JURIDIQUE DE L'ORLÉANAIS DANS L'ANCIEN DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Jeudi 25 Avril 1912, à 3 heures

PAR

Etienne FOUGERON

Président de Thèse : M. CHÉNON

Suffragants : { M. LEFEBVRE, *Professeur,*
M. JOBBÉ-DUVAL, *Professeur.*



ORLÉANS

IMPRIMERIE AUGUSTE GOUT ET C^e

PASSAGE DU LOIRET

1912

CONDITION JURIDIQUE

DE L'ORLÉANAIS

DANS L'ANCIEN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

CONDITION JURIDIQUE DE L'ORLÉANAIS DANS L'ANCIEN DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

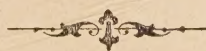
Le Jeudi 25 Avril 1912, à 3 heures

PAR

Etienne FOUGERON

Président de Thèse : M. CHÉNON

Suffragants : { M. LEFEBVRE, *Professeur.*
 { M. JOBBÉ-DUVAL, *Professeur.*



ORLÉANS

IMPRIMERIE AUGUSTE GOUT ET C^{ie}

PASSAGE DU LOIRET

1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551418_0009

BIBLIOGRAPHIE

1^o SOURCES

I. — SOURCES MANUSCRITES

Archives départementales du Loiret :

Fonds de l'apanage proprement dit :

- A. — 23 à 71. Châtellenie de Beaugency.
171 à 192. — Boiscommun.
218 à 244. — Châteaurenard.
245 à 297. — Lorris.
298 à 341. — Montargis.
388 à 695. — Orléans.
795 à 882. — Janville.
883 à 909. — Yèvre-le-Châtel.
910 à 1166. Duché d'Orléans.
1259 à 1287. — de Nemours, fiefs, ban et
arrière-ban.
1293 à 1332. Duché de Nemours, justice.
1619. Comté de Gien, fiefs.
1737 à 1792. Comté de Blois, fiefs.

Fonds du Bureau des finances ou Trésor du Châtelet
d'Orléans :

- A. — 1977 à 1988. Bailliage d'Orléans. Registres
des assises.
1989 à 2011. Causes jugées à la prévôté.

- A. — 2012 à 2087. Eaux et forêts.
2105 à 2130. Gages des officiers et pensions.
2190 à 2191. Titres divers de la collection
Joursanvault.

Fonds de l'Intendance d'Orléans :

- C. — 108. Règlements et mémoires concernant l'administration des villes ; états statistiques.
125 à 150. Impositions.
152 à 163. Ban. Arrière-ban.

Fonds de l'Evêché d'Orléans :

- G. 1. (Cote provisoire). Inventaire des aveux et réceptions de foi.

Fonds du Chapitre cathédral de Sainte-Croix :

- G. 355 à 357. (Cote provisoire). Titres de la paroisse de Nouan-sur-Loire.

Fonds du Chapitre collégial de Saint-Aignan :

- G. 1802. (Cote provisoire). Justice du chapitre.
G. 1803 à 1805. (Cote provisoire). Procédures pour le chapitre.

Atlas du Comté de Gien.

Cartulaires des Abbayes de Saint-Benoît et de la Cour-Dieu.

Archives nationales :

- KK. 896. Chambre des comptes de Blois, cartulaires.
Q¹. 481 à 501. Titres domaniaux du Comté de Blois.
598. Titres domaniaux du duché d'Orléans.
R¹. *Passim*.

Archives départementales d'Eure-et-Loire :

- B. — 799 à 1079. Bailliage de Janville.

Bibliothèque communale d'Orléans :

- Ms. 541. Pièces orléanaises concernant les Etats généraux de 1484, 1588, 1614, 1649, 1651 et 1789, copiées par l'abbé Dubois (xviii^e siècle) sur les authentiques ou les minutes des notaires.
- Ms. 550. Chartes et pièces concernant l'histoire d'Orléans, copiées d'après les registres du Parlement et de la Chambre des comptes, par M. de Gyvès.
- Ms. 812. Sentence du Présidial (1732) concernant les officiers de la Basoche d'Orléans.

II. — DOCUMENTS IMPRIMÉS

- Charte inédite du viii^e siècle*, publiée par de Vassal dans la *Revue orléanaise*, 2^e année, p. 554.
- Cartulaire de Sainte-Croix d'Orléans*, publié par Eug. Jarry, dans *Mémoires de la Soc. archéol. et histor. de l'Orléanais*, tome XXX.
- Cartulaire du prieuré bénédictin de Saint-Gondon-sur-Loire*, publié par Marchegay. — Les Roches-Baritaud (Vendée), 1879, in-8°.
- Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire* (le tome I seul est paru), publié par Prou et Vidier. — Paris, 1900-1907, in-8°.
- Cartulaire et histoire de N.-D. de Beaugency*, publiés par G. Vignat, d'après l'original et le manuscrit de A. Duchalais. — Orléans, 1879, in-4°.
- Cartulaire de N.-D. de Chartres*, publié par de Lépinos et Lucien Merlet. — Chartres, 1862-1865, 3 vol. in-4°.
- Cartulaire de l'abbaye de Saint-Père de Chartres*, publié par Guérard. — Paris, 1840, 2 vol. in-4° (coll. des docum. inédits).

- Polyptyque de l'abbé Irminon*, publié par Guérard. — Paris, 1844, 2 vol. in-4°.
- Pouillés de la province de Sens*, publiés par Longnon. — Paris, 1904, in-4°.
- Ordonnances des roys de France de la troisième race*, recueillies par ordre chronologique et publiées par de Laurière, etc. — Paris, 1723-1847, 22 vol. in-fol.
- HALPHEN et Ferdinand LOT. — *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V.* — Paris, 1908, in-4°.
- PROU. — *Recueil des actes de Philippe I^{er}.* — Paris, 1908, in-4°.
- DELISLE (Léopold). — *Catalogue des actes de Philippe-Auguste.* — Paris, 1856, in-8°.
- BALUZE. — *Miscellanea.* — Paris, 1678-1715, 7 vol. in-8°.
- BOUTARIC. — *Actes du Parlement de Paris.* — Paris, 1863, 2 vol. in-4°.
- TEULET. — *Layettes du Trésor des chartes.* — Paris, 1863-1881, 4 volumes in-4°.
- CROY (vicomte de). — *Compte des recettes et dépenses du comté de Blois pour l'année 1319*, dans *Mémoires de la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher*, année 1901, pp. 71-353.
- Documents inédits sur l'Orléanais*, publiés par Dupré dans *Mém. de la Société archéol. et histor. de l'Orléan.*, t. XI, pp. 379-428.
- Catalogue des actes de François I^{er}* (publié par l'Académie des sciences morales et politiques). — Paris, 1887-1908, 10 vol. in-4°.
- VALOIS (Noël). — *Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat* (règne de Henri IV). — Paris, 1886-1893, 2 vol. in-4°.
- PIÈTRE. — *L'apanage de S. A. R. Monseigneur le duc d'Orléans* (Recueil de lettres patentes et d'arrêts ayant trait à l'apanage). — Paris, 1656, in-4°.

2^o OUVRAGES ANCIENS

BOUQUET (dom). — *Recueil des historiens des Gaules* (continué par des membres de l'Académie des inscript. et belles-lettres). — Paris, 1738-1876, 23 vol. in-fol.

GRÉGOIRE DE TOURS. — *Histoire des Francs*, publiée par Omont et Collon. — Paris, 1886-1893, 2 vol. in-8°.

FLODOARD. — *Historiæ Remensis Ecclesiæ libri IIII*. — *Duaci* (Douai), 1617, in-8°.

Miracles de Saint Benoît, publiés par E. de Certain. — Paris, 1858, in-8°.

Chroniques des comtes d'Anjou, recueillies et publiées par Marchegay et Salmon, avec une introduction par Em. Mabille. — Paris, 1856-1871, in-8°.

Li livres de Jostice et de Plet, publié par Rapetti. — Paris, 1850, in-4° (Coll. des docum. inédits).

MASSELIN. — *Journal des Etats généraux de France tenus à Tours en 1484*, publié et traduit par Bernier. — Paris, 1835, in-4° (Coll. des docum. inédits).

COQUILLE. — *Les œuvres de Maistre Guy Coquille*. — Paris, 1665, 2 vol. in-fol.

CHOPPIN. — *Trois livres du domaine de la Couronne de France*. — Paris, 1613, in-fol.

SAUSSEYUS (Carolus). — *Annales ecclesiæ aurelianensis, addito tractatu de veritate translationis corporis S. Benedicti*. — Paris, 1615, in-4°.

BRY DE LA CLERGERIE. — *Histoire des pays et comté du Perche et duché d'Alençon*. — Paris, 1620, in-4°.

PASQUIER. — *Les recherches de la France*. — Paris, 1621, in-fol.

BOUCHET (du). — *La véritable origine de la seconde et*

troisiesme lignée de la Maison royale de France.
— Paris, 1646, in-fol.

MARTHE (Scevole et Louis de Sainte). — *Histoire généalogique de la Maison de France*, 3^e édition. — Paris, 1647, 2 vol. in-fol.

GUYON (Symphorien). — *Histoire de l'Eglise et diocèse, ville et Université d'Orléans*. — Orléans, 1647, 1^{re} partie. — Orléans, 1650, 2^e partie, in-fol.

MAIRE (François Le). — *Histoire et Antiquités de la ville et duché d'Orléans, augmentée des antiquitez des villes dépendantes du Chastelet et Bailiage d'Orléans, ensemble le tome ecclésiastique contenant la fondation et nombres des églises et monastères, histoires et vies des évesques d'Orléans*. — Orléans, 1648, 2^e édit., in-fol.

GODEFROY. — *Le Cérémonial françois*. — Paris, 1649, 2 vol. in-fol.

LOYSEAU. — *Les œuvres de maistre Charles Loyseau*. — Paris, 1660, in-fol.

HUBERT. — *Antiquitez historiques de l'église royale Saint-Aignan d'Orléans*. — Orléans, 1661, in-4^o.

— *Histoire du païs Orleannois contenant plusieurs traittez et discours historiques et politiques, avec l'histoire généalogique de plusieurs maisons et familles illustres, ensemble la suite généalogique des seigneurs, des chastellenies et seigneuries les plus considérables*. (Bibl. d'Orl., ms. 560 et 561).

— *Généalogies orléanaïses*. (Bibl. d'Orl., ms. 608-615).

BLAEU. — *Le Grand Atlas ou Cosmographie blaviane*. — Amsterdam, 1667, 12 vol. in-fol.

THAUMASSIÈRE (Thaumas de la). — *Coutumes locales de Berry et celles de Lorris*. — Bourges, 1679, in-fol.

- BERNIER. — *Histoire de Blois*. — Paris, 1682, in-4°.
- FLEUREAU (dom Basile). — *Antiquitez de la ville et du duché d'Estampes*. — Paris, 1683, in-4°.
- THAUMASSIÈRE (Thaumas de la). — *Histoire du Berry*. — Bourges, 1689, in-fol.
- MORIN (dom Guillaume). — *Histoire générale des pays de Gastinois, Senonois et Hurepois*, nouvelle édition publiée par Laurent. — Pithiviers, 1883-1889, 3 vol. in-4°.
- MABILLON (dom Johannes). — *Annales Ordinis S. Benedicti*. — Luteciæ Parisiorum, 1703-1739, 6 vol. in-fol.
- BOISSIÈRE (François Humery, sieur de la). — *Remarques sur la coutume d'Orléans*, 1715. (Bibl. d'Orléans, ms. 404 et 405).
- MARTHE (Denis Sainthe). — *Gallia Christiana seu series omnium archiepiscoporum, episcoporum et abbatum Franciæ*. — Parisiis, 1715-1785, 13 vol. in-fol.
- TRIPPAUT (Léon). — *Notes et Mémoires tirés de l'ancien coutumier des bailliage et prévôté d'Orléans et ressorts de 1509 (1716)*. (Bibl. d'Orl., ms. 1146).
- RICHEBOURG (Bourdout de). — *Nouveau Coutumier général*. — Paris, 1724, 4 vol. in-fol.
- ANSELME (Père). — *Histoire généalogique et chronologique de la Maison royale de France, des pairs et des grands officiers de la couronne*; nouvelle édition par les P. P. Ange et Simplicien. — 1726-1733, 9 vol. in-fol.
- BOULAINVILLIERS (comte de). — *Histoire de l'ancien Gouvernement de la France avec XIV Lettres historiques sur les Parlements ou Etats Généraux*. — La Haye et Amsterdam, 1727, 3 vol. in-12.
- *La Généralité d'Orléans*. — Orléans, 1867, in-4°.

- HOZIER (d'). — *Armorial général de la France*. — Paris, 1736-1768, 10 vol. in-fol. (Généalogie d'Orléans).
- BLONDEAU et GUÉRET. — *Journal du Palais*. — 4^e édition, Paris, 1737, 2 vol. in-fol.
- MARTINIÈRE (Bruzen de la). — *Grand dictionnaire géographique*. — Dijon, 1739-1749, 6 vol. in-fol.
- COUTUME D'ORLÉANS, avec les notes de Fornier et Dumoulin, des observations nouvelles, un discours préliminaire sur la Coutume d'Orléans, un Traité des profits et droits seigneuriaux, l'éloge de M. de la Lande et des observations sur son commentaire. — Orléans, 1740, 2 vol. in-8^o.
- GUYOT. — *Traité des fiefs*. — Paris, 1746-1758, 7 vol. in-4^o.
- BRUSSEL. — *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France pendant les XI^e, XII^e, XIII^e et XIV^e siècles*. — Paris, 1750, 2 vol. in-4^o.
- JOUSSE. — *Détail historique de la ville d'Orléans*. — Orléans, 1752, in-8^o.
- FRÉMINVILLE (de la Poix de). — *Pratique universelle pour la rénovation des terriers*. — 2^e édition, Paris, 1752, 6 vol. in-4^o.
- POTHIER. — *Coutume des duché, bailliage et prévôté d'Orléans et ressorts d'iceux*. — Orléans, 1760, 2 vol. in-12.
- EXPILLY (abbé). — *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France*. — Paris, 1762, 6 vol. in-fol.
- PLANCHE (Lefèvre de la). — *Mémoires sur les matières domaniales ou Traité du Domaine*. — Paris, 1764-1765, 3 vol. in-4^o.
- LUCHET (marquis de). — *Histoire de l'Orléannois depuis l'an 703 de la fondation de Rome jusqu'à nos jours*. (Le tome I, seul, est paru). — Amsterdam et Paris, 1766, in-4^o.

- DENISART. — *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence*, 6^e édition. Paris, 1768. 3 vol. in-4°.
- LEHOSTE. — *Coutumes de Lorris-Montargis*. — Montargis, 1771. — 2 vol. in-12.
- FOURBÉ. — *Coutumes générales du pays et Comté de Blois*. — Blois, 1777, 2 vol. in-4°.
- PÉLÉAU BEAUVAIS DE . — *Essai historique sur Orléans*. — Orléans, 1778, 1 vol. in-8°.
- DOYEN. — *Histoire de la ville de Chartres, du pays Chartrain et de la Beauce*. — Chartres, 1786, 2 vol. in-8°.
- PLINGUET. — *Traité sur les réformations et les aménagemens des forêts*. — Orléans, 1789, in-8°.
- BORDAS (abbé). — *Histoire sommaire du Dunois, de ses comtes et de sa capitale*, publiée par la Société Dunoise. — Châteaudun, 1884, 2 vol. in-8°.
- MARS (dom Noël). — *Histoire du royal monastère de Saint-Lomer de Blois*, publiée par Dupré. — Blois, 1869, in-8°.
- CATHERINE (Père Pierre de S^{te}). — *Histoire de l'abbaye de Selles*, publiée dans *Loir-et-Cher historique* (ou *Revue de Loir-et-Cher*). — Années 1889-1897.
- THIROUX (dom Jean) et dom Lambert. — *Histoire abrégée de l'abbaye de Saint-Florentin de Bonneval*, publiée par le Dr Bigot. — Châteaudun et Paris, 1876, in-8°.
- POLLUCHE et BEAUVAIS DE PRÉAU. — *Recueil de documents relatifs à l'histoire politique, civile, religieuse et littéraire de la ville d'Orléans et de la province de l'Orléanais*. (Bibl. d'Orl., ms. 624).
- PATAUD (abbé). — *Pièces et documents concernant l'histoire d'Orléans* (xviii^e siècle). (Bibl. d'Orl., ms. 985).
- Calendriers historiques de l'Orléanais et Etreennes Orléanaises.*

3^o OUVRAGES MODERNES

PELLIEUX. — *Essais historiques sur la ville de Beaugency et ses environs*. — Beaugency, an VII-an IX, 2 vol. in-12 (pagination unique).

DUPIN. — *Des Apanages en général et en particulier de l'Apanage d'Orléans*. — Paris, 1827, in-16.

LOTTIN. — *Recherches historiques sur la ville d'Orléans*. — Orléans, 1836-1845, 8 vol. in-8^o.

BERGEVIN et DUPRÉ. — *Histoire de Blois*. — Blois, 1846-1847. 2 vol. in-8^o.

QUANTIN. — *Recherches sur la géographie et la topographie de la cité d'Auxerre et du Pagus de Sens*. — Auxerre, 1858, in-4^o.

BIMBENET. — *Recherches sur l'administration de la justice dans l'intérieur de la ville d'Orléans*. — Justice de Saint-Aignan, dans *Mémoires de la Société archéol. et histor. de l'Orléan*, t. IV, année 1858, p. 79.

ARBOIS DE JUBAINVILLE (d'). — *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*. — Paris, 1859-1867, 6 vol. in-8^o.

PETIT. — *Notice sur Châteaurenard et ses châteaux*. — Orléans, Montargis, 1864, in-8^o.

PATRON (abbé). — *Recherches historiques sur l'Orléanais*. — Orléans, 1871, 2 vol. in-4^o.

LEFÈVRE. — *Documents historiques sur les communes du canton de Janville*. — Chartres, 1876, in-8^o.

LONGNON (Aug.). — *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*. Paris, 1878, in-8^o.

DOINEL. — *Introductions au tome I^{er} de l'Inventaire sommaire des Archives départementales du Loiret*. — Paris, 1878, in-4^o, et au tome II, Orléans, 1886, in-4^o.

PROU. — *Les Coutumes de Lorris et leur propagation aux XII^e et XIII^e siècles.* — Paris, 1884, in-8°.

DEVAUX. — *Etude chronologique sur les comtes de Gâtinais*, dans *Annales de la Société histor. et archéol. du Gâtinais*, t. III, année 1885.

BOURGEOIS (Em.). — *Hugues l'Abbé, margrave de Neustrie et archichapelain de France à la fin du IX^e siècle.* — Caen, 1885, in-8°.

PFISTER. — *Etudes sur le règne de Robert le Pieux.* — Paris, 1885, in-8°.

BEAUCHET. — *Histoire de l'organisation judiciaire en France; Epoque franque.* — Paris, 1886, in-8°.

FLACH. — *Les Origines de l'ancienne France.* — Paris, 1886-1904, 3 vol. in-8°.

GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions de la France.* — Paris, 1887-1903, 8 vol. in-8°.

CHÉNON. — *Etude sur l'histoire des Alleux en France.* — Paris, 1888, in-8°.

VIOLLET. — *Histoire des institutions politiques et administratives de la France.* — Paris, 1890-1898, 3 vol. in-8°.

LUCHAIRE. — *Louis VI le Gros.* — Paris, 1890, in-8°.

— *Histoire des Institutions monarchiques de la France.* — 2^e édit., Paris, 1891, 2 vol. in-8°.

LOT (Ferdinand). — *Les derniers Carolingiens.* — Paris, 1891, in-8°.

LUCHAIRE. — *Manuel des Institutions françaises.* — Paris, 1892, in-8°.

CUISSARD. — *Théodulfe, évêque d'Orléans, sa vie et ses œuvres* (Chapitre sur la topographie du diocèse d'Orléans) dans *Mémoires de la Société archéol. et histor. de l'Orléan.*, t. XXIV, année 1892.

DEVAUX. — *Origines gâtinaises*, dans *Annales de la Société histor. et archéol. du Gâtinais*, t. X, année 1892, et XIV, année 1896.

- DOMET. — *Histoire de la forêt d'Orléans*. — Orléans, 1892, in-12.
- FAVRE. — *Études, comte de Paris et roi de France*. — Paris, 1893, in-8°.
- BORRELLI DE SERRES. — *Recherches sur divers services publics*. — Paris, 1895-1904, 2 vol. in-8°.
- RABOUIN. — *Notice sur Bonneval*. — Châteaudun, 1896, in-8°.
- BLOCH. — *Introduction au tome III de l'Inventaire sommaire des Archives départementales du Loiret*. — Orléans, 1900, in-4°.
- MERLET (René). — *Les comtes de Chartres, de Châteaudun et de Blois aux ix^e et x^e siècles*. — Chartres, 1900, in-8°.
- DUPONT-PERRIER. — *Les Officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les Institutions monarchiques locales en France, à la fin du moyen âge*. — Paris, 1902, in-8°.
- LOT (Ferdinand). — *Études sur le règne de Hugues Capet et la fin du x^e siècle*. — Paris, 1903, in-8°.
- LOT (Ferdinand). — *Fidèles ou vassaux ? Essai sur la nature juridique du lien qui unissait les grands vassaux à la royauté depuis le milieu du ix^e jusqu'à la fin du xii^e siècle*. — Paris, 1904, in-8°.
- DUPLAIX (abbé). — *Mémorial de la commune et paroisse de Clémont*. — Châteauroux, 1905.
- VIOLLET. — *Histoire du Droit civil français*, 3^e édit., — Paris, 1905.
- LONGNON. — *Atlas historique de la France depuis César jusqu'à nos jours*. (La 1^{re} partie seule est parue.) — Paris, 1907, 15 pl. in-fol. et texte. Paris, 1907, in-8°.
- GALLOIS. — *Régions naturelles et noms de pays*. — Paris, 1908, in-8°.
- ESMEIN. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 9^e édit. — Paris, 1908, in-8°.

SOYER — *Le mot « Province » synonyme de « Généralité »*, dans *Bulletins de la Société archéol. de l'Orléan.*, année 1908, t. XV, p. 98.

CROY (vicomte de). — *Le mot « Province » au XVIII^e siècle*, dans *Revue critique des Idées et des Livres*, année 1909, t. IV, p. 284.

MAULDE (de). — *Etude sur la condition forestière de l'Orléanais au moyen âge et à la Renaissance*. — Orléans, s. d., in-8°.

CONDITION JURIDIQUE

DE L'ORLÉANAIS

DANS L'ANCIEN DROIT

INTRODUCTION

Régionalisme et décentralisation, ces idées, en France, depuis le règne de Louis XIV, n'ont guère cessé de tenter la pensée des hommes d'Etat et des philosophes. Elles sont dominantes aujourd'hui. Il nous a paru bon de jeter un regard sur le passé et de rechercher si, dans nos contrées, aussi voisines qu'elles le sont du pouvoir central, celui-ci n'a pas absorbé ou tout au moins fortement réduit toute manifestation d'autonomie locale. Voilà quelle raison nous a poussé à étudier ce qu'était l'Orléanais avant la Révolution.

Nous ne parlerons pas ici de l'Orléanais, gouvernement ou généralité. Ainsi entendu, ce n'était qu'une vaste circonscription purement arbitraire et

factice, qui ne correspondait à aucun groupement moral effectif. Mais il y avait un autre Orléanais, beaucoup plus restreint, que formait le duché d'Orléans et connu sous le nom d'Orléanais proprement dit. Cette expression n'était-elle qu'un terme vague, ne désignant aucune région bien précise, mais seulement les environs d'Orléans ; ou au contraire représentait-elle un territoire ayant une existence propre, une physionomie particulière, une certaine autonomie, une vie réelle ? Voilà ce qu'il convient d'examiner.

Au surplus, nous ne voulons pas tracer l'histoire de l'Orléanais ainsi entendu, mais seulement démontrer la perpétuité de l'existence historique d'une telle région. Aussi n'est-ce pas à l'aide de l'étude des dynasties qui se sont succédé dans ce pays que nous nous proposons d'arriver à ce but. Voici pourquoi. Par des lettres royales de mars 1661, Louis XIV donna, à titre d'apanage, à Philippe, son frère, les duchés d'Orléans, de Valois et de Chartres. Le roi abandonne à son frère la jouissance « des appartenances, dépendances, *droits...* desdits duchez ». De cette simple phrase, nous devons conclure que le duché d'Orléans était tout au moins une entité juridique, car, pour avoir des droits, il fallait nécessairement qu'il fût doué d'une réelle personnalité. Mais ce duché n'était pas un être de raison. Or, puisqu'il avait des droits, il fallait qu'un personnage quelconque en eût l'exercice ; cet exercice devait appartenir tout naturellement à celui qui jouirait du duché, à son seigneur, au duc d'Orléans. C'est donc seulement en tant que ducs d'Orléans que Philippe et ses successeurs

pourront jouir de ces droits, car ceux-ci n'entreront dans leur patrimoine qu'indirectement, parce que le duché y sera entré. C'est bien ce qui résulte de ces mêmes lettres d'apanage : « donnons, octroyons et délaissions par ces présentes .. les duchez d'Orléans, Valois et Chartres... et tous autres droits et devoirs quelconques qui nous appartiennent esdits duchez... et à cause d'iceux » (1). C'est qu'en effet « la seigneurie ne subsiste pas proprement en la personne, mais en un héritage, et est attribué à la personne, non à cause d'elle, mais de l'héritage » (2). — « Le propre de la seigneurie est d'être inhérente directement et immédiatement au fief ou terre féodale, et non pas à la personne qui en jouit, à qui la qualité de seigneur est seulement communiquée à cause de la jouissance du fief » (3). À ce point de vue, les ducs d'Orléans ne sont donc que l'expression vivante et concrète d'une réalité abstraite, le duché. Aussi, est-ce le fief d'Orléans que nous voulons étudier. Lui seul nous intéresse, puisque c'est en lui que résident les droits, c'est lui qui en est le véritable titulaire. C'est pourquoi « aux livres des fiefs, quand on demande : *Quis dicatur Dux, Marchio aut Comes?* On répond que c'est celui qui de *Ducatu, Marchia aut Comitatu investitus est*, ce qui montre bien que letitre et dignité de duché, marquisat et comté réside proprement au fief » (4).

Nous étudierons donc ce fief indépendamment

(1) Père ANSELME, t. III, p. 486.

(2) LOISEAU, *Des Offices*, liv. I, ch. I, p. 406.

(3) *Ibid.*, liv. II, ch. II, p. 44.

(4) LOYSEAU, *Des Seigneuries*, ch. IV, p. 3, 4.

des seigneurs et des maisons qui l'ont possédé, car c'est lui seul qui est la cause productive des droits et c'est à lui que ces droits sont inséparablement unis. Par conséquent, tant que ceux-ci subsisteront, c'est que le fief, qui leur donne l'être, subsistera. Ils seront donc pour nous la manifestation évidente de l'existence du fief.

Maintenant, entrons dans le concret et dans l'histoire ; voyons comment ce fief s'est formé, comment il s'est perpétué ; étudions la vie de cette individualité territoriale qu'il représentait et qui s'appelait l'Orléanais proprement dit.

CHAPITRE PREMIER

LE COMTÉ D'ORLÉANS AVANT 987

Nous savons que les premières divisions territoriales de la France furent les *civitates*. « César applique ce mot de *civitas* aux circonscriptions des peuples de la Gaule qui, jouissant encore d'une certaine autonomie, subsistèrent sous la domination romaine » (1).

La *Civitas Aurelianorum* a été démembrée, dans le cours du III^e siècle, de la *Civitas Carnutum* (2). Dès les premières années du V^e siècle, son existence nous est attestée par la *Notitia Provinciarum et Civitatum Galliæ*. Ce document fait de la *Civitas Aurelianorum* une des sept *civitates* qui formaient la *Provincia Lugdunensis quarta* (3). Voilà la première circonscription administrative de l'Orléanais.

Après la chute de l'empire d'Occident, Clovis et ses premiers successeurs transformèrent peu à peu cette division territoriale de la Gaule : à la *civitas* ils substituèrent le *pagus* (4). Cependant, « à l'origine le *pagus* emprunte le plus souvent les limites de la *civitas*... : lorsqu'il n'est pas identique à une *civitas*, le *pagus* représente ordinairement une fraction de

(1) LONGNON, *Géogr. de la Gaule*, p. 1.

(2) MERLET, *Les comtes de Chartres, de Châteaudun et de Blois aux IX^e et X^e siècles*, p. 2 et 3.

(3) LONGNON, *Atlas histor.*, texte, p. 14.

(4) MERLET, *op. cit.*, p. 7.

cité » (1). La cité d'Orléans ne subit aucun démembrement : elle constitua, dans l'ordre administratif, le *pagus Aurelianensis* (2).

ARTICLE PREMIER

LIMITES DU PAGUS AURELIANENSIS

Le *pagus Aurelianensis* était situé entre les *pagi Stampensis* (d'Etampes), *Wastinensis* (du Gâtinais), *Aulissiodorensis* (d'Auxerre), *Bituricensis* (de Bourges), *Blesensis* (de Blois), *Dunensis* (de Châteaudun) et *Carnotensis* (de Chartres).

Remarquons d'abord que l'Eglise avait adopté, pour ses diocèses, les divisions civiles ; la *civitas* était à la fois une circonscription civile, *pagus* ou ensemble de *pagi*, et une circonscription ecclésiastique, diocèse ou archidiaconé. « Il y avait identité complète entre les divisions de l'ordre civil et celles de l'ordre ecclésiastique », dit Longnon (3), qui l'atteste d'ailleurs positivement pour l'Orléanais. « Le diocèse d'Orléans représente la *civitas Aurelianorum* de l'époque romaine et son territoire ne paraît avoir subi, au cours des siècles, que de légères modifications » (4). Aidé de ces données,

(1) LONGNON, *Atlas*, texte, p. 89. — ESMEIN, *Hist. du droit*, p. 72.

(2) LONGNON, *Atlas*, p. 111.

(3) *Géogr.*, p. 29.

(4) LONGNON, *Pouillés de la prov. de Sens*, p. xli.

essayons de tracer aussi exactement que possible les limites du *pagus Aurelianensis* (1).

Du côté du *pagus Stampensis*, Faronville et Barberonville (2) paraissent être les points extrêmes du *pagus Aurelianensis* (3). Si nous nous dirigeons du côté de l'Est, nous rencontrons Engenville (4). Puis la limite fléchissait vers le Sud et englobait Estouy (5). Il faut noter que cette paroisse fit exception à la règle générale : elle ne resta pas longtemps du diocèse d'Orléans ; vers le XII^e siècle, elle fut annexée à celui de Sens pour faire partie de l'archidiaconé d'Etampes (6). Nous quittons les confins du *pagus Stampensis* pour ceux du *pagus Wastinensis*. Ce *pagus*, comme celui d'Orléans, correspondait à une division ecclésiastique, à l'archidiaconé du Gâtinais (7). Yèvre-le-Châtel (8) était du *pagus Aurelianensis*, car il appartenait à la *vicaria Peverensis* (9), un des archidiaconés du diocèse d'Orléans, tandis que les paroisses voisines,

(1) Nous avons puisé, pour cette topographie, de précieux renseignements dans l'étude de M. Cuissard (*Mém. de la Soc. arch. de l'Orléan.*, 1892, t. XXIV, p. 7 et s.

(2) Auj. hameau de la commune de Morville, ar. Pithiviers, c. Malheshes. — Faronville, ar. Pithiviers, c. Outarville.

(3) Dom BOUQUET, *Rec. des écriv. de la Gaule*, t. X., p. 576. — *Gall. Chr.*, t. VIII, instr., col. 488, 489.

(4) Dom BOUQUET, *loc. cit.* — Engenville, ar. Pithiviers, c. Malesherbes.

(5) Ar. et c. Pithiviers.

(6) LONGNON, *Pouillés de la prov. de Sens*, p. XXXVII.

(7) *Ibid.* — PROU, *Cout. de Lorris*, p. 5. — *Ann. du Gâtinais*, t. III, p. 62.

(8) Ar. et c. Pithiviers.

(9) PROU et VIDIER, *Rec. des chartes de l'abb. de Saint-Benoît-sur-Loire*, t. I, p. 215.

Echilleuse et Boësses, étaient du comté de Gâtinais (1). Courcelles (2), comme Estouy, fut rattaché au diocèse de Sens, vers le XII^e siècle, bien qu'il fût originairement du *pagus Aurelianensis* (3). Egry (4) et Montbarrois (5) semblent être les dernières paroisses de l'archidiaconé du Gâtinais du côté de l'Orléanais. Un diplôme de Charles le Chauve (862) place Beaune-la-Rolande *in pago Wastinensi* (6). Il en est de même de Villotte, petit hameau auprès de Bellegarde (7). Sury-aux-Bois, d'après un diplôme de Hugues-Capet (990), était du *pagus Aurelianensis* (8). Combreux et Vitry-aux-Loges (9) étaient à l'extrémité du diocèse d'Orléans (10), tandis que Chatenoy (11) n'en était plus, ainsi que Vieilles-Maisons (12). Avec Fleury,

(1) *Ann. du Gâtinais*, t. III, p. 81. — Echilleuse et Boësses, ar. Pithiviers, c. Puiseaux.

(2) Ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(3) LONGNON, *Pouillés de la prov. de Sens*, loc. cit.

(4) *Ann. du Gât.*, t. III, p. 62. — Egry, ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(5) PROU et VIDIER, *Rec. des ch. de Saint-Benoît*, t. I, p. 332, 333. — Montbarrois, ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(6) Dom BOUQUET, *op. cit.*, t. VIII, p. 580. — Beaune-la-Rolande, ar. Pithiviers, ch.-l. cant.

(7) *Ann. du Gât.*, t. III, p. 81 et 83. — Bellegarde, ar. Montargis, ch.-l. cant.

(8) *Gall. Chr.*, t. VIII, instr. col. 488. — Sury-aux-Bois, ar. Orléans, c. Châteauneuf-sur-Loire.

(9) Combreux et Vitry-aux-Loges, ar. Orléans, c. Châteauneuf-sur-Loire.

(10) LONGNON, *Pouillés de la prov. de Sens*, loc. cit.

(11) Ar. Orléans, c. Châteauneuf-sur-Loire.

(12) *Ann. du Gât.*, t. III, p. 62. — PROU et VIDIER, *Rec. des ch. de Saint-Benoît*, t. I, p. 332, 333. — Vieilles-Maisons, ar. Montargis, c. Lorris.

aujourd'hui Saint-Benoît-sur-Loire, nous rentrons dans le *pagus Aurelianensis* (1). Nous sommes alors sur les confins du *pagus Autissiodorensis*. « La comparaison de la liste des lieux de ce *pagus* avec celle du diocèse n'offre que peu de différences » et celles-ci, d'ailleurs, n'intéressent que les diocèses de Langres et de Sens. De plus, « l'étude de la carte du diocèse montre que ses limites n'ont pas beaucoup changé jusqu'en 1789 » (2). M. Longnon, lui aussi, est d'avis que le « diocèse d'Auxerre avait originairement les mêmes limites que la *civitas Autissiodorum* » (3). Dampierre serait donc du *pagus Aurelianensis*, puisque la croix, dite des Trois-Evêques, qui servait de limite aux trois diocèses d'Orléans, de Sens et d'Auxerre, était placée au point de jonction des paroisses de Dampierre (Orléans) (4), des Choux (Sens) (5) et de Nevoy (Auxerre) (6). Le Maire (7) se serait donc trompé en disant que Gien avait été « sous le gouvernement des comtes d'Orléans depuis Samson, duc d'Orléans, jusques au dernier comte Hugues » ; cette ville était bien du *pagus Autissiodorensis* (8).

(1) PROU et VIDIER, *Rec. des ch. Saint-Benoît*, p. 34. — Saint-Benoît-sur-Loire, ar. Gien, c. Ouzouer-sur-Loire.

(2) QUANTIN, *Recherches sur la géogr. et la topogr. de la cité d'Auxerre et du pagus de Sens*, p. 14.

(3) LONGNON, *Pouillés de la prov. de Sens*, p. xxviii.

(4) Ar. Gien, c. Ouzouer-sur-Loire.

(5) Ar. et c. de Gien.

(6) Abbé PATRON, *Recherches histor. sur l'Orléanais*, t. II, p. 434. — Nevoy, ar. et c. de Gien.

(7) *Des chastellenies et villes princip. dépendantes du Chastellet et bailliage d'Orl.*, p. 40 (dans *Hist. et Antiq. de la ville et duché d'Orl.*).

(8) QUANTIN, *op. cit.*, p. 31.

Sur la rive gauche de la Loire, nous touchons aux frontières du *pagus Bituricensis*. Lion-en-Sullias (1) et Saint-Florent (2) étaient du diocèse d'Orléans puisque, le 7 décembre 1111, l'évêque d'Orléans donna ces églises aux moines de Saurmur (3). La paroisse limitrophe de Saint-Gondon (4), au contraire, est située *in pago Biturico* d'après des diplômes de Charles le Chauve (866) et de Carloman (881) (5). Coullons (6) est aussi du diocèse de Bourges : Léger, archevêque de Bourges, donna, en 1108, l'église Saint-Etienne de Coullons à l'abbaye de Saint-Florent (7). Une bulle du pape Eugène III, de 1146, place Cerdon (8) et Ville-murlin (9) *in territorio Soliacensi* (10), par conséquent dans le diocèse d'Orléans dont Sully était un des archidiaconés. Le diocèse d'Orléans formait ensuite une pointe très avancée du côté du Sud-Ouest pour aller jusqu'à la rive droite du Cher, en englobant la plus grande partie de l'arrondissement actuel de Romorantin.

Le *pagus Aurelianensis* s'étendait-il de ce côté aussi loin que le diocèse ? Nous n'avons pas trouvé de documents concernant cette région et nous permettant d'être affirmatifs. M. Cuissard (11) est

(1-2) Ar. Gien, c. Sully.

(3) MARCHEGAY, *Cartul. de Saint-Gondon*, p. 52.

(4) Ar. et c. Gien.

(5) MARCHEGAY, *op. cit.*, p. 11 et 13.

(6-7) Ar. et c. Gien.

(8) MARCHEGAY, *op. cit.*, p. 50.

(9) Ar. Gien, c. Sully..

(10) PROU et VIDIER, *op. cit.*, p. 332.

(11) *Mém. de la Soc. Arch. de l'Orl.*, t. XXIV, p. 38.

d'avis que le *pagus* était moins étendu que le diocèse, mais il n'apporte pas de preuves pour appuyer son dire. C'était aussi l'opinion de M. Guérard (1), d'après lequel, « bien que le village de Thésée soit compris dans l'ancien diocèse d'Orléans, le *pagus Aurelianensis* ne paraît pas s'être avancé vers le Sud au delà de la rivière du Beuvron. On ne pourrait donc, sans des preuves nouvelles et positives, l'étendre environ six lieues plus loin, jusqu'au Cher ». Nous croyons au contraire que l'on ne pourrait, « sans preuves nouvelles et positives », s'élever contre la règle générale de l'identité du *pagus* et du diocèse et nous ne voyons pas sur quoi se base M. Guérard pour affirmer d'une manière aussi positive que Chambord et Saint-Cyr-Semblecy (2) paraissent, *vers le Sud*, « être les villages de l'Orléanais *les plus près de la frontière* » (3). Nous avons d'ailleurs pour nous la haute autorité de M. Longnon (4). « Nous ignorons, dit-il, pourquoi Guérard répugnait à admettre, en l'absence de *preuves nouvelles et positives*, l'extension de l'Orléanais — au delà du Beuvron — jusqu'au Cher, qui limitait le diocèse d'Orléans au Sud-Ouest. La mention de la viguerie orléanaise *super Carum* dans laquelle un acte de l'an 1000 environ place Thésée (5), *villa Taseiæ*, village situé sur la rive orléanaise du Cher, n'est-elle point, quoi

(1) *Polyptyque d'Irminon*, t. I, p. 85.

(2) Hameau de la c. de la Ferté-Saint-Cyr, ar. Romorantin, c. Neung-sur-Beuvron.

(3) *Polyptyque d'Irminon*, t. I, p. 82.

(4) *Atlas histor.*, texte, p. 111.

(5) Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Saint-Aignan.

qu'en semble penser notre éminent devancier, une preuve assez claire du fait qu'il révoquait en doute ? » Une bulle du pape Lucius (1), de 1144, nous confirme dans cette idée : c'est, en effet, *in Aurelianensi pago* qu'elle place les églises de Pruniers (2), Gy (3), Soings (4) et Thésée, toutes situées entre le Beuvron et le Cher. Il est donc infiniment probable que le *pagus* devait s'étendre aussi loin que le diocèse (5). Par une charte de Charles le Chauve, nous savons que Chambord était du comté d'Orléans (6).

Rappelons qu'à cette époque, il n'y avait pas d'évêché à Blois ; le *pagus Blesensis*, ainsi que le *pagus Dunensis*, correspondaient, chacun, à un archidiaconé dépendant de l'évêché de Chartres. Or, « le diocèse de Chartres était territorialement identique à la *Civitas Carnutum* de l'époque romaine » et « ses six archidiaconés avaient pour base exclu-

(1) *Gallia Christ.*, t. VIII, instr., col. 424.

(2-3) Loir-et-Cher, ar. et c. de Romorantin.

(4) Loir-et-Cher, ar. Romorantin, c. Selles-sur-Cher.

(5) Peut-être pourrait-on donner comme limites du *pagus* l'île dite des Trois-Evêques, située près de Saint-Aignan-sur-Cher (Loir-et-Cher, ar. de Blois, ch.-l. cant.), ainsi appelée parce que, disait-on, les évêques des trois diocèses d'Orléans, Tours et Bourges pouvaient y manger à la même table, chacun restant dans son propre diocèse (DUPRÉ, *Notice sur l'école de Pont-Levoy au temps des Bénédictins*, dans *Loir-et-Cher histor.*, année 1897, col. 336) et, un peu plus loin, le menhir, nommé la Borne-Blanche, qui limitait les paroisses de Monthou-sur-Cher et de Bourré (Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Montrichard), la première, du diocèse d'Orléans et la seconde, de celui de Tours (*ibid.*, col. 293).

(6) DOM NOEL MARS, *Hist. de Saint-Lomer*, p. 88.

sive les pays entre lesquels la cité de Chartres était divisée dès l'époque mérovingienne (1).

Dans un acte de 899, Suèvres (2), *Sodobria*, est dit situé «*in pago Blesense in vicaria Sodobrinse* (3).» Lorges (4) était de l'Orléanais (5). D'après Guérard (6), Gémigny (7) et Villermain (8) seraient les villages les plus avancés du *pagus Aurelianensis* du côté de l'Ouest : en effet, par un pouillé de Chartres (9) datant de la première moitié du XIII^e siècle, nous savons que Mer (10), Aunay (11), Villexanton (12), Talcy (13), Autainville (14), Binas (15), Tripleville (16), Prénouvellon (17), Membrolles (18) étaient du diocèse de Chartres. Un diplôme du roi Robert, de 1005, place positivement Tournois (19), *Turnesiacus, in pago Dunensi* (20) Villeneuve-sur-Conie (21), Patay (22), Guillonville (23), Loigny (24), Orgères (25), Fonte-

(1) LONGNON, *Pouillés de la prov. de Sens*, p. XVIII et XIX.

(2) Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Mer.

(3) BERNIER, *Hist. de Blois, preuves*, p. I.

(4) Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Marchenoir.

(5) *Gall. Christ.*, t. VIII, instr., col. 424.

(6) *Polypt. d'Irminon*, p. 82.

(7) Loiret, ar. d'Orléans, c. Patay.

(8) Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Ouzouer-le-Marché.

(9) GUÉRARD, *Cartul. de Saint-Père de Chartres*.

(10, 11) Loir-et-Cher, ar. de Blois, ch.-l. c.

(12, 13, 14, 15) Hameau de la c. de Mer.

(16) Loir-et-Ch., ar. Blois, c. Mer.

(17) Loir-et-Ch., ar. Blois, c. Marchenoir.

(18) Loir-et-Ch., ar. Blois, c. Ouzouer-le-Marché.

(19) Loiret, ar. Orléans, c. Patay.

(20, 21) Dom BOUQUET, *op. cit.*, t. X., p. 586.

(22) Loiret, ar. d'Orléans, c. Patay.

(23) Loiret, ar. Orléans, ch.-lieu de c.

(24) Eure-et-Loir, ar. Châteaudun, c. Orgères.

(25) Eure-et-Loir, ar. Châteaudun, ch.-l. cant.

nay-sur-Conie (1) dépendaient du diocèse de Chartres, mais en formaient les limites, car, d'après un diplôme de Dagobert de 635, Rouvray-Sainte-Croix (2), *Rubridus*, était de l'Orléanais (3), ainsi que Tillay-le-Pesneux (4) qu'une charte de Charles le Simple place *in pago Aurelianensi* (5). Selon un écrivain du XVIII^e siècle, l'abbé Bordas (6), « Thibaud, en qualité de comte de Chartres, était borné de ce côté par la paroisse d'Ymonville (7) et, en qualité de comte de Dunois, par celle de Germignonville » (8); Allaines (9) serait au contraire du comté d'Orléans. Il y a, en effet, des preuves à l'appui : un acte (10), datant environ de 1024, place *in pago Dunensi* un lieu « *qui dicitur Ursivillaris* (11) » et l'abbé Bordas rapporte une donation de Ragenfroy, évêque de Chartres au X^e siècle, où il est question de « *Germinonis villa* (Germignonville) *in pago Dunensi sita* (12). » D'après une charte de 954, Ymonville, *Immonis villa*, était *in pago Carnotensi* (13). Il devait en être de même de Trancrainville (14), Oinville-Saint-Li-

(1) Eure-et-Loir, ar. Châteaudun, c. Orgères.

(2) Loiret, ar. Orléans, c. Patay.

(3) GUÉRARD, *Polypt. d'Irm.*, p. 82.

(4, 5) Eure-et-Loir, ar. Châteaudun, c. Orgères.

(6) HUBERT, *Antiq. de Saint-Aignan, preuves*, p. 76.

(7) *Histoire du Dunois*, t. II, p. 126 et 127.

(8) Eure-et-Loir, ar. Chartres, c. Voves.

(9) Eure-et-Loir, ar. Chartres, c. Janville.

(10) *Gall. Christ.*, t. VIII, instr., col. 491.

(11) Ourvilliers,auj. Saint-Léonard, hameau de la c. de Germignonville.

(12) *Op. cit.*, t. II, p. 83.

(13) GUÉRARD, *Cartul. de Saint-Père de Chartres*, t. I, p. 52.

(14) Eure-et-Loir, ar. Chartres, c. Janville.

phard (1) et Boisseaux (2) qui dépendaient de l'évêché de Chartres (3). Nous voici ainsi parvenus aux confins du *pagus Stampensis*, notre point de départ.

Nous n'avons pu arriver à une précision plus grande pour la délimitation du *pagus Aurelianensis*; ces quelques données suffiront cependant à montrer quelle en était approximativement l'étendue.

ARTICLE II

LES COMTES D'ORLÉANS AMOVIBLES

Voyons maintenant comment était administré, à l'époque mérovingienne, ce territoire dont nous venons d'indiquer l'étendue. Nous savons qu'il était régi par un comte, un *comes*, chef civil et militaire, désigné par le roi pour un nombre d'années déterminé (4), mais généralement nommé à vie (5), cumulant des fonctions diverses en matière de finances, d'administration et de juridiction (6). Remarquons qu'à cette époque, le terme de *comitatus* ne désigne pas la circonscription territoriale gouvernée par le comte, le *pagus*, mais seulement l'office de ce comte (7).

(1) Eure-et-Loir, ar. Chartres, c. Janville.

(2) Loiret, ar. Pithiviers, c. Outarville.

(3) GUÉRARD, *Cartul. de St-Père*, *loc. cit.* — PROU et VIDIER, *op. cit.*, t. I, p. 332, 333.

(4) GRÉG. DE TOURS, Lib. IV, XXVIII, p. 132.

(5) BEAUCHET, *Hist. de l'Org. judic.*, p. 164.

(6) BEAUCHET, *op. cit.*, p. 165.

(7) LONGNON, *Géogr. de la Gaule*, p. 26 et s.

Le comte était chargé de la perception de l'impôt (1) ; il devait, chaque année, verser au trésor royal les tributs et tout ce qui était dû (2). Généralement, il faisait lui-même cette perception ; parfois cependant, il passait un marché avec une société qui se chargeait, moyennant indemnité, de verser le montant des tributs. C'est ainsi qu'Eunome, comte de Tours, avait traité « avec un juif du nom d'Armentaire, un compagnon de sa secte et deux chrétiens (3). »

L'administration de la justice était la principale fonction des comtes mérovingiens. Cependant, le *pagus* était, à cette époque, une circonscription non pas judiciaire, mais seulement administrative ; la circonscription judiciaire était alors la centaine, subdivision du *pagus* ; aussi n'existait-il pas de tribunal pour tout le *pagus* : le comte parcourait successivement les diverses centaines pour y exercer la justice (4). C'est lui qui, dans presque tous les documents de l'époque, apparaît comme président. Généralement, en effet, il ne juge pas ; toutefois ce n'est pas une règle absolue, car, en matière criminelle,

(1) « *Rex Chilpericus... novos comites ordinat et cuncta iubet sibi urbium tributa deferri.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. VI, 22, p. 243).

(2) « *Venetus quoque civitatem refudit sub ea condicione, ut se mereretur eam per iussionem regis exigere, tributa vel omnia quæ exinde debebantur annis singulis, nullo admonente, dissolveret.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. V, XIX, p. 174).

(3) GRÉG. DE TOURS, Lib. VII, XXIII, p. 22 et 23.

(4) « *Gundovaldus autem comitatum Meldensem supero Verpinum conpetiit, ingressusque urbem, causarum accionem agere cæpit. Exinde dum pagum urbis in hoc officio circuirit, in quadam villa a Verpino interfecitur.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. VIII, XVIII, p. 64).

il juge lui-même dans des cas assez nombreux. C'est lui seul enfin qui peut faire procéder à l'exécution des jugements (1).

Le comte était aussi chef militaire et devait marcher à la tête des troupes (2). C'est ainsi que, à la fin du ^{vi}e siècle, Villacharius, comte d'Orléans, alla assiéger la ville de Poitiers (3) et s'en empara.

Ce Villacharius est le premier comte d'Orléans dont l'histoire fasse mention.

En 609, le comte d'Orléans était Fulcarius (4). Fulcarius semble avoir été originaire de l'Orléanais, car il avait eu comme parrain Betton, père de saint Loup, archevêque de Sens (5). Or Betton habitait les environs d'Orléans, sur les bords de la Loire, à l'endroit précisément où, plus tard, fut fondé en

(1) BEAUCHET, *Hist. de l'Organ. judic.*, *passim*.

(2) « *Sigibertus vero rex Arelatensem urbem capere cupiens, Arvernus commovere præcipit. Erat enim tunc Firminus comes urbis illius, qui cum ipsis in capite abiit.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. IV, XXIII, p. 124).

« *Igitur Gundramnus rex comites suos ad comprehendendas civitates, quas condamnatus Sigibertus de regno Chaberti fratris sui acciperat, direxit, ut exigentes sacramenta suis eas ditionibus subiugarent.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. VII, XII, p. 12).

« ... *Desiderius dux... exercitum commovit et contra Gothus abire disponit. Adsumptoque secum Austroaldo comite, Carcasonam petit.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. VIII, XLV, p. 87).

(3) « *Siccharivero cum a Villachario Aurilianense comite, qui tunc Toronus acceperat, exercitum contra Pectavos commovit.* » (GRÉG. DE TOURS, Lib. VII, XIII, p. 43).

(4) « ... *Quidam regius Aulicus, Fulcarius dictus... Comes Aurelianensibus datus.* » (Vita S. Lupi, Dom BOUQUET, t. III, p. 491).

(5) Dom BOUQUET, *loc. cit.*

l'honneur de son fils le prieuré, puis l'abbaye de Saint-Loup (1).

Depuis Fulcarius jusqu'au milieu du VIII^e siècle, l'histoire ne nous a pas conservé les noms des comtes d'Orléans. D'après Paulus Diaconus, Ragimbert, neveu d'Aribert, roi des Lombards, aurait été comte d'Orléans vers 750 (2). Charron, en son *Histoire des Gaulois*, rapporte qu'en 774, Charlemagne aurait été assisté d'un certain Samson, duc d'Orléans (3); celui-ci, en mourant, aurait laissé deux fils : Ernes et Raho, qui lui auraient tous deux succédé. Dans aucun document, nous n'avons trouvé trace de ce Samson. Nous croyons, pour notre part, qu'en 774, Charlemagne nomma au comté d'Orléans Raho (4), et qu'en 787, le comte d'Orléans était Ernifred (5). Ce dernier était-il le même que Ernes dont parle Charron et serait-il ainsi frère de Raho ? Nous n'avons pu arriver à le découvrir.

Au début du IX^e siècle, le comté d'Orléans était entre les mains de Mafroy ; en 818, celui-ci reçut

(1) Dom BOUQUET, *loc. cit.* — LA SAUSSAYE, *Ann. Eccles. Aurel.*, lib. III, XXXIX. — LE MAIRE, *Ant. de l'Egl. et dioc. d'Orl.*, p. 117.

(2) « *Raginebertus nomine nostris in diebus Aurelianensem civitatem rexit* » (Paulus Diaconus, *de gestis Longobard.*, l. 6, dans LEMAIRE, *Ant. de la ville et du duché d'Orl.*, p. 75 — Cf. BEAUVAIS DE PRÉAU, *op. cit.*, p. 174.

(3) LE MAIRE, *loc. cit.*

(4) « ... *Rahonem Aurelianensibus Comitem præfecit* » (*Mir. S. Bened.*, lib. I, p. 43).

(5) « ... *Que sunt in pago Aurelianensi in vicaria Macdu-nensi .. de illo comitatu de beneficio Ernifredi.* » (DE VASSAL, charte inédite du VIII^e siècle, dans *Revue Orléan.*, 2^e année, p. 554).

Louis le Débonnaire à Vitry-aux-Loges (1). Envoyé en 827, ainsi que Hugues, comte de Tours, aux marches d'Espagne menacées par les Sarrasins, « il demorerent tant et chevauchierent si lentement que cil orent gastée Barcimone et la contrée de Gyronde avant que ils venissent la » (2). Aussi, l'année suivante, à l'assemblée d'Aix-la-Chapelle, le comté d'Orléans fut-il enlevé à Mafroy et donné à Eudes, frère de Guillaume, comte de Blois (3). Mais Mafroy parvint à se concilier de puissants alliés contre l'empereur et gagna à sa cause Pépin, frère de Lothaire. En 830, les insurgés parvinrent à Orléans; ils en chassèrent Eudes, et Mafroy se fit restituer le comté (4); Eudes fut dégradé et envoyé en exil (5). Sa disgrâce fut d'ailleurs de courte durée, car les *Annales Fuldenses* nous rapportent qu'en 834, lorsqu'il fut tué dans un combat, il était redevenu comte d'Orléans (6).

- (1) « ...Aurelianenses sensim dehinc visitat agros
Vitriacum villam jam pius ingreditur
Quo, Matfride, sibi pulcherrima tecta parasti
Munera magna dabas atque placenda sibi. »

(Poème élég. d'Ermoldus Nigellus, D. BOUQUET, t. VI, p. 43).

- (2) *Chroniques de Saint-Denis*, D. BOUQUET, t. VI, p. 150. — *Astronome*, D. BOUQUET, t. VI, p. 108.

(3) *Mirac. S. Bened.*, lib. I, p. 47.

- (4) « His ergo allectus incitamentis juvenis, cum eis et suorum multis copiis per Aurelianensem urbem, sublato inde Odone et restituto Matfrido, Werimbriam usque venerunt. » (*Astronome*, Dom BOUQUET, t. VI, p. 110).

(5) « Odo, armis ablatis, exilio deportatus. » (*Astronome*, D. BOUQUET, t. VI, p. III).

- (6) « ... In quo prælio perierunt Odo comes Aurelianensium... » (D. BOUQUET, t. VI, p. 210. — *Mirac. S. Bened.*, p. 48 et s.).

D'après plusieurs auteurs (1), Eudes aurait eu comme successeur au comté d'Orléans son fils Guillaume ; nous n'osons pas partager cette opinion, car, dans le récit qu'elles nous font de sa mort, les *Annales de Saint-Bertin* donnent à Eudes seul, et non à Guillaume, le titre de comte d'Orléans (2).

Les comtes d'Orléans ne jouissaient donc pas, à cette époque, de l'inaliénabilité ; ce qui s'est passé pour Mafroy en est une preuve certaine : ils pouvaient être déposés en raison d'infidélité ou de négligence dans l'accomplissement de leurs services. Le roi, qui les nommait, pouvait les déplacer ou les destituer à son gré. Leurs charges, comme on a pu le voir, n'étaient pas non plus héréditaires. Les comtes d'Orléans étaient donc, jusqu'au ix^e siècle, de véritables fonctionnaires amovibles ; choisis et nommés par le roi, ils étaient toujours révocables par lui ; leur subordination et leur obéissance étaient assurées par la crainte de perdre leurs fonctions. Généralement d'origine élevée, comme Fulcarius (3) ou Ragimbert, neveu du roi des Lombards, ils pouvaient être aussi, comme Raho, d'extraction vulgaire ou même affranchis, ainsi que le rapporte l'auteur des *Miracles de saint Benoît* (4).

(1) HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, f^o 29, v^o. — DE SAINTE-MARTHE, *Hist. généal.*, t. I, p. 413. — DU BOUCHET, *Vérit. orig.*, p. 185. — BEAUVAIS DE PRÉAU, *loc. cit.*

(2) « *Carolus Wilhelmum sobrinum suum, Odonis quondam comitis Aurelianensis filium... secus Silvanectum civitatem decollari fecit.* » (D. BOUQUET, t. VII, p. 94).

(3) « *... Illustris natalibus ortus...* » (*Vita S. Lupi*, D. BOUQUET, t. III, p. 491.)

(4) « *... Quibusdam servorum suorum, fisci debito sublevatis, curam tradidit regni; atque in primis Rahonem Aurelianensibus comitem præfecit.* » (*Mirac. S. Bened.*, lib. I, p. 43.)

Les comtes étaient assistés de vicomtes dont le rôle était de les remplacer en cas de besoin et de les aider à administrer leurs comtés. D'après M. Esmein, les vicomtes seraient apparus dans le dernier tiers du VIII^e siècle (1) ; cette délégation du pouvoir du comte au vicomte aurait fini par se généraliser à partir de la seconde moitié du IX^e siècle (2). Il faut noter que, dans l'Orléanais, nous rencontrons les vicomtes dès la fin du VI^e siècle : saint Ay était *vicecomes pagi Aurelianensis* du temps du comte Villacharius (3).

ARTICLE III

LES COMTES D'ORLÉANS HÉRÉDITAIRES

A partir de la seconde moitié du IX^e siècle, le comté d'Orléans appartient en propre, comme celui de Paris, à la famille de Robert le Fort. Sans doute, tout au moins à la fin du IX^e siècle et dans la première moitié du X^e siècle, les chroniques ne donnent pas aux Robertiens le titre de comtes d'Orléans, mais généralement le qualificatif plus honorable de ducs des Francs. On ne peut cependant pas leur dénier cette dignité ; c'est un fait qui a toujours été

(1) ESMEIN, *op. cit.* p. 77, note 2.

(2) BEAUCHET, *op. cit.*, p. 217.

(3) « ... *Quidam vir nomine Agilus, nobilis prosapia ac præpotens gloria, qui in tantum sublimatus est in præsentī vita, ut pagi Aurelianensis fungeretur honore vicecomitis.* » (*Vita B. Agili*, dans BOLLAND. *Aug.*, VI, p. 566).

rapporté par les historiens de tous les siècles (1) et qui, d'ailleurs, n'a jamais été mis en doute. De plus, si l'on réfléchit que, pour cette époque, on ne connaît, dans l'Orléanais, que des vicomtes (2) de même que dans l'Anjou et la Touraine, on est amené, semble-t-il, à en conclure que c'étaient bien les descendants de Robert le Fort qui étaient, en propre, comtes d'Orléans, comme ils le furent d'Angers et de Tours. Pourquoi, en effet, les chroniques nous auraient-elles tu les noms des comtes d'Orléans aux ix^e et x^e siècles, alors qu'elles nous ont rapporté ceux des vicomtes de ces époques et ceux des comtes des siècles précédents?

L'hérédité du comté d'Orléans va s'établir peu à peu chez les Robertiens. Charles le Chauve, cependant, ne se fit pas faute d'enlever à Robert le Fort ses fonctions ; ce dernier, révolté contre le roi, se vit, comme Mafroy, confisquer ses biens ; mais, en 861, à Meung-sur-Loire, il obtint son pardon (3) et fut réintégré dans tous ses offices.

(1) DU BOUCHET, *La vérit. Orig. de la Maison de France*, op. cit., p. 172. — DE SAINTE-MARTHE, *Hist. généal.*, t. I, p. 412. — LE MAIRE, *Hist. et ant. du duché d'Orl.*, p. 76. — HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, p. 30 et s. — BOULAINVILLIERS, *la Génér. d'Orl.*, p. 31. — LOT, *Les derniers Caroling.*, p. 174. — LUCHAIRE, *Hist. des Inst. Mon.*, t. I, p. 5. — VIOLET, *Hist. des Instit. polit.*, t. I, p. 453. — LOT, *Hugues Capet*, p. 188, etc.

(2) C'est, au ix^e siècle, Genesius (*Mirac. S. Bened.*, lib. I, p. 57) et Ingelger (*Chron. des Comtes d'Anjou*, p. 45) ; puis, au x^e siècle, Geoffroy (D. BOUQUET, t. IX, p. 723 ; MABILLON *An. Ben.*, t. III, p. 709) et Aubri (D'ACHERY, *Spicil.*, édit. in-4^e, t. VI, p. 423 ; MABILLON, *An. Ben.*, t. III, p. 580).

(3) « *Karolus Rodbertum cum placitis honoribus recipit.* » (D. BOUQUET, t. VII, p. 77).

A la mort de Robert le Fort, en 866, ses deux fils, Eudes et Robert, étaient trop jeunes pour pouvoir lui succéder ; ses charges passèrent à Hugues-l'Abbé (1), fils de Conrad, oncle de Charles le Chauve et d'une tante maternelle de Lothaire II (2). Hugues-l'Abbé fut abbé de Saint-Aignan d'Orléans, titre que tous les comtes d'Orléans posséderont successivement ; le 5 octobre 876, il affranchit, en cette qualité, un serf des chanoines à la prière de Adalhard, archevêque de Tours (3).

Le 12 mai 886, Hugues-l'Abbé mourait à Orléans. Eudes, comte de Paris, fils aîné de Robert le Fort, lui succéda dans ses fonctions (4). Mais il n'en jouit pas longtemps, puisque, deux ans plus tard, en 888, il était proclamé roi.

Le comté d'Orléans passa alors entre les mains de Robert, second fils de Robert le Fort. Comme ses prédécesseurs, il porta le titre d'abbé de Saint-Aignan ; il est qualifié ainsi dans des chartes des rois Eudes et Charles le Simple (5).

En 922, Robert se faisait couronner roi à Sens. Son successeur, au comté d'Orléans, fut son fils Hugues le Grand. L'histoire d'Orderic donne positivement à Hugues le Grand le titre de *Aurelianorum* ou *Aurelianensis Dux* (6). En 930, en cette qualité de comte d'Orléans, il octroie

(1) « *Hugo Abba in locum Roberti substituitur* ». (D. BOUQUET, t. VII, p. 493).

(2) BOURGEOIS, *Hugues-l'Abbé*, p. 4.

(3) MABILLON, *An. Ben.*, t. III, p. 742.

(4) Dom BOUQUET, t. VIII, p. 66.

(5) HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan, preuves*, p. 76 et 77.

(6) Dom BOUQUET, t. IX, p. 10 et 13.

un diplôme en faveur de l'église Saint-Samson d'Orléans (1).

A sa mort, Hugues le Grand laissa le comté à son fils Hugues Capet. Dans la *Vieille Chronique* (2), celui-ci est dit : « *Comes Aurelianensis* » et Adélaïde de Poitiers, sa femme, dans le « livre dit *Rota Fortunæ*, avant d'avoir été Royne de France, est qualifiée Duchesse d'Orléans » (3).

Comme l'a dit Hubert (4), Hugues Capet était donc comte d'Orléans de droit héréditaire. Le passage au comté de Hugues-l'Abbé, complètement étranger à la famille des Robertiens (5), ne pourrait constituer une preuve contre cette transmission de père en fils ; si, en effet, les fils de Robert le Fort n'ont pas succédé à leur père, *ce n'est que* parce qu'ils étaient trop jeunes (6). Sans doute, cette hérédité n'était pas absolument de droit ; nous avons vu le roi déposer Robert le Fort, ce qui prouve bien qu'au fond, les comtes étaient encore révocables. Cependant, l'hérédité habituelle de la charge de comte se révèle clairement à nous, en 877, par le capitulaire de Kiersy ; on se rappelle cet article important : « Si un comte de ce royaume vient à mourir, et que son fils soit auprès de

(1) Arch. dép., D. 372, f° 1.

(2) *Cartul. de N.-D. de Chartres*, t. I, p. 13. — Cf. Lot, *Hugues Capet*, p. 335 et s.

(3) HUBERT, *Hist. de l'Orléan.*, t. II, f° 30.

(4) *Op. cit.*, f° 31.

(5) BOURGEOIS, *Hugues-l'Abbé*, p. 10 et 11.

(6) « *Siquidem Odo et Robertus filii Roberti adhuc parvuli erant quando pater extinctus est ; et idcirco non est illis Ducatus commissus.* » (D. BOUQUET, t. VII, p. 195).

nous (1), nous voulons que notre fils, avec ceux de nos fidèles qui ont été les plus proches parents du comte défunt, et avec les autres officiers du comté, et l'évêque... pourvoient à l'administration jusqu'à ce que la mort du comte nous ait été annoncée, et que nous ayons conféré à son fils, présent à notre cour, les honneurs dont son père était revêtu. » L'hérédité était donc déjà le fait ordinaire, la chose normale et équitable, la règle pratique ; il n'en est pas moins vrai cependant que, d'après les termes de certaines chroniques, la succession aux charges du père ne se faisait pas pour le fils absolument de plein droit ; l'autorité du roi devait intervenir. C'est ainsi que l'on rencontre des expressions comme celles-ci : « *Dux Francorum effectus est* » (2), ou : « *Rex Ugoni filio Roberti ducatum concessit* » (3) ; ou encore : « *Ducatus . . . Odoni filio Roberti ab Imperatore traditur* », (4). Cela, d'ailleurs, est en parfaite concordance avec ces mots du capitulaire de Kiersy : « ... que nous ayons conféré à son fils les honneurs dont son père était revêtu ». Mais ce droit qu'avait le roi à la nomination des comtes n'était, au fond, qu'un droit vain, une « comédie politique » et « la concession soi-disant libérale des derniers rois carolingiens ne servait, en réalité, qu'à déguiser l'impuissance où étaient ces souverains de disposer du bénéfice » (5).

(1) Charles le Chauve se disposait à partir pour l'expédition d'Italie.

(2) Dom BOUQUET, t. IX, p. 17.

(3) Dom BOUQUET, *ibid.*, p. 144.

(4) Dom BOUQUET, t. VIII, p. 66.

(5) LUCHAIRE, *Hist. des Institut.*, t. II, p. 4.

Les Robertiens avaient conquis l'hérédité, profitant de leur propre puissance et de la faiblesse du roi ; c'est ce qu'avait justement remarqué Boulainvilliers : « L'auteur (1), dit-il, ajoute qu'il (Robert le Fort) laissa le comté d'Orléans héréditaire dans sa famille, au lieu de dire que, par le moyen de ses alliances, il laissa ses enfants assez puissants pour forcer les rois successeurs de Charles le Chauve à lui continuer les honneurs et bénéfices que Robert le Fort avait possédés » (2). Il reste acquis néanmoins que le comté d'Orléans, au même titre que le comté de Paris, « étoit en quelque sorte le patrimoine de Hugues Capet, puisqu'il y avoit succédé à son père, à son aïeul et à son bisaïeul » (3).

L'office de comte d'Orléans n'est pas seulement devenu héréditaire, il va aussi devenir fief. Le comte d'Orléans ne sera plus fonctionnaire, il va se transformer en vassal. Nous lisons dans les *Annales Vedastini* : « *Robertus Comes frater Regis Odonis venit ad Regem quem Rex honorifice suscepit* :

(1) André Jubert de Bouville, intendant de la Généralité d'Orléans.

(2) BOULAINVILLIERS, *la Génér. d'Orléans*, p. 31.

(3) BOULAINVILLIERS, *Hist. de l'ancien gouv.*, t. I, p. 297. — Il faut remarquer qu'à cette époque la plupart des comtés étaient héréditaires ; il en était ainsi des comtés de Gâtinais (DEVAUX, *Orig. gâtin.* dans *Ann. du Gâtin.*, t. X, p. 255), de Troyes (D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Histoire des ducs et des comtes de Champ.*, t. I, p. 62 et s.), d'Anjou (HALPHEN, *le Comté d'Anjou au XI^e siècle*, Paris, 1906, in-8°, p. 3 et s. — MABILLE, *Introd. aux chron. des comtes d'Anjou*, p. LIX et s.), de Châteaudun et de Chartres (MERLET, *Les comtes de Chartres, de Châteaudun*, p. 27 et 62).

eique fidelis effectus » (1). Mais le serment de fidélité, dira-t-on, « n'est pas caractéristique de la vassalité, puisqu'il peut être prêté par des personnes qui ne sont pas engagées par leur caractère, leurs fonctions, leur sexe dans la vassalité, et qu'il est est même dû... par tous les habitants libres et adultes » (2). C'est vrai ; mais le mot « *suscipere* » forme la contre-partie de ce serment de fidélité ; car il n'a pas seulement le sens vague de « accueillir », mais « il s'entend de l'acceptation de l'hommage par le seigneur » (3). Nous pouvons donc dire que Robert prêta au roi foi et hommage. Les textes vont d'ailleurs nous donner raison. En 936, lors du rappel en France de Louis IV d'Outremer, Hugues le Grand, accompagné des grands du royaume, va recevoir le jeune roi à Boulogne ; « *cui Hugo cæterique Francorum procures... mox navim egresso in ipsis littoreis arenis apud Bononiam sese committunt* » (4). La Chronique d'Albéric rapporte le même fait : « *... in ipsis littoreis arenis manibus suis manus ejus ipsi se committendo subeunt* » (5). Or,

(1) Dom BOUQUET, t. VIII, p. 92.

(2) LOT, *Fidèles ou vassaux*, p. 248.

(3) LOT, *ibid.*, p. 40 et 41. — Remarquons, d'ailleurs, avec M. Lot (*op. cit.*, p. 247 et 248), que l'hommage, à lui seul, pas plus que le serment de fidélité, ne peut produire l'engagement vassalique ; la nature du contrat de vasselage « ne permet nullement de distinguer ni d'opposer l'hommage à la fidélité. C'est par leur union intime, indissoluble, que, précisément, se forme l'engagement vassalique... Vouloir séparer l'un de l'autre dans l'étude du régime féodal, c'est tomber dans un pur non-sens. » (Cf. LOT, *Hugues Capet*, p. 237, note 2).

(4) FLODOARD, *Hist. de l'Egl. de Reims*, livr. 4, chap. 26.

(5) Dom BOUQUET, t. IX, p. 65.

« les mots *se committere* signifient *se mettre dans la vassalité, faire hommage* » (1). Hugues Capet fit serment de fidélité à Lothaire (2). Pasquier (3) rapporte qu'il fit aussi prestation de la foi « à Louys, dernier roi de la race des Martels » ; c'est peut-être à quoi fait allusion la reine Emma, veuve de Lothaire, qui, dans une lettre à sa mère, l'impératrice Adélaïde, raconte que les seigneurs lui ont prêté la foi, ainsi qu'à son fils (4).

Nous sommes donc en droit de conclure avec Hubert (5) que « le comté d'Orléans étoit tenu du Roy es foy et hommage. »

Mais ce fief héréditaire pourrait ne consister qu'en la charge de comte d'Orléans : l'office seul de comte pourrait être possédé en fief, sans qu'on y eût joint les domaines sur lesquels s'exerçait cette autorité. Nous allons voir qu'il n'en était pas ainsi et que, comme le dit un historien du XVIII^e siècle, l'abbé Bordas, les comtes avaient « usurpé la propriété des comtés de Paris et d'Orléans avant que d'estre Roy (6) ». En 930, en effet, Hugues le Grand donne aux chanoines de Saint-Samson l'abbaye de Saint-Symphorien, située « au dedans des murs

(1) Lot, *Fidèles ou vassaux*, p. 55, note 3.

(2) « Otto et Hugo, filii Hugonis... ad regem veniunt ac sui efficiuntur. » (FLODOARD, *Annales*, année 960).

(3) *Recherches de la France*, p. 98.

(4) « Noveritis interim Francorum Principes mihi ac filio simul fidem sacramento firmasse. » (D. BOUQUET, t. IX, p. 288).

(5) *Hist. de l'Orléan.*, t. II, f^o 29.

(6) BORDAS, *Hist. du pays de Dunois*, t. I, p. 41.

d'Orléans, » et qui « fait partie de son héritage paternel (1) », ainsi que deux églises élevées dans les faubourgs de cette même ville. En 947, il donne à l'église de Chartres le domaine d'Ingré, qu'il « possédait à titre héréditaire (2) ». En 975, Hugues Capet rend à l'église d'Orléans l'abbaye de Saint-Jean, tenue de lui en fief (3), Or, si les comtes d'Orléans n'avaient été qu'administrateurs ou gouverneurs de leur comté, s'ils n'en avaient pas été seigneurs, ils n'auraient pu ainsi disposer de ces domaines. « Il est indubitable que les comtes et marquis d'Orléans... se rendirent propriétaires des offices et des dignitez qu'il tenoient par bénéfice du Roy, à titre de comte et de marquis..., mesme des droits et des appointements, qui y estoient affectez (4) ».

C'est ainsi que, dans leur comté, ils ont fait des inféodations qui, au ^{xvii}^e siècle, relevaient encore « de la grosse Tour d'Orléans ». L'église de Bonne-Nouvelle était tenue en fief d'Eudes, fils de Robert le Fort, « sans doute comme comte d'Orléans (5) ». En 939, Hugues le Grand fait signer une charte par ses « *fideles* » (6), parmi lesquels figure Geoffroy, vicomte d'Orléans; or, à cette époque, les termes de fidèles et vassaux étaient synonymes (7). En 975,

(1) Arch. dép. D. 372.

(2) Arch. dép. A. 1129.

(3) D. BOUQUET, t. IX, p. 733. — JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, dans *Mém. de la Soc. Arch. de l'Orléan.*, t. XXX, p. 123.

(4) HUBERT, *Hist. de l'Orléan.*, t. II, f^o. 39.

(5) D'HOZIER, *Arm. gén.*, *Reg. 3*, 2^e partie, *généol. d'Orléans*, p. 26, note C.

(6) Dom MABILLON, t. III, p. 709.

(7) LOT, *Fidèles ou vassaux*, p. 249.

Hugues Capet signe un diplôme touchant l'abbaye de Saint-Jean, à Orléans, qu'un chevalier du nom de Hugues « tenait de lui en fief » (1). Avant 979, le comte Geoffroy était vassal de Hugues Capet (2).

Remarquons, enfin, combien l'action des Carolingiens était faible dans le comté d'Orléans : les abbayes ou chapitres de Saint-Jean, Saint-Symphorien-Saint-Samson, Saint-Aignan, Micy étaient entre les mains des Robertiens ; Saint-Benoît, seul, était une abbaye carolingienne. Le roi n'avait pas non plus à intervenir pour la nomination des évêques d'Orléans (3).

En 987, la transformation était donc opérée ; le *comes*, de fonctionnaire, était devenu vassal ; le *pagus*, de circonscription administrative, était devenu seigneurie ; aussi, en 979, un diplôme de Lothaire donne-t-il à cette circonscription le nom féodal de *comitatus* (4) ; ce terme ne désigne plus, comme sous les Mérovingiens, l'office du comte, mais le territoire qui lui était soumis. Hugues Capet, lorsqu'il monta sur le trône, possédait donc le comté d'Orléans, comme patrimonial ; ce comté avait un ressort fixe et limité ; il était une véritable seigneurie tenue en fief des Carolingiens.

(1) JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 123. — D. BOUQUET, t. IX, p. 733.

(2) JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 127. — *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, p. 169.

(3) LOT, *Derniers Caroling.*, p. 171.

(4) JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 127. — *Recueil des actes de Lothaire et de Louis V*, loc. cit.

CHAPITRE II

L'ORLÉANAIS APRÈS 987

En 987 se produit un événement d'une importance capitale pour l'histoire de l'Orléanais. Hugues Capet est proclamé roi à Noyon le 1^{er} juin et sacré à Reims le 3 juillet suivant; par suite, le comté d'Orléans devient domaine royal, c'est-à-dire qu'il ne se trouve plus relever d'aucun seigneur; il est exempt de toute charge. Hugues Capet n'en jouit plus à titre de bénéfice ou de fief, puisqu'il n'a plus de suzerain au-dessus de lui; il en devient le propriétaire essentiellement libre et le comté d'Orléans, comme tout le domaine royal, devient alleu.

Mais cet alleu va-t-il conserver sa physionomie? Il faut se rappeler que l'héritage que Hugues Capet reçut des Carolingiens, tout en n'étant pas considérable, n'était cependant pas si négligeable qu'on se l'imagine généralement (1); aussi serait-il intéressant d'étudier si le comté d'Orléans, en devenant domaine royal, ne s'est pas fondu avec les autres possessions du nouveau roi, au point de voir s'évanouir jusqu'à son nom, son existence propre, ses droits particuliers, son individualité.

(1) Lot, *Dern. Caroling.*, p. 181 et s. — Lot, *Hugues Capet*, p. 189 et s.

ARTICLE PREMIER

LE COMTÉ D'ORLÉANS AUX XI^e ET XII^e SIÈCLES

Après 987, le comté d'Orléans subsiste comme circonscription. Cela nous est positivement attesté par les chartes royales. Quelques mois après son avènement au trône, Hugues Capet confirme à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire l'immunité accordée par les rois, ses prédécesseurs; il est dit dans cette charte que l'abbaye de Saint-Benoît est située *in pago Aurelianensi* (1). En 990, ce même roi confirme les possessions de l'Eglise d'Orléans; la plupart sont dans le *pagus Aurelianensis* (2). En 999, Robert II confirme celles du chapitre Saint-Magloire de Paris; quelques-unes se trouvent dans le comté d'Orléans (3). En 1005 et en 1010, deux diplômes de ce même roi nous énumèrent les biens que le chapitre de Saint-Pierre-le-Puellier, d'Orléans, possède *in pago Aurelianensi* (4). En 1025, le doyen de Saint-Aignan cède aux chanoines la moitié des jods et ventes qui lui appartenaient en la paroisse d'Ormes *in pago Aurelianensi* (5). A la fin du XI^e siècle, un acte de vente est signé, à Gien, en présence d'un

(1) PROU et VIDIER, *Rec. des ch. de l'abb. de Saint-Benoît*, t. I, p. 181.

(2) *Gall. Chr.*, t. VIII, instr., col. 488. — JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 78.

(3) D. BOUQUET, t. X, p. 576.

(4) *Ibid.*, p. 586.

(5) HUBERT, *Antiq. de Saint-Aignan, preuves*, p. 141.

certain Hugues, « qui venait du *pagus Aurelianensis* » (1). Au XII^e siècle, en 1120, un diplôme de Alard, seigneur de Chimay, place l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire « *in pago Aurelianensi* » (2). En 1144, le pape Lucius fait expédier une bulle concernant certaines églises du comté (3). En 1174, le chapitre de Saint-Aignan reçoit, de la reine Adèle, en échange de la terre de Challoy, celle d'Artenay et ses dépendances situées « *in pago Aurelianensi* » (4).

Sans doute, l'emploi du mot *pagus* à cette époque peut sembler, au point de vue historique, un véritable archaïsme (5) ; car le *pagus* n'existait plus, en tant que territoire administré par un *comes*. Cette expression n'est plus qu'un souvenir d'un état de choses antérieur ; mais cela nous prouve cependant que cette circonscription, ce territoire, administrativement supprimé, constituait encore tout au moins une division territoriale.

Mais il y a plus. Cette circonscription n'est pas seulement désignée sous le terme archaïque de *pagus* : elle est aussi appelée *comitatus*. Le roi Hugues Capet lui donne ce qualificatif dans un diplôme octroyé en faveur de l'abbaye de Saint-Mesmin (6). Nous rencontrons la même expression en 990 dans la charte de confirmation des possessions de l'église

(1) « *Actum... vidente Hugone cordubanario, qui de Aurelianensi pago venerat* ». (MARCHEGAY, *Cartul. du prieuré bénédictin de Saint-Gondon-sur-Loire*, p. 39).

(2) PROU et VIDIER, *op. cit.* t. I, p. 287.

(3) *Gall. Christ.*, t. VIII, instr. col. 424.

(4) HUBERT, *Antiq. de Saint-Aignan, preuves*, p. 84.

(5) LONGNON, *Atlas*, texte, p. 90.

(6) *Bibl. nat.*, coll. Moreau, t. XIV, fol. 7.

Sainte-Croix (1). Le roi Robert le Pieux emploie aussi, à plusieurs reprises, ce terme de *comitatus Aurelianensis* (2). Or le mot *comitatus* signifiait le territoire soumis, non pas au comte fonctionnaire, mais au comte féodal ; ce n'était plus la circonscription administrative, mais la seigneurie. Il nous paraît assez curieux de voir les rois eux-mêmes désigner l'Orléanais sous ce terme de *comitatus*, précisément après que ce comté fût devenu domaine royal. (Remarquons au surplus que, avant 987, ce titre de *comitatus* ne lui avait été donné qu'une seule fois) (3). Dès lors, si le comté d'Orléans subsiste non plus seulement comme division territoriale, mais comme seigneurie, les droits comtaux, attachés à cette seigneurie, devront, eux aussi, survivre en la personne du roi, comte d'Orléans. C'est ce qui résulte clairement d'un diplôme royal du 25 août 987. Par cette charte, le roi Hugues Capet accorde à l'abbaye de Saint-Mesmin le droit de pêcher, un jour et une nuit par semaine, dans la partie des eaux du Loiret qui lui appartiennent à cause de son « fisc », à savoir son comté d'Orléans (4). Sans doute, dans ce diplôme, Hugues

(1) *Gall. Christ.*, t. VIII, instr., col. 488. — JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 78.

(2) D. BOUQUET, t. X, p. 576.

(3) Diplôme de Louis V du 9 juin 979. (JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 127. — *Actes de Lothaire et de Louis V*, p. 169.)

(4) «...*insuper obnix petentes, ut ex ea parte supradicti fluminis, que nobis ex ratione fisci, videlicet comitatus, contingebat pro remedio anime nostre, aliquid superadderemus... Actum Aurelianis civitate.* » (Bibl. nat., coll. Moreau, t. XIV, fol. 7).

Capet ne s'intitule pas : *Rex et Comes* (1) ; on ne pourra nier cependant qu'il ne s'y soit pas prévalu de sa qualité de comte d'Orléans ; c'est bien à ce titre de comte que le Capétien se reconnaît des droits sur cette partie du Loiret ; le pouvoir royal s'éclipse, ici, devant le pouvoir seigneurial : c'est la reconnaissance officielle de l'individualité du comté d'Orléans.

Parmi leurs nombreuses prérogatives, les comtes d'Orléans avaient, comme nous l'avons vu, celle de jouir du revenu de l'abbaye de Saint-Aignan et le droit de s'en intituler abbés (2). Ils se « succédaient en cette abbaye comme en toutes leurs autres dignitez (3) ». Or, Hugues Capet, après son avènement au trône, puis « ses successeurs conservèrent toujours les titres honoraires d'abbé et les joignirent à leur royale dignité dans les actes qui concernoient les monastères que leurs ancêtres avoient autrefois possédez. » Les rois, d'ailleurs, savaient bien que ce droit ne leur appartenait pas en tant que rois, mais qu'il dépendait seulement du domaine de leur comté d'Orléans, auquel il était inséparablement uni. Aussi, lorsque Philippe VI donna, en 1344, le duché d'Orléans à son fils puiné, c'est ce dernier qui, tout naturellement, prit le titre d'abbé de Saint-Aignan. Les historiens du XVII^e siècle l'avaient bien discerné : les rois « estoient abbés de Saint-Aignan à cause de leur seigneurie d'Orléans, qui estoit leur domaine

(1) Cf. FLACH, *Orig. de l'anc. France*, t. III, p. 232.

(2) HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan*, *passim*.

(3) *Id.*, p. 84.

particulier et le propre héritage de leurs pères (1) » :

Cette seigneurie d'Orléans donna donc au roi des droits qu'il n'avait pas en tant que roi, qu'il n'avait qu'en tant que jouissant de cette seigneurie, en tant que comte d'Orléans. A l'autorité dont il jouissait comme souverain, s'ajouta en lui une autorité particulière qui n'était que la suite de la propriété du comté d'Orléans. Cette double autorité n'est pas restée purement théorique ; elle s'est manifestée. En 1109, Thibaud IV, comte de Chartres et de Blois, voulant élever une forteresse le plus près possible du Puiset, choisit le petit village d'Allaines. Louis le Gros « fut averti de cette nouvelle construction d'un fort dans un royaume où il n'y en avait que trop, dont on se servait contre son autorité. Il en fut choqué *comme souverain*, sans la permission duquel on ne doit pas prendre des libertés de cette espèce. *Ce ne fut cependant pas la raison qu'il employa* dans son opposition et dans les ordres qu'il fit signifier à Thibaud de le démolir. *Il ne fit valoir que le droit de seigneurie directe qu'il avoit sur Allaines, comme étant du comté d'Orléans*, qui lui appartenait... Ce terrain était au roy et de son comté d'Orléans ; il le réclamoit avec justice (2) ». C'est bien aussi la raison donnée dans les *Annales*

(1) Et, quelques lignes plus loin : « Ils estoient fondateurs et patrons de cette Eglise, *comme ayant succédé aux Roys de la première race* ». Voilà, bien indiquée, l'opposition entre les droits qu'avait le roi, comme comte d'Orléans, et ceux qu'il avait comme souverain. (HUBERT, *Ant. de Saint-Agignan*, p. 91).

(2) BORDAS, *op. cit.*, t. I., p. 126.

de Saint-Benoît : «... *quæ de feodo regis est* (1) ». Pardessus avait très bien saisi cette double qualité de roi et de comte chez Hugues Capet et ses successeurs : le roi, dit-il, était seigneur de ses domaines au même titre que les grands vassaux l'étaient des leurs (2).

La survivance du comté d'Orléans nous est encore attestée par l'existence des vicomtes ; car, bien que l'institution du vicomte d'Orléans ne soit pas, comme on le sait, postérieure à l'avènement au trône des Capétiens, il n'en est pas moins vrai que son maintien est une preuve de l'individualité de ce comté. En 992, la vicomté était entre les mains de Richard (3), auquel aurait succédé, d'après le généalogiste orléanais Hubert, Pierre Mauregard, de la maison de Meung (4). Une charte du roi Robert nous apprend qu'en 1022, le vicomte d'Orléans était Albéric (5). D'après Hubert, cet Abéric serait fils de Pierre Mauregard et l'ancêtre des célèbres barons du Chéré, si connus en Orléanais (6). Nous préférons, avec d'Hozier (7), Proust de Chambourg (8) et La Thaumassière (9), y reconnaître l'auteur de la maison d'Orléans. Plus d'un

(1) DOM MABILLON, *op. cit.*, t. VI, p. 564.

(2) Bibl. Ec. des Ch., 2^e série, t. IV, p. 283.

(3) HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, f^o 33, v^o.

(4) HUBERT, *Généal.*, t. III, f^o 187.

(5) «... *ex dono Alberici vicecomitis Aurelianensis*. » (DOM MABILLON, *An. Ben.*, t. IV, p. 706 et s.)

(6) HUBERT, *Généal.*, *loc. cit.*

(7) *Armor. génér.*, Reg. III, 2^e partie, Généal. d'Orléans.

(8) *Généalogie de la maison d'Orléans de Rère*. — Orléans, 1684, in-fol., p. 1.

(9) *Hist. de Berry*, p. 934.

siècle plus tard, en 1149, lors de l'abandon de l'église de Bonne-Nouvelle à Marmoutiers par Simon de Beaugency, les religieux s'engagent à célébrer l'anniversaire du vicomte Robert (1) ; l'acte, il est vrai, ne désigne pas le lieu de cette vicomté ; mais, de ce qu'il fut passé à Orléans, il semble bien qu'il en faille conclure, avec d'Hozier, que Robert était vicomte d'Orléans, car, « s'il l'eût été d'ailleurs, l'acte n'aurait pas manqué de le marquer expressément. » Ce Robert est présumé être sinon le petit-fils, du moins un très proche parent d'Albéric, vicomte d'Orléans (2). En 1156, nous savons, par le cartulaire de Saint-Mesmin, que la vicomté d'Orléans était occupée par Hugue de Marvillier (3). Il faut noter que les vicomtes d'Orléans se sont maintenus, par conséquent, plus longtemps que dans bien des endroits, notamment à Paris où, après 1027, les documents ne signalent plus de vicomtes (4).

Sans doute, comme on a pu s'en rendre compte, ces vicomtes semblent bien être devenus, eux aussi, héréditaires ; c'était l'avis de Guyon (5) et de Le Maire (6) ; de plus, Hubert laisse voir clairement que cette « magistrature » était tenue « es fief du roy ». Cependant, le vicomte féodal, malgré le caractère héréditaire de son fief, est resté le subordonné de son fief hiérarchique, le roi, comte d'Orléans.

(1) Arch. dép., fonds de Bonne-Nouvelle, série H (non encore inventoriée).

(2) D'HOZIER, *loc. cit.*

(3) HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, f° 33, v°.

(4) BRUSSEL, t. II, p. 711. — PFISTER, *Etudes sur Robert le Pieux*, p. 127 et s.

(5) *Op. cit.*, p. 326.

(6) *Antiq. de la ville et du duché d'Orl.*, p. 81.

En 990, en effet, Hugues Capet défend qu' « *aucun vicomte ou autre fonctionnaire quelconque* » ne pénètre sur les terres de l'Eglise d'Orléans, sous prétexte d'y exercer (1). C'est la preuve que les vicomtes étaient bien restés, après 987, officiers du comté. D'ailleurs, remarquons que, dès 939, la charge de vicomte était déjà inféodée, puisque Geoffroy, vicomte d'Orléans, était, comme nous l'avons vu, qualifié de vassal par Hugues le Grand (2).

Il semble bien, du reste, que l'organisation administrative n'ait pas dû être profondément modifiée. Sans doute, il ne faudrait pas juger aveuglément d'après les formules des chartes royales ; ces formules ne sont bien souvent que la reproduction d'autres plus anciennes dont l'emploi constitue un véritable archaïsme. Bien souvent aussi, les qualifications anciennes ont changé de sens ; les offices qu'elles désignaient ont cessé d'être des fonctions pour devenir des seigneuries. Nous avons la preuve qu'à Orléans, au milieu du XI^e siècle, il y avait encore un voyer et un sous-voyer (3). Nous ignorons si ces voyers ou viguiers étaient devenus héréditaires ; en tout cas, ils étaient certainement chargés encore de fonctions administratives, car,

(1) « *Præcipimus ut nullus vicecomes, neque alius publicus iudex, aut aliquis ex judiciaria potestate...* » (JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 83).

(2) Dom MABILLON, *loc. cit.* — Cf. BAUCHET, *Hist. de l'organis. judic.*, p. 192, en note.

(3) En 1057, charte de Henri I pour Orléans : « *S. Hervei viarii., S. Herberti subviarii.* » (Arch. dép. A. 395.) C'est, peut-être, ce même Herbert qui était devenu voyer en 1065 (« *S. Herberti vicarii.* » *Actes de Philippe I^{er}*, p. 56.)

en 1114, le roi Louis le Gros s'adressera à « son prévot et à son viguier » d'Orléans (1).

Le comté d'Orléans, devenu domaine royal, a donc conservé néanmoins son individualité. Concluons avec Brussel : A la fin du XII^e siècle, l'Orléanais était une « province » dont Philippe-Auguste « étoit le haut-seigneur immédiat » (2).

ARTICLE II

LE COMTÉ D'ORLÉANS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIII^e SIÈCLE

Avec le XIII^e siècle, nous entrons, semble-t-il, dans une période de confusion. A partir des dernières années du XII^e siècle, les termes de *pagus* ou de *comitatus Aurelianensis* ne serrencontrent plus dans les textes. Ce n'est plus, en effet, par la désignation du *pagus* que les chartes royales de cette époque nous indiquent la situation des paroisses, mais par la prévôté. Il semblerait donc que notre comté soit fondu dans le domaine royal, que son individualité ait disparu, que sa dislocation soit opérée. Le vieil édifice féodal, qui avait déjà au moins trois cents ans d'existence, aurait donc croulé pour faire place à ces circonscriptions secondaires qui paraissent purement administratives et arbi-

(1) «... *vel præpositus, vel vigerius...* » (HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan, preuves*, p. 80).

(2) BRUSSEL, t. I, p. 445.

traires : les prévôtés. C'est ainsi que notre ancien *pagus* semble s'être désagréé en prévôtés de Janville, de Châteauneuf, de Vitry, d'Yèvre-le-Châtel, etc.

L'apparition de ces prévôtés, cependant, est antérieure à la disparition des termes de *pagus* et de *comitatus Aurelianensis*. Dès 1057, Malbert, *præpositus*, signe un diplôme du roi Henri I^{er}, daté d'Orléans (1) ; ce serait, d'après Hubert (2), le premier prévôt d'Orléans connu. En 1114, Geoffroy, prévôt d'Orléans, signe un acte de Louis le Gros (3). En 1148, dans une lettre de Geoffroy, évêque de Chartres, à Suger, il est question du prévôt de Janville (4). Avant 1167, Rogerius, abbé de Saint-Euverte, parlait des prévôts royaux de Courcay et de Yèvre (5). Ces exemples suffisent pour prouver que les prévôtés existaient déjà, alors que l'individualité du comté était indéniable. De même, quand, plus tard, Orléans sera érigé en duché, les prévôtés ne perdront rien de leur importance et resteront unité territoriale ; ce sera encore bien souvent à l'aide de leur désignation que les actes indiqueront la situation des diverses paroisses.

Il n'est pas contestable, cependant, qu'au XIII^e siècle, la prévôté soit devenue la principale unité territoriale. Mais remarquons que, si cette circonscription était administrative, elle avait néanmoins généralement pour base l'ancienne circonscription féodale connue sous le nom de châtelle-

(1) Arch. dép., A. 395.

(2) *Hist. de l'Orl.*, II, f° 40.

(3) LUCHAIRE, *Louis le Gros*, p. 334.

(4) Dom BOUQUET, t. XV, p. 493.

(5) Dom BOUQUET, t. XVI, p. 136.

nie (1). La prévôté était donc une division domaniale ; les prévôts étaient des intendants, des administrateurs du domaine (2) ; « leur principale charge étoit de veiller sur les domaines, d'en recevoir les revenus, recueillir les impositions ou tailles et autres droits et d'y contraindre » (3). En effet, par les comptes de cette époque, nous voyons que les revenus d'une prévôté consistaient uniquement dans les droits de chancellerie, de péages, dans les produits de la coupe des bois, etc. ; c'est dire qu'ils étaient exactement les mêmes que ceux que les seigneurs percevaient sur leurs terres ; la prévôté n'était donc que l'organe administratif d'une seigneurie secondaire. C'est ainsi que Brussel (4) nous donne « l'état des Prévôtés ou *Seigneuries particulières* (5) qui formoient le domaine de Philippe-Auguste en 1202 » ; il nous énumère « les revenus de la *prévôté d'une seigneurie* » ; il nous parle du « *Prévôt de la seigneurie* » et déclare que, « quand une seigneurie étoit considérable, ordinairement, la justice y étoit exercée par plusieurs prévôts conjointement... C'est ainsi que l'on voit par deux comptes du dernier terme de l'an 1202 qu'alors il y avoit plusieurs prévôts à Orléans » (6).

(1) LONGNON, *Atlas*, p. 242.

(2) GLASSON, *Hist. du Droit et des Institut. de France*, t. V, p. 464.

(3) BORDAS, *op. cit.*, t. I, p. 43, note.

(4) *Op. cit.*, liv. II, ch. XXXIII, *passim*.

(5) Cette expression de Brussel n'est pas exacte : la prévôté n'était pas, par elle-même, une seigneurie ; elle n'était, comme nous venons de le dire, que l'organe administratif de la seigneurie.

(6) BRUSSEL, liv. II, ch. XXXIII.

Les ressorts des prévôtés ne formaient donc pas des circonscriptions nouvelles ; ils correspondaient aux seigneuries et le prévôt était officier du roi, seigneur de ces seigneuries. Ce fait, d'ailleurs, ne fait aucun doute dans l'Orléanais ; en effet, les chefs-lieux des prévôtés, tels que nous les connaissons d'après les registres de Philippe-Auguste (1) et les comptes des baillis au XIII^e siècle (2), étaient précisément identiques aux chefs-lieux des dix châtelainies royales du duché d'Orléans au XIV^e siècle. Seul, Courcy-aux-Loges (3) ne constituera pas une de ces châtelainies, car, en juin 1307, cette seigneurie, avec toutes ses appartenances, fiefs et justice, fut abandonnée par Philippe le Bel à Adam Le Bouteiller contre quelques héritages situés à Dravel (4) ; dorénavant, Courcy sera fief mouvant de la châtelainie de Neuville. Quant à Beaugency, s'il ne figurait pas parmi les prévôtés orléanaises du XIII^e siècle, c'est que cette châtelainie ne fut acquise par la couronne qu'en 1291 (5) ; mais, devenue domaine royal, cette seigneurie fut aussitôt le siège d'une prévôté (6). D'ailleurs, tous ces chefs-lieux de prévôtés ont souvent été qualifiés, dans le courant du XIII^e siècle, du titre de châtel-

(1) Arch. nat., JJ. 7-8.

(2) BRUSSEL, t. I, p. 234 et s. — Dom BOUQUET, t. XXI, p. 260 et s. ; t. XXII, p. 363 et s., p. 623 et s. — BORRELLI DE SERRES, *passim*. — LONGNON, *Atlas histor.*, p. 243.

(3) Loiret, ar. et c. Pithiviers.

(4) HUBERT, *Généal.*, t. III, f^o 32. — *Hist. de l'Orl.*, t. II, f^o 214.

(5) PELLIEUX, *Essais sur Beaugency*, p. 111.

(6) Bibl. nat., lat., 9783²⁶.

nie; nous en avons des exemples pour Lorris (1), Yèvre (2), Janville (3). C'est ainsi également qu'en 1332, quand Philippe VI assigna le douaire de Jeanne de Bourgogne, la terre de Boiscommun, en plus des fiefs et des arrière-fiefs, « consistait en la haute justice et en les exploits de la prévosté » (4). De même, les habitants de la châtellenie d'Yèvre-le-Châtel soutenaient que, si le prévôt avait autorité sur eux, c'était en tant qu'officier de la châtellenie (5).

Le comté d'Orléans était donc morcelé alors en un certain nombre de seigneuries secondaires qui, appartenant toutes au roi, formaient autant de petits alleux. Quel lien y avait-il pour unir entre eux tous ces alleux? Nous n'en distinguons aucun à cette époque.

Cette période de confusion que constitue pour l'Orléanais la première moitié du XIII^e siècle n'a pas été spéciale à ce pays. C'est alors, en effet, que disparut le comté de Gâtinais. Ce comté avait gardé

(1) « *Lorriacum... Isti sunt milites de eadem castellania..* » (Dom BOUQUET, t. XXIII, p. 687).

(2) « *Evera... Isti de eadem castellania* » (Dom BOUQUET, t. XXIII, p. 688).

(3) En 1244, « *... castellania de Hyenvilla* » et, plus bas, « *... præpositi de Hyenvilla...* » (TEULET, *Layettes du trés. des ch.*, t. II, p. 563) — *id.* en 1246 (Arch. dép., A. 1093, f^o 229, v^o).

(4) Arch. dép., A. 172.

(5) « *... Habitantibus proponentibus quod dictus prepositus de Evra Castro, racione castellanie de Evra, solus et in solidum erat in possessione habendi ressortum de omnibus nobilibus et aliis habitantibus, infra metas et fines castellanie predictæ.* » (Arch. dép., A. 1093, f^o 214, v^o).

son individualité, malgré la cession qu'en avait faite Foulques à Philippe 1^{er} : en 1112, le roi fit assembler les « barons du Gâtinais » à Beaune-la-Rolande (1) et, jusqu'à la fin du XII^e siècle, il y eut des vicomtes de Gâtinais (2). Or, à partir du XIII^e siècle, on ne trouve plus trace de ce comté dans les textes ; on rencontre seulement, en 1237, l'expression *terra Gastinesii* qui n'avait, comme nous le verrons plus loin, qu'un sens géographique : le Gâtinais avait disparu comme comté. Il en fut de même du Dunois ; aux XI^e et XII^e siècles, le Dunois est mentionné dans les textes sous la dénomination de *pagus* (3) ou de *comitalus* (4) ; au XIII^e siècle, il n'est plus question que de « *Dunense* » tout simplement (5). Le Dunois, lui aussi, avait disparu comme comté.

Nous avons cependant des textes qui nous permettent difficilement de douter de l'individualité de la seigneurie d'Orléans à cette époque. Dans une sentence rendue en 1243 pour donner fin à diverses contestations élevées entre Simor, seigneur de Beaugency, et l'abbaye de cette ville, Pierre, abbé de Saint-Georges-du-Bois, et Lebert, doyen du chapitre d'Orléans, réclament l'avis du « seigneur

(1) Loiret, ar. Pithiviers, ch.-l. canton.

(2) *Ann. du Gâtin.*, t. XIV, page 300, note, et p. 307.

(3) En 1118, « *in pago Dunensi* » (GUÉRARD, *Cart. de Saint-Père*, t. II, p. 439).

(4) En 1003, « *in comitatu Dunensi* » ; même expression en 1024 (GUÉRARD, *Cart. de Saint-Père*, t. II, p. 399).

(5) En 1234, « *... feodis sitis in Dunense..* » (DE BELFORT, *Archives de la Maison-Dieu de Châteaudun*, Paris, 1881, in-8°, page 194).

d'Orléans » (1). Or, remarquons qu'à cette époque, la reine Ingeburge, dont le douaire avait été assigné sur Orléans, était morte; ce « seigneur d'Orléans » n'était autre que le roi saint Louis. Ce fait de donner au roi la qualité de seigneur d'Orléans est très significatif : il fallait bien que cette seigneurie eût une individualité réelle et que les droits qui y étaient attachés fussent sérieux et indéniabls pour que l'on pût s'adresser au roi uniquement en vertu de ces droits, indépendamment de ceux dont il jouissait en qualité de souverain. Aussi, trouve-t-on dans une enquête faite à Orléans en septembre 1239 : « *Robertus de Fayaco, miles, juratus... addidit quot, antequam episcopus Manasserius esset episcopus Aurelianensis, omnes illi qui erant cubentes et leventes in castellania Aurelianensi, in quocumque essent feodo, ipsi erant de submonicione et justicia domini Regis de Aureliano, de facto corporum suorum* » (2). Ainsi, c'est donc comme seigneur d'Orléans que le roi exerce la justice. On ne peut, semble-t-il, trouver preuve plus explicite de l'individualité, de la personnalité féodale de l'Orléanais.

Cependant, en se basant sur ce dernier texte, on pourrait objecter qu'Orléans n'était alors que chef-lieu d'une châteltenie dont l'étendue était naturellement beaucoup moins vaste que celle du comté. Evidemment, Orléans était chef-lieu de châteltenie ;

(1) « *Ordinaverunt eciam et dixerunt quod partes huic ordinationi sue sigilla sua apponant, et super hoc dominum Aurelianensem requirant.* » (VIGNAT, *Abb. de N.-D. de Beaugency*, p. 24).

(2) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, t. I, p. CCCVII.

nous n'avons jamais pensé le nier. Mais le comté — ou, plus tard, le duché — n'est que l'ensemble des châtelainies dont son ressort est composé. Nous le verrons plus loin en étudiant le duché : « ce pays comprend dix châtelainies royales (dont celle d'Orléans) *qui, toutes ensemble, forment le duché* (1) », ou encore : « le chastelet d'Orléans est la première chastellenie du duché (2) ». Il en était de même au XIII^e siècle : Orléans était à la fois chef-lieu de comté (ou tout au moins d'une seigneurie ayant le même ressort que le comté, puisque ce titre de comté n'est plus employé à cette époque) et chef-lieu de châtelainie comme, aujourd'hui, il est en même temps chef-lieu de département et chef-lieu d'arrondissement. C'est ainsi, d'ailleurs, que le comté de Blois se composait des châtelainies de Blois, de Marchenoir, etc. (3). Car, comme le dit Loyseau (4), le terme de « chastellenie... signifie souvent l'enclave et détroit de toute pleine et entière justice, et la justice même quand elle appartierdroit à un duc ou à un comte... c'est pourquoy les anciens contracts passez mesme es villes des ducs ou des comtes, commencent ordinairement par les mots : En la Cour de la chastellenie de Blois, de Tours, de Chartres, etc., ce qui abuse plusieurs personnes qui colligent de là, que plusieurs duche, comtez et baronnies n'ayent autrefois esté que

(1) Arch. dép., A. 922, f^o 16.

(2) BLAEU, *Grand Atlas*, t. VII, p. 369.

(3) Vicomte DE CROY, *Compte des rec. et dép. du comté de Blois, passim* (dans *Mém. de la Soc. des Sc. et Lettres de L.-et-Ch.*, année 1901).

(4) *Des Seigneuries*, VII, 58 et s.

simples chastellenies. C'est aussi pourquoy les justices ordinaires de Paris, Orléans et Melun sont appellées chastelets ».

Les vicomtes d'Orléans existent toujours. Dans le cours du XIII^e siècle, la vicomté était inféodée à la maison de Rochefort. Simon, Guy, Pierre, Gauthier et Robert de Rochefort la possédèrent successivement (1). Mais, à cette époque, les vicomtes ne sont plus officiers du comté; ils ne jouent plus de rôle administratif : ils sont uniquement seigneurs féodaux. Une seule chose rappelait alors leur ancienne qualité de fonctionnaires : c'était la jouissance « de certaines attributions comme ils avoient accoustume à cause de leur charge, que les roys ne retirèrent point de leurs mains, non plus que la qualité qui demeura incorporée à leur terre ». Ces droits consistaient en « certains tribus que les vicomtes prenoient sur les entrées des marchandises en la ville d'Orléans et sur celles qui passoient par la rivière de Loyre (2) ». C'est ainsi que, le 5 avril 1315, un arrêt du Parlement de Paris confirma une sentence du prévôt d'Orléans condamnant Lancelot Barat, vicomte d'Orléans, accusé d'exiger illégalement « une coutume ou conduit de vingt harengs par millier de harengs exportés de la vicomté d'Orléans par des marchands étrangers, laquelle coutume avait été innovée par le père du dit Lancelot » (3). De la survivance des vicomtes à cette époque, on

(1) HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, f^o 33.

(2) HUBERT, *ibid.*

(3) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, t. II, n^o 4421.

ne peut donc conclure à l'individualité administrative du comté.

Il faut aussi dire un mot des baillis. Ces fonctionnaires formaient, entre les diverses prévôtés, un lien très réel, puisque c'étaient eux qui en centralisaient les comptes. Mais on sait qu'au XIII^e siècle, ils n'avaient pas de circonscription fixe. C'est ainsi que, d'après les comptes de 1202 et de 1227, Montargis, Boiscommun, Lorris et Gien étaient, avec Orléans, sous l'autorité d'un même bailli (1). A ces prévôtés, s'ajouta, en 1248, celle de Montlhéry (2). En 1296, il n'est plus question de Gien. Nous pourrions multiplier les exemples. Ce n'est que peu à peu que les baillis eurent des circonscriptions fixes ; et, de l'avis de M. Longnon (3), « il ne serait guère possible » de tenter une carte des bailliages pour une époque antérieure à celle de Philippe le Bel.

ARTICLE III

LE DUCHÉ D'ORLÉANS JUSQU'EN 1344

A partir de la seconde moitié du XIII^e siècle, la preuve de l'individualité de la seigneurie d'Orléans n'est pas à faire (4) : Orléans est érigé en duché.

(1) BORRELLI DE SERRES, *Recherches sur divers services publics, passim*.

(2) Dom BOUQUET, t. XXI, p. 260 et s.

(3) *Atlas hist.*, p. 243.

(4) Il faut observer que le Dunois subit à peu près les mêmes vicissitudes que l'Orléanais. Nous avons vu plus haut

Le livre de Justice et de Plet nous énumère quelles sont « les paines en la *duchié* d'Orliens (1) » ; or, cet ouvrage date, on le sait, de 1255 environ. Le 15 mars 1322, le procureur du roi fit une requête au sujet de la saisine de la justice de Baingny, attendu « premièrement, que la dite justice est en la *duchée* et chastellerie (2) d'Orléans et ensi li Roys a droit commun pour soy (3) ». En 1325, un article du compte du bailli de Blois est ainsi conçu : « Pour aler a Orliens le lundy avant le Touz sainz pour les prevoz le Roy de la Seilloingne de la *duché* » (4). Le 24 février 1342, Thibaud de Brie, prévôt d'Orléans, défend aux prévôts « des Solognes d'aval et d'amont et de la *duché* d'Orliens » d'ajourner par devant eux les justiciables du comte de Blois (5). Aussi, plusieurs lettres royales font-elles allusion au temps, antérieur à 1344, où le *duché* d'Orléans était en la main des rois (6).

qu'au ^{xiii}e siècle, il avait disparu comme comté. En 1319, dans le compte du comté de Blois, il n'est encore parlé que de la châtellenie de Châteaudun (Vicomte DE CROY, *Comptes des rec. et dép. du comté de Blois*). A la fin du ^{xiv}e siècle, le comté ressuscite : en 1391, Guy de Châtillon vend à Louis d'Orléans le « comté de Dunois ». (Arch. nat., KK. 896, f^{es} 41 et s.)

(1) Liv. XVIII, ch. XXIV, § 7.

(2) Voilà une preuve de ce que nous disions plus haut, à savoir que la châtellenie d'Orléans n'excluait pas le comté ou le duché.

(3) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, t. II, n° 6713.

(4) Bibl. de Blois, fonds Joursanvault, carton XV, n° 6.

(5) *Mém. de la Soc. arch. de l'Orl.*, t. XI, p. 391.

(6) Lettres de Charles V, de mai 1367 : « ...ou temps que la *duchie* d'Orléans estoit en main royal... » (*Ordon.*, t. V, p. 10).

— Lettres du même, de juin 1370 : « . .ou temps que la *du-*

Contrairement à ce que prétendent la plupart des auteurs, il est donc évident que le duché d'Orléans existait avant 1344. Beauvais de Préau est le seul historien, peut-être, qui l'ait discerné (1) ; malheureusement, il n'apportait pas de preuves à l'appui de son dire. Le Maire (2) et Symphorien Guyon (3) n'avaient fait qu'entrevoir la vérité ; ils ont bien reconnu que Philippe, fils de Philippe VI de Valois, n'avait pas été le premier duc d'Orléans, comme on se plaît à le croire ; mais ils étaient dans l'erreur en soutenant que ce premier duc avait été Philippe, second fils de saint Louis. Comme l'a remarqué Beauvais de Préau, bien loin de comprendre Orléans dans l'apanage qu'il avait constitué, en mars 1268, à Philippe le Hardi, saint Louis l'en avait, au contraire, formellement exclu, comme en font foi les lettres d'apanage (4).

chié d'Orliens estoit domaine de nos predecesseurs Roys de France... » (*Ordon.*, t. V, p. 697).

— Lettres du même du 29 décembre 1375 : « ...ou temps que nostre *duché* d'Orliens estoit en la main de nos predecesseur Rois de France comme demainne de nostre Royaume... » et « ...après que lad. *duchié* fust baillée et donnée a nostre tres chier et amé oncle le duc d'Orliens... » (*Bibl. nat.*, fr. 23944, Villes I, n° 130).

(1) « Il est certain que cette ville portoit ce nom (de duché) avant Philippe de Valois. » (*Essais histor.*, p. 40).

(2) *Ant. de la ville et duché*, p. 85.

(3) *Hist. de l'égl. et dioc., ville et univ. d'Orl.*, t. II, p. 112.

(4) « *Videlicet Lorriacum in Gastinesio, Castrum Nantonis, Boscum communem, Fayacum, Vitriacum in Lagio..., Montem Argi..., et totum id quod habemus apud Cepeyum..., forestam etiam nostram et villam Paucecurie..., et tres partes foreste totius nostre Lagii, Gastinesio propinquiores... ; quarte parte ipsius foreste Lagii, Aurelianis propinquiore, nobis retenta, cum omnibus griagiis ipsius quarte partis, quam ab Aurelianis nolumus separari* ». (*BRUSSEL*, t. II, p. XLVI).

On est donc en droit de se demander en faveur de qui l'Orléanais avait été érigé en duché. Dans le cours du XIII^e siècle, Orléans ne fut détaché de la couronne que deux fois : en 1193, il avait été assigné pour douaire à la princesse Ingeburge avec Chécy, Châteauneuf et Neuville (1) et, en 1260, la reine Marguerite de Provence eut en douaire les dépendances de ces mêmes prévôtés (2). Or, ce n'est certainement pas en faveur de ces reines que l'Orléanais fut élevé à la dignité de duché ; sinon, au lieu d'énumérer chacune de ces prévôtés, les lettres royales n'eussent pas manqué de les désigner sous l'expression de duché d'Orléans. D'autre part, nous ne pouvons raisonnablement supposer que ce duché n'ait compris que les quatre prévôtés d'Orléans, Chécy, Châteauneuf et Neuville, ce qui représenterait un territoire extrêmement réduit ; il était bien probablement d'une étendue plus considérable. C'est pourquoi, de ce que le terme de duché n'ait pas été employé en 1260, nous ne pouvons en conclure que la chose n'existât pas déjà. C'est ainsi qu'en mars 1332, Philippe de Valois avait assigné le douaire de Jeanne de Bourgogne « sur et es chasteaux, chastellenies, villes, lieux... qui s'ensuient, c'est assavoir Montargis, Lorris en Gascinois, Vitry ou Loge, Boiscommun, Chasteau-

(1) DELISLE, *Actes de Ph. Aug.*, p. 97, n^o 403. — BALUZE, *Misc.*, t. VII, p. 243.

(2) « ... *propter hoc ordinavisse quod prædicta Margarita regina, loco dicti dotalicii, civitatem Aureliani haberet, necnon Castrum Novum, Checiacum, Novillam, sicut olim regina Ysemburgis in dotalicium hec habebat...* » (TEULET, *Layettes du Trés. des Ch.*, t. III, p. 535, n^o 4617).

neuf-sur-Loire... (1) ». Bien qu'il ne soit pas parlé de duché d'Orléans dans ces lettres, nous savons néanmoins que ce duché existait (nous avons vu plus haut qu'il en était fait mention en 1325 et en 1342) et, même, que ces prévôtés avaient été prises dans ce duché, comme en fait foi ce passage des lettres d'apanage du duc d'Orléans, en 1344 « ...ly avons baillé et ordonné pour sa provision et appanage la duché d'Orléans et la conté de Valois, sauf et réservé à nostre tres chere compagne la royne son droit de douaire seulement que *nous luy avons assignié en la dite duché* » (2). Pourquoi n'en aurait-il pas été de même en 1260?

Il nous semble très curieux que ce nom de duché ait été ainsi attribué à l'Orléanais, sans que l'on puisse découvrir les circonstances de cette érection. Nous nous trouvons en présence d'un état de fait qui, comme nous le disions, a échappé à la plupart des historiens et dont nous ne pouvons nous expliquer la cause. Depuis quand cet état de fait durait-il? La première mention que nous en ayons trouvé est dans le Livre de Justice et de Plet. Mais rien ne nous prouve qu'il n'ait pas été antérieur à la composition de cet ouvrage. Nous serions d'autant plus autorisés à admettre cette supposition que, après 1255, on ne trouve trace de ce duché que soixante ans plus tard, en 1322; il n'en existait pas moins cependant, malgré ce silence des textes.

A ce duché d'Orléans sont rattachés les droits

(1) Arch. nat., J. 357, n° 4.

(2) Bibl. d'Orl., ms. 350, p. 268.

qui, auparavant, dépendaient du comté. Dans une lettre de 1332, émanée de l'officialité d'Orléans, la qualité d'abbé de Saint-Aignan est donnée aux rois de France, ducs d'Orléans (1). Ce titre leur est encore donné dans une transaction passée entre le chapitre de Saint-Aignan et les habitants des paroisses de Santilly et de Ruan et homologuée par arrêt du Parlement de Paris au mois de mai 1344 (2). Or nous savons que cette dignité était un droit dépendant du comté et dont les rois n'avaient la jouissance qu'« à cause de leur seigneurie d'Orléans ». Ce droit de se qualifier abbé n'est d'ailleurs pas un droit vain ni sans prérogatives ; ce titre n'est pas, comme on serait tenté de le croire, une dignité purement honorifique dont les fonctions seraient tombées en désuétude : si les rois sont abbés de Saint-Aignan « de nom », ils le sont « de fait » aussi (3).

Enfin, nous avons la preuve que l'hommage et l'aveu des fiefs sont rendus à cause de cette seigneurie d'Orléans, au roi, duc d'Orléans : le 17 avril 1308, Jean Michau porte foi et hommage « de tout ce qu'il tient en fief du Roy en la paroisse de Gidy à cause du châtelet d'Orléans (4) ».

Quel fut, au XIII^e siècle, le ressort de la seigneurie d'Orléans ? De 1237 à 1250, Robert, comte d'Ar-

(1-2) HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan, preuves*, p. 30.

(3) « *Regum Francorum, qui se Abbates dictæ Ecclesiæ verbo et facto profitentur.* » (Acte de l'officialité d'Orléans (1332). HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan, preuves*, p. 30.

(4) Arch. dép., A. 480. — Gidy, ar. Orléans, c. Artenay.

tois, jouit du « pays de Gâtinais (1), c'est-à-dire des prévôtés de Lorris, Château-Landon, Boiscommun, Vitry, Fay et Châteauneuf ». Faut-il en conclure que ces trois dernières prévôtés aient été alors détachées de l'Orléanais au profit du comté de Gâtinais ? Nous ne le croyons pas. Il ne semble pas, en effet, qu'il faille entendre ici l'expression *terra Gastinesii* dans le sens historique de comté de Gâtinais, mais plutôt dans un sens géographique. Il faut bien distinguer le Gâtinais historique, le vieux comté carolingien, qui s'étendait sur les deux rives du Loing et, atteignant à l'est Montereau et Courtenay, englobait les prévôtés de Montargis et de Châtillon-sur-Loing (2), d'avec le Gâtinais géographique qui ne comprenait, au contraire, que le pays de la vigne, c'est-à-dire seulement la rive gauche du Loing (3) ; c'est précisément cette région qui semble désignée par l'expression *terra Gastinesii*, puisque celle-ci n'englobe que les prévôtés de la rive gauche du Loing. C'est pourquoi nous ne croyons pas que Robert d'Artois ait jamais pu prendre le titre de comte de Gâtinais ; car l'ensemble des prévôtés dont il avait la jouissance ne constituait pas la seigneurie du Gâtinais.

Le ressort de la seigneurie d'Orléans s'était pourtant modifié en ce qui concerne Romorantin et Beaugency. Par une charte de Geoffroy, seigneur de Saint-Aignan (1168), nous savons que Thibaud II, comte de Blois, avait fait don à l'abbaye de Selles

(1) « ... *Terram Gastinesii*. » (*Ann. du Gâtin.*, t. XIV, p. 316, note 2).

(2) *Ibid.*, t. III, p. 62. — LONGNON, *Atlas hist.*, pl. XI.

(3) GALLOIS, *Régions naturelles et noms de pays*, p. 107.

du droit d'usage dans le « Gros Bois » (1), forêt située sur la rive droite du Cher, au nord de Noyers (2). C'est donc que, dès le début du xi^e siècle, les comtes de Blois avaient empiété sur cette partie de notre *pagus*. Le Livre des vassaux de Champagne nous apprend qu'en 1201 Romorantin était mouvant des comtes de Blois (3) ; en 1319, cette châellenie figure dans le compte des recettes et dépenses du comté de Blois (4).

La frontière ouest du comté d'Orléans, qui, comme nous l'avons vu, englobait Chambord, dut aussi être reculée. Dès le milieu du xii^e siècle, Noüan-sur-Loire (5) n'était plus de l'Orléanais, puisque, en 1164, le comte de Blois en disposa en faveur de l'Eglise d'Orléans (6). En 1173, ce même comte semblait exercer des prétentions sur Beaugency (7). En 1201, le *Livre des vassaux de Cham-*

(1) « *Notum sit omnibus hominibus... quod cum ecclesia S. Eusicii de Cella, in Grossq nemore..., omnem lignorum usum, et glandem ad pascendos porcos, ex elemosyna Theobaudi ab antiquo possideret.* » (Père PIERRE DE SAINTE-CATHERINE, *Hist. de l'abb. de Selles*, dans *Loir-et-Cher histor.*, année 1892, col. 29).

(2) Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Bracieux.

(3) « *Dominus de Sancto Aniano tenet... Remorantin... a Ludovico comite de honore de Blesio.* » (D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Hist. des ducs et des comtes de Champ.*, t. II, p. XIX).

(4) VI^e DE CROY, *Comptes des recettes et dépenses du comté de Blois pour l'année 1319*, dans *Mém. de la Soc. des Sc. et Lettres de Loir-et-Cher*, année 1901.

(5) Loir-et-Cher, ar. Blois, c. Bracieux.

(6) *Gall. Christ.*, t. VIII, instr., col. 515.

(7) Ch.-l. cant. de l'ar. d'Orléans. « *Ego Th. Blesis comes... omnibus notum facio quod ego... dedi domui elemosinarie de balgenciaco quæ est in meo feodo fundata.* » (Arch. dép., A. 1945).

pagne mentionne cette ville comme un fief blésois (1). En juillet 1222, Simon de Beaugency rend hommage au comte de Blois pour le château de Beaugency et tout ce qui en dépend (2). Cette mouvance semble, il est vrai, avoir été contestée, car, le 8 novembre 1262, intervient un arrêt du Parlement portant que le château de Beaugency était un fief du roi; mais, postérieurement à cet arrêt, le roi rendit au comte de Blois le fief de Beaugency (3). Enfin, après que Philippe le Bel eut acquis, en 1291, la seigneurie de Beaugency (4), « le comte de Blois demanda récompense du vasselage et obtint arrest du Parlement à ses fins l'an 1322 » (5).

Tout porte donc à croire, qu'à la fin du XIII^e siècle et au début du XIV^e siècle, le duché d'Orléans comprenait le territoire de l'ancien *pagus* diminué seulement des deux châtellenies de Romorantin et de Beaugency.

(1) « *Comes Carnotensis et Blesensis tenet comitatum cum omnibus feodis appendentibus a comiti Campanie... et Baugenci...* » (D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *op. cit.*, t. II, p. XVIII et XIX).

(2) « *Ego Symon de Baugenciaco notum facio... quod ego facio homagium ligium viro nobili Galtero domino de Avesnis, comiti Blesenci..., de turre de castro Baugenciaci et de omnibus quæ ad feodum pertinent* ». (*Mém. de la Soc. arch. de l'Orl.*, t. XI, p. 379).

(3) BOUTARIC, *Actes du Parlement*, t. I, n° 711.

(4) PELLIEUX, *Essais sur Beaug.*, t. I, p. 111.

(5) BERNIER, *Hist. de Blois*, p. 254.

CHAPITRE III

LE DUCHÉ D'ORLÉANS SOUS LES PREMIERS DUCS APANAGISTES

(1344-1498)

De 1344 à 1498, l'individualité juridique de l'Orléanais s'affirme d'une manière toute particulière : le duché d'Orléans est détaché de la couronne et donné en apanage. Sans doute, pendant quelques années, de 1375 à 1392, après la mort de Philippe d'Orléans (1), le duché fit retour à la couronne. Nous n'avons pas cru cependant, étant donné sa courte durée, devoir distinguer cette période de celle durant laquelle le duché d'Orléans fut tenu en apanage. Remarquons d'ailleurs que, pendant ces vingt-sept années, le duché avait conservé son individualité, puisque le roi y avait installé un gouverneur (2).

(1) Les historiens ne sont pas d'accord sur la date de la mort de Philippe qu'ils placent, les uns en 1383, les autres en 1375 ; nous adoptons, sans hésitation, celle de 1375 ; ce passage de lettres de Charles V, datées du 29 décembre 1375, ne laisse aucun doute à ce sujet : « et apres que la dite duchié (d'Orléans) fust baillée et donnée a nostre tres chier et amé oncle le duc d'Orliens nouvellement trespasé ». (Bibl. nat., fr. 25944, Villes I, n° 130).

(2) « ... a présent que la dite duchié d'Orliens est retourné en nostre mains et y avons ordonné gouverneur pour gouverner nostre dicte duchié et le bailliage ». (Lettres de Ch. V, de 1375. Bibl. nat. fr., 25944, Villes I, n° 130).

ARTICLE PREMIER

ÉTENDUE DU DUCHÉ D'ORLÉANS

Le duché d'Orléans ne s'est pas superposé exactement sur l'ancien comté; au Blésois, il a pris la seigneurie de Beaugency qui, d'ailleurs, était autrefois de l'Orléanais, comme nous l'avons vu, et, au Gâtinais, les châtelainies de Boiscommun (1), Lorris (2) et Châteaurenard (3). Ces modifications de ressort ne font pas cependant qu'il y ait eu, dans l'Orléanais, deux seigneuries différentes qui se soient succédé; c'est bien la même qui s'est perpétuée; mais son patrimoine primitif s'est développé : voilà tout. Le duché n'a fait que d'hériter entièrement des droits du comté.

Nos recherches personnelles nous permettent d'affirmer que, sauf deux modifications que nous allons indiquer, le ressort du duché d'Orléans est resté le même de 1344 à 1789. Cette constatation nous a autorisé à user, pour tracer les limites de ce duché, d'actes et spécialement d'aveux et dénombremens des deux derniers siècles qui contiennent, comme on le sait, des déclarations beaucoup plus détaillées que ceux des siècles antérieurs.

La principale modification qui se soit produite dans le ressort du duché d'Orléans concerne la châtelainie de Montargis.

(1) Loiret, ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(2-3) Loiret, ar. Montargis, ch.-l. cant.

Avant 1392, cette châtellenie appartenait au duché, car, dans les lettres d'apanage de Louis d'Orléans, en 1392, Charles V déclare : « baillons, cedons et transportons nostre duché d'Orléans, ensemble toutes les villes, chasteaux, chastellenies... réservez a nous et a nos successeurs... les chastel, villes et chastellenies de Montargis, avec toutes leurs appartenances et appendances »(1). Cette châtellenie de Montargis dépendait donc du duché d'Orléans. Que va-t-il en advenir maintenant? Si, en effet, elle n'a pas été comprise dans l'apanage, en 1392, ce n'est pas une raison péremptoire pour que sa mouvance ait été modifiée et que, dorénavant, cette seigneurie soit considérée comme un fief relevant, non plus du châtelet d'Orléans, mais de la couronne. La question est assez spécieuse et demande à être étudiée avec grand soin.

Peu de temps après la réunion du duché d'Orléans à la couronne, François I^{er}, en 1528, unissant la seigneurie de Montargis au duché de Chartres, en fit présent à Renée de France, fille de Louis XII, épouse d'Hercule d'Este (2). Il semble dès lors que Montargis ne soit plus du ressort féodal du duché, qu'il ne soit plus une mouvance du châtelet d'Orléans. En effet, le 24 décembre 1570, Montargis est érigé en duché au profit de Renée de France (3). Aussi, au mois de février 1573, Charles IX appelle Montargis « membre *ancien* dudit duché (4) » d'Or-

(1) Arch. nat. KK. 896, f^o 137, verso.

(2) *Actes de François I^{er}*, t. I, n^o 3074. — Dom MORICE, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne* (Paris, 1742-1746, 3 vol. in-fol.), t. III, col. 980.

(3) Père ANSELME, t. V, p. 801.

(4) Arch. dép., A. 218.

léans. En 1626, Gaston d'Orléans, ayant reçu le duché d'Orléans en apanage avait « en conséquence de cet appanage... prins possession de Montargis le 20 de juillet 1627. » Mais « les officiers de la justice et habitans de la ville... remonstrèrent à Son Altesse que la ville de Montargis est capitale du Gastinois... *n'est du duché d'Orléans* qui ne peut recevoir deux capitales villes, *aussi est la seigneurie distincte et séparée dudit duché*, des droits, privilèges et coutume : pour ce ont supplié Son Altesse de donner ordre que sa dite prinse de possession de Montargis ne leur soit préjudiciable » (1). Cette plainte des habitants de Montargis a été écoutée, car, par une déclaration du 14 septembre 1627, le roi déclare qu'il lui a été « représenté que la dicte seigneurie avoit ses droicts, privileges et coutumes particulieres et distinctes de celles du dict duché d'Orléans », aussi n'entend-il « préjudicier en aulcune façon et manière que ce soyt aux droictz, coutumes et privileges de la dicte seigneurie de Montargis » (2). Les choses cependant n'étaient pas encore claires : puisque, en effet, en vertu de ses lettres d'apanage, le duc d'Orléans s'était mis en possession de Montargis et que le roi le maintenait en cette possession, c'était donc reconnaître, par là même, que cette seigneurie faisait cependant partie du duché d'Orléans. Mais une déclaration royale du mois de mars 1628 va résoudre l'affaire. « Nous avons par nos lettres patentes du mois de janvier mil-six-cens vingt-six donné, octroyé et délaissé à nostre très-cher et

(1) Dom MORIN, *op. cit.*, t. I, p. 54.

(2) Arch. dép., A. 315.

très-amé frère unique le Duc d'Orléans, les duchez du dit Orléans, de Chartres et comté de Blois en apanage... Estant mémoratif aussi que lors du délai et don par nous fait a nostre dit frère des susdits duchez et comté, nous aurions entendu que la seigneurie de Montargis y deust estre comprise, comme un membre dépendant du Duché dudit Orléans. Mais sur ce qui nous a depuis esté représenté par nostre dit Frère, que les commissaires par nous commis a l'évaluation du revenu des terres... a luy délaissées en apanage pourroient faire difficulté de passer outre a la dite évaluation pour le regard de la dite seigneurie de Montargis, n'estant particulièrement spécifiée, ny déclarée dans nos dites Lettres Patentes du dit apanage, s'il ne luy estoit par nous pourveu de nos Lettres de don et délaissement de la dite seigneurie, sur ce requis et nécessaires... Pour ces causes avons... donné, octroyé et délaissé, donnons octroyons et délaissions par ces présentes à nostre dit frère unique... la dite seigneurie de Montargis » (1). C'était donc reconnaître que cette seigneurie ne faisait pas partie du duché d'Orléans, puisqu'il fallut cette déclaration spéciale pour en mettre le duc Gaston en possession. Aussi un arrêt du Conseil d'Etat de 1650 spécifie bien que « Sa Majesté a entendu donner la seigneurie dudit Montargis en apanage à Monsieur son frère... *comme seigneurie séparée du duché d'Orléans* » (2). C'est pourquoi, en 1661, la cession à titre d'apanage du duché d'Orléans n'aurait pas suffi pour impliquer

(1) PIÈTRE, *Apanage de Son Alt. Roy. M^{gr} le duc d'Orléans*, p. 69 et s.

(2) Arch. dép., A. 315.

celle de la châtellenie de Montargis qui dut être mentionnée spécialement (1) ; par la même raison, les ducs d'Orléans s'intitulaient-ils : « Duc d'Orléans, Chartres, Valois, Seigneur de Montargis » (2). Il est certain, par conséquent, que Montargis n'était plus du duché d'Orléans ; le terrier de 1676 le dit d'ailleurs positivement : « Le duché d'Orléans est environné du comté de Sens, *de la seigneurie de Montargis* » (3). C'est donc une erreur d'affirmer, comme on le voit souvent (4), que Montargis formait la douzième (5) châtellenie du duché. Nous verrons

(1) « ... Les duchéz d'Orléans, Valois et Chartres *et la seigneurie de Montargis* » (PÈRE ANSELME, t. III, p. 186).

(2) Arch. dép., A. 305, 836, 845, etc.

(3) Arch. dép., A. 922.

(4) Notamment dans les préfaces des tomes I^{er} (p. 3) et III (p. 4) de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales du Loiret*. M. Bloch donne comme preuve la déclaration royale de mars 1628, dont nous venons de reproduire les passages principaux. Mais, par cette déclaration, bien loin de « comprendre expressément la seigneurie de Montargis dans don fait à son frère du duché d'Orléans », comme le prétend M. Bloch, le roi reconnaît implicitement, au contraire, que cette seigneurie n'est plus du duché d'Orléans. Sinon, cet acte de 1628 aurait fait double emploi avec les lettres d'apanage, dans lesquelles la seigneurie de Montargis aurait dû être comprise par l'expression de « duché d'Orléans. »

(5) C'était la châtellenie de Romorantin qui formait, d'après M. Doinel (*Introd. à l'Invent. som. des Arch. dép. du Loiret*, t. I, p. 3), la onzième châtellenie du duché. Mais cet auteur a confondu l'apanage et le duché : Romorantin a fait plusieurs fois partie de l'apanage des ducs d'Orléans, mais n'a jamais été été du duché (il a été seulement du comté, avant le x^e siècle, comme nous l'avons dit) ; le procureur du roi au bailliage et siège présidial d'Orléans, Le Clerc de Douy, nous en a donné une preuve certaine en intitulant un de ses ouvrages : *Dic-*

d'ailleurs, en étudiant les institutions de ce duché, qu'elles n'ont jamais englobé le territoire de Montargis ; c'est une des meilleures preuves que nous puissions invoquer. Nous devons donc regarder Montargis comme indépendant du duché d'Orléans depuis 1392.

Quant à Gien, nous avons vu qu'il était autrefois du *pagus Autissiodorensis*. Il dépendit d'Auxerre jusqu'en 1204. Mais, à cette date, Hugue de Noyer, évêque d'Auxerre, renonça à l'hommage qui lui était dû pour la ville de Gien et, en retour, Philippe-Auguste abandonna les gîtes qu'il avait droit de prendre à Auxerre et à Varzy (1). Il est certain qu'à un moment donné, le comté de Gien fit partie du duché d'Orléans, car, dans des lettres royales de 1573, il est qualifié de « membre ancien du duché d'Orléans » (2). Jamais cependant, pour notre part, nous n'avons découvert qu'avant 1573, Gien ait été du duché. En tout cas, les liens qui l'avaient autrefois uni à ce duché semblent s'être complètement brisés par la suite, car, en 1621, Gaston d'Orléans, en vertu de son apanage, ne prit pas possession de Gien,

tionnaire étimologique des Droits seigneuriaux et domaniaux des duchés d'Orléans et Nemours, chastellenies de Montargis et Romorantin. » Romorantin, pas plus que Montargis, ne relevait donc du duché d'Orléans. Bernier (*op. cit.*, p. 237) n'est pas moins formel en écrivant, en 1682, — alors que, comme il le dit, Romorantin faisait « partie de l'apanage de Philippes de France », duc d'Orléans — « Romorantin et ses dépendances relèvent de Blois pour la justice et le fief. » C'est également ce que mentionne Fourré, au XVIII^e siècle (*Cout. génér. du pays et comté de Blois*, p. 685).

(1) *Gall. Christ.*, t. XII, instr., col. 146.

(2) *Arch. dép.*, A. 218.

comme il l'avait fait pour Montargis ; c'est donc qu'à cette époque il ne venait même pas à l'idée que Gien ait pu jamais faire partie du duché d'Orléans.

Le 2 mai 1646, Louis XIV délivre le comté de Gien au duc de Chevreuse, « pour être le dit comté de Gien tenu et mouvant du duché d'Orléans » (1). Dès lors, les comtes de Gien portèrent l'hommage aux ducs d'Orléans « pour raison de la terre et comté de Gien... relevante en plein fief de mon dit seigneur Duc d'Orléans à cause de son Duché et Châtelet d'Orléans » (2). Malgré cette mouvance féodale, nous devons remarquer que Gien n'était pas regardé comme du duché ; d'ailleurs, il avait ses institutions à part et ne dépendait pas de celles d'Orléans ; aussi le terrier de 1676 ne le porte-t-il pas comme faisant partie « du Duché et Seigneurie d'Orléans » (3).

Le duché d'Orléans comprenait « dix châtelainies royales qui, toutes ensemble, forment le Duché... scavoir le châtelet d'Orléans, le comté de Beaugency (4), les châtelainies de Neuville (5), Yenville (6), Yèvre-le-Châtel (7), Châteauneuf (8), Vitry (9), Boiscommun (10), Lorris (11) et Châteauregnard » (12).

(1) Arch. dép., A 482.

(2) Arch. dép., A. 482-A. 1619.

(3) Arch. dép., A. 922, f° 62.

(4) Loiret, ar. Orléans, ch.-l. cant.

(5) Neuville-aux-Loges, Loiret, ar. Orléans, ch.-l. cant.

(6) Janville (Eure-et-Loir), ar. Chartres, ch.-l. cant.

(7) Loiret, ar. Pithiviers, ch.-l. cant.

(8) Loiret, ar. Orléans, ch.-l. cant.

(9) Loiret, ar. Orléans, c. Châteauneuf-sur-Loire.

(10) Loiret, ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(11-12) Loiret, ar. Montargis, ch.-l. cant.

Les principales mouvances du Châtelet d'Orléans étaient la baronnie de Sully (1) qui, au début du ^{xvii}^e siècle, fut érigée en duché-pairie et, dorénavant, releva en plein fief de la couronne ; les châtellenies de Lamotte-Beuvron (2) et Vouzon (3), de Montpipeau (4), de la Ferté-Nabert (5) qui, en 1633, fut érigée en marquisat, de la Salle-les-Cléry (6) ; les seigneuries de Chevilly (7) qui, en 1764, fut érigée en baronnie, d'Herbelay (8), de Lignerolles (9), du Bois-Malesherbes (10).

Parmi les fiefs mouvants de Beaugency, les plus considérables étaient la baronnie de Baule (11), la châtellenie de Châteaueux (12), les seigneuries

(1) Arch. dép., A. 284. — Sully, Loiret, ar. Gien, ch.-l. cant.

(2) Loir-et-Cher, ar. Romorantin, ch.-l. cant.

(3) Arch. dép., A. 503 — L.-et-Ch., ar. Romorantin, c. La Motte-Beuvron.

(4) Arch. dép., A. 483. — Com. de Huisseau-sur-Mauves, c. de Meung-sur-Loire, ar. Orléans.

(5) Arch. dép., A. 475. — Appelée plus tard La Ferté-Saint-Nectaire ou Senneterre, puis La Ferté-Lowendal,auj. La Ferté-Saint-Aubin, Loiret, ar. Orléans, ch.-l. canton.

(6) Arch. départ., A. 454. — Cléry, Loiret, ar. Orléans, ch.-l. cant.

(7) Arch. dép., A. 427. — Chevilly, Loiret, ar. Orléans, c. Artenay.

(8) Arch. dép., A. 422. — Herbelay, auj. ferme de la com. d'Artenay, ar. Orléans.

(9) Arch. dép., A. 507, A. 1073. — Hameau dép. des c. de Coinces et de Patay, ar. Orléans.

(10) Arch. dép., A. 494, A. 1073. — Malesherbes, Loiret, ar. Pithiviers, ch.-l. cant.

(11) Arch. dép., A. 84, A. 85. — Baule, Loiret, ar. Orléans, c. Beaugency.

(12) Arch. dép., A. 128, 129. — Châteaueux, com. de La Ferté-Beauharnais, c. Neung-sur-Beuvron, ar. Romorantin.

d'Ouzouer-le-Marché (1), de Ligny (2), d'Epieds (3), de Boisrenard (4), de Briou (5), de Josnes (6), de la Cour-de-Talcy (7).

La châteltenie de Neuville était peu étendue ; aussi ses mouvances n'étaient-elles pas nombreuses ; citons seulement les deux seigneuries d'Ozereaux (8) et de Luyères (9). Il en était de même des châteltenies de Vitry et de Châteauneuf dont les principaux fiefs étaient le Bourgneuf (10) et la Queuvre (11). La châteltenie de Janville au contraire, était très étendue ; elle avait « sous soy cent vingt trois nobles vassaux et gentilshommes » (12). Elle comprenait la célèbre baronnie du Puiset (13) qui avait eu un si

(1) Arch. dép., A. 131. — Ouzouer-le-Marché, L.-et-Ch., ar. Blois, ch.-l. cant.

(2) Arch. dép., A. 118. — Ligny-le-Ribault, Loiret, ar. Orléans, c. La Ferté-Saint-Aubin.

(3) Arch. dép., A. 109. — Epieds, Loiret, ar. Orléans, c. Meung-sur-Loire.

(4) Arch. dép., A. 68. — Boisrenard, com. de Nouan-sur-Loire, c. Bracieux, ar. Blois.

(5) Arch. dép., A. 74. — Briou, L.-et-Ch., ar. Blois, c. Marchenoir.

(6) Arch. dép., A. 113. — Josnes, L.-et-Ch., ar. Blois, c. Marchenoir.

(7) Arch. dép., A. 141. — Talcy, L.-et-Ch., ar. Blois, c. Marchenoir.

(8) Arch. dép., A. 372, 374. — Ozereaux,auj. ferme de la com. de Neuville.

(9) Arch. dép., A. 373. — Luyères,auj. com. de Neuville.

(10) Arch. dép., A. 781. — Bourgneuf, com. de Loury, c. Neuville.

(11) Arch. dép., A. 205, 206. — La Queuvre,auj. ferme de la com. de Férolles, c. Jargeau, ar. Orléans.

(12) LE MAIRE, *des Chast. royales dans Antiq. du duché*, p. 29.

(13) Arch. dép., A. 860. — Le Puiset, E.-et-L., ar. Chartres, c. Janville.

illustre passé, les seigneuries d'Allaines (1), de Bazoches-les-Hautes (2) et d'Aschères (3). Parmi ses arrière-fiefs, citons la seigneurie de Cambray (4) d'où relevait la baronnie d'Orgères (5).

La châteltenie de Lorris, quoique moins étendue que celle de Janville, avait aussi d'importantes mouvances. Les deux plus célèbres étaient la châteltenie de Saint-Gondon (6), qui « fut jointe avec la baronnie de Sully pour en composer le duché et pairie en 1606 » (7) et celle de Choisy-aux-Loges (8) qui, dans la suite, fut élevée à la dignité de comté, puis de marquisat et releva directement du châtelet d'Orléans. Les autres fiefs principaux étaient les seigneuries du Chesnoy (9), d'Ouzouer-des-Champs (10) et de Chailly (11).

(1) Arch. dép., A. 843. — Allaines, E.-et-L., ar. Chartres, c. Janville.

(2) Arc. dép., A. 870. — Bazoches, E.-et-L., ar. Châteaudun, c. Orgères.

(3) Arch. dép., A. 851. — Aschères, Loiret, ar. Pithiviers, c. Outarville.

(4) Arch. dép., A. 846, f° 83. — Cambray, commune de Germignonville, c. Voves, ar. Chartres.

(5) Arch. dép., A. 846, f° 84. — Orgères, E.-et-L., ar. Châteaudun, ch.-l. cant.

(6) Arch. nat., R⁴ 1140. — Arch. dép., A. 284. — Saint-Gondon, Loiret, ar. et c. Gien.

(7) Arch. dép., A. 248, f° 2.

(8) Arch. dép., A. 277. — Choisy-aux-Loges,auj. Bellegarde, ch.-l. cant. de l'ar. de Montargis.

(9) Arch. dép., A. 248, f° 149. — Le Chesnoy, com. de Langesse, ar. et c. Gien.

(10) Arch. dép., A. 250, f° 196. — Ouzouer-des-Champs, Loiret, ar. Montargis, c. Lorris.

(11) Arch. dép., A. 276. — Chailly, Loiret, ar. Montargis, c. Lorris.

Il faut encore citer, parmi les mouvances du duché d'Orléans, la châteltenie de la Motte-Châteaurenard (1), les seigneuries de Chêne-Arnoult (2), de Montmartin (3), dans la châteltenie de Châteaurenard, et celle de Chemault (4) dans la châteltenie de Boiscœur.

Il nous faut maintenant donner à grands traits les frontières du duché. Sur le conseil de M. Longnon (5), c'est principalement en dépouillant les dénombremens de vassaux que nous avons pu étudier cette géographie féodale (6). Ce travail, aride et minutieux, nous a permis de tracer des limites suffisamment précises. Que l'on nous pardonne cette longue énumération de pays ; elle était nécessaire.

Intreville (7) était la dernière paroisse du duché

(1) Arch. dép., A. 223, A. 1073.

(2) Arch. dép., A. 226. — Chêne-Arnoult, Yonne, ar. Joigny, c. Charny.

(3) Arch. dép., A. 1073. — Montmartin, com. de Gy-les-Nonains, c. Châteaurenard, ar. Montargis.

(4) Arch. dép., A. 181. — Chemault (Loiret), ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(5) *Livre des vassaux de Champagne*, p. 50.

(6) Nous n'avons pu faire emploi des anciennes cartes du duché d'Orléans ; elles n'en indiquent pas les limites. Les cartes du gouvernement général de l'Orléanais de la fin du xvii^e et du xviii^e siècles, mentionnent toutes, ou à peu près, l'Orléanais propre ; mais elles n'y font pas rentrer la partie du Gâtinais qui y avait été annexée ; elles donnent à ce Gâtinais une individualité qu'il n'avait pas, croyons-nous, à cette époque.

(7) Eure-et-Loir, ar. Chartres, c. Janville.

d'Orléans du côté du Nord ; toute la paroisse, d'ailleurs, n'en dépendait pas ; c'était le « chemin de saint Mathurin de Larchant » qui formait la limite entre les deux châtelainies de Janville et d'Etampes (1). Le duché poussait alors une pointe assez prononcée vers l'ouest : Boisville-la-Saint-Père était mouvant du châtelet d'Orléans (2), ainsi que la seigneurie d'Epincy sur la paroisse de Moutiers (3) et quelques fiefs seulement sur celles de Voves (4) et de Prasville (5). Viabon (6) et Germignonville (7), avec la seigneurie de Cambray (8), Fontenay-sur-Conie (9), Orgères (10) et une partie de Corbehaye (11), formaient frontière du côté du duché de Chartres et du comté de Dunois. Une partie de Guillonville (12) relevait du duché d'Orléans : une petite ruelle, dans le village même,

(1) LEFÈVRE, *Documents historiques*, t. I, p. 362.

(2) Arch. dép., A. 440. — Boisville-la-Saint-Père, E.-et-L., ar. Chartres, c. Voves.

(3-4) Arch. dép., A. 846, f° 28. — Moutiers, E.-et-L., ar. Chartres, c. Voves.

(5) Arch. dép., A. 860. — Prasville, E.-et-L., ar. Chartres, c. Voves.

(6) Arch. dép., A. 846, f° A. 91 v°. — Viabon, E.-et-L., ar. Chartres, c. Voves.

(7) Arch. dép., A. 846, f° 83, A. 857. — Germignonville, E.-et-L., ar. Chartres, c. Voves.

(8) Com. de Germignonville.

(9) Arch. dép., A. 871. — Fontenay-sur-Conie (E.-et-L.), ar. Châteaudun, c. Orgères.

(10) Arch. dép., A. 846, f° 84 v°. — Orgères, E.-et-L., ar. Châteaudun, ch.-l. cant.

(11) Aveu du comté de Dunois, Arch. nat., Q¹ 493. — Courbehaye, E.-et-L., ar. Châteaudun, c. Orgères.

(12) E.-et-L., ar. Châteaudun, c. Orgères.

y servait de séparation avec le comté de Dunois (1); puis ce comté, faisant une enclave d'environ une lieue dans le duché d'Orléans, allait jusqu'à Frécul (p^{se} de Terminiers) (2), puis « à Challeville, hameau de deux maisons : l'une, de la paroisse de Rouvray-Sainte-Croix (3) et l'autre, de Terminiers. La première est de l'Orléanois et la seconde est du Dunois (4). » A Patay (5), « la croix cassée qui est dans la haye au-delà du fauxbourg, dit Blavetin, et à gaulche en allant à Lignerolles (6), est indiquée comme une borne (7) »; puis la ligne frontière passait par la Vallée, la Couture (8) et bien d'autres petits hameaux que nous ne pouvons énumérer ici, englobait la majeure partie de Tournoisis (9), laissait Prénouvellon (10) à droite dans le Dunois (11) et, par Favelles et Villiers-le-Gast (12) qui étaient

(1) Arch. dép., A. 846, f^o 88.

(2) Arch. dép., Q¹ 495. — Terminiers, ar. Châteaudun, c. Orgères.

(3) Loiret, ar. d'Orléans, c. Patay.

(4) BORDAS, *op. cit.*, t. II, p. 131.

(5) Loiret, ar. d'Orléans, ch.-l. cant.

(6) Hameau dépend. des comm. de Patay et de Coinces.

(7) BORDAS, *loc. cit.* — « ... Jusques a Pathay et a la Croix-Cassée vers Lignerolles... » (Aveu du comté de Dunois, Arch. nat., Q¹ 495).

(8) Hameaux de la com. de Villeneuve-sur-Conie, c. de Patay, ar. d'Orléans: — Arch. nat., Q¹ 495 et R¹ 1031.

(9) Loiret, ar. d'Orléans, c. Patay.

(10) Prénouvellon, L.-et-C., ar. de Blois, c. d'Ouzouer-le-Marché.

(11) Arch. nat., Q¹ 495.

(12) Hameaux de la com. d'Epieds, c. Meung-sur-Loire, ar. d'Orléans.

encore du Dunois (1), gagnait Ouzouër-le-Marché (2), une des principales mouvances de la châtellenie de Beaugency (3) et Binas (4), longeait la forêt de Marchenoir (5) et la châtellenie de Lorges (6), qui relevait du comté de Blois (7), passait à travers « les prés de Villemuzard » (8), englobait les seigneuries de Josnes (9) et de Talcy (10) et laissait celle de Séris (11) dans le Blésois. Mer (12) qui, au xiv^e siècle, avait été contesté entre la châtellenie de Beaugency et le comté de Blois, fut attribué à ce dernier (13). Avaray (14) était moitié du duché d'Orléans et moitié du comté

(1) Arch. nat., Q^t 495.

(2) L.-et-Ch., ar. de Blois, chef-l. canton.

(3) Arch. dép., A. 131.

(4) Arch. nat., Q^t 495. — Arch. dép., A. 51, A. 922. — Binas, L.-et-C., ar. de Blois, c. d'Ouzouer-le-Marché

(5) Arch. dép., A. 51, 113, 922. — Marchenoir, L.-et-C., ar. de Blois, ch.-l. canton.

(6) L.-et-Ch., ar. de Blois, c. de Marchenoir.

(7) Arch. dép., A. 1760.

(8) BORDAS, *op. cit.*, t. II, p. 124. — Villemuzard, ham. de la com. de Roches, c. Marchenoir, ar. de Blois.

(9) Arch. dép., A. 922, f^o 189 v^o. — Josnes, L.-et-C., ar. Blois, c. Marchenoir.

(10) Arch. dép., A. 922, f^o 138. — A. 1073. — Talcy, L.-et-C., ar. Blois, c. Marchenoir.

(11) Arch. dép., A. 1783. — Séris, L.-et-Ch., ar. Blois, c. Marchenoir.

(12) L.-et-Ch., ar. Blois, ch.-l. cant.

(13) « Pour les despens dudit mestre Ligier a lent a Baugenci as gent la Raine pour la joustice de Lestio en quoy il mestoint empeschement et pour une rue de Mer jadis contentieuse entre Monseigneur et les gens de Baugenci. » (Bibl. de Blois, fonds Joursanvault, carton XV, n^o 14, compte du procureur du comté de Blois, 1317).

(14) Loir-et-Cher, ar. de Blois, c. Mer.

de Blois ; les limites « y ont souvent varié... ce qui est cause qu'elles n'en sont pas exactement connues, le hameau du Tertre qui est du côté d'Orléans relève de Blois, celui de la Place qui est du côté de Blois relève d'Orléans » (1). Après avoir englobé Courbouzon (2) et une partie de Lestiou (3), la ligne frontière franchissait la Loire « à l'endroit de la pointe des anciens bastis du bourg de Briou (4) où commence le comté de Blois » (5).

Sur la rive gauche de la Loire, elle enfermait Saint-Laurent-des-Eaux (6), la seigneurie de Boisrenard (7) en suivant « le chemin à aller de Noüan, à Crouy » (8), une partie de Crouy (9), Thoury (10) laissait dans le Blésois « la baronnie et chastellenie de la Ferté-Saint-Aignan dict Hubert » (11), comprenait une partie de Villeny (12), Dhuison (13),

(1) Extrait d'une lettre de M. Mazuray, curé d'Avaray, du 5 mars 1770. (Bibl. d'Orl., ms. 624).

(2) Arch. dép., A. 101. — Courbouzon, L.-et-C., ar. Blois, c. Mer.

(3) Arch. dép., A. 113, 922, f° 149. — Lestiou, L.-et-Ch., ar. Blois, c. Mer.

(4) Ferme dépend. de la com. de Saint-Laurent-des-Eaux, c. Bracieux, ar. Blois.

(5) Arch. dép., A. 922, f° 62.

(6) Arch. dép., A. 922, f°s 149 et 214.

(7) Commune de Nouan-sur-Loire, c. Bracieux, ar. Blois.

(8) Arch. dép., A. 130.

(9) Arch. nat., Q¹ 488.

(10) Arch. dép., G. 1.

(11) Arch. nat., Q¹ 488. — Auj. La Ferté-Saint-Cyr. L.-et-C., ar. Romorantin, c. Neung-sur-Beuvron.

(12) Arch. dép., A. 143. — Villeny, L.-et-C., ar. Romorantin, c. Neung-sur-Beuvron.

(13) Arch. dép., A. 126. — Dhuison, L.-et-C., ar. Romorantin, c. Neung-sur-Beuvron.

sauf « le lieu du Croix-d'Amont » (1), descendait « le ruisseau des hayes de Cossenay » (2), puis suivait une ligne parallèle au cours du Beuvron, sans cependant toucher à cette rivière (3), remontait vers le nord, laissait Montrieux (4) à sa droite, tournait autour de la Marolle (5), puis descendait au Beuvron dont elle remontait le cours depuis Bertaux (6) jusqu'au bout des chaussées et escluses de Savigny assis en la paroisse de Chaumont » (7). Elle se dirigeait ensuite vers le sud le long de la châellenie de Vouzon (8) qui relevait du duché d'Orléans, englobait Nouan-le-Fuselier (9), sauf la seigneurie de Burtin et quatre métairies « au midy du bout de la paroisse » (10), remontait au nord, passait derrière Pierrefitte-sur-Sauldre (11), à « la chapelle de la Maladrerie » (12), rejoignait la « rivière du Beuvron à l'endroit où a été pris le

(1) Arch. dép., A. 1756.

(2-3) Arch. dép., A. 126.

(4) Loir-et-Cher, ar. Romorantin, c. Neung-sur-Beuvron.

(5) Arch. dép., A. 128. — La Marolle, L.-et-C., ar. Romorantin, c. Neung-sur-Beuvron.

(6) Arch. dép., A. 128. — Bertaux, com. de Neung-sur-Beuvron, ch.-l. cant., ar. Romorantin.

(7) Arch. dép., A. 1789, 128, 476. — Arch. nat., Q¹ 490. — Chaumont-sur-Tharonne, L.-et-C., ar. Romorantin, c. Lamotte-Beuvron.

(8) Arch. dép., A. 503. — Vouzon, L.-et-C., ar. Romorantin, c. Lamotte-Beuvron.

(9) L.-et-Ch., ar. de Romorantin, c. Lamotte-Beuvron.

(10) Réponse du curé de Nouan aux questions proposées par le syndic du diocèse d'Orléans, 18 février 1770 (Bibl. d'Orl., ms. 624).

(11) L.-et-Ch., ar. Romorantin, c. Salbris.

(12) Arch. nat., Q¹ 494.

bied du moulin de l'Ange » (1) ; elle prenait alors la direction de l'ouest et remontait tantôt « la grande rivière du Beuvron », tantôt « le ruisseau appelé le Ruisseau Brinois et à présent (en 1754) l'ancienne rivière du Beuvron » jusqu'à « un pré du lieu de Chichevert » (2) ; elle gagnait alors « l'endroit appelé la Fosse-au-Loup » (3), où se trouvait la borne du comté de Blois et des duchés d'Orléans et de Berry. Les paroisses de Clémont (4) et d'Argent (5) étaient mouvantes du comté de Sancerre (6). La ligne frontière de notre duché embrassait la paroisse de Coullons (7), laissait à sa droite la seigneurie d'Autry-le-Châtel (8) dans le Sancerrois (9). La châtellenie de Saint-Gondon (10) était « à l'extrémité dudit duché vers le comté de Gien » (11) ; le « poteau et borne » se trouvait auprès de l'étang des Gallards (12) ; puis la ligne-frontière en suivant le chemin dit des Mulets parvenait à la Loire à un endroit appelé le Port (13).

(1) C^{ne} de Chaon, c. Lamotte-Beuvron, ar. Romorantin.

(2) C^{ne} de Cerdon, c. Sully-sur-Loire, ar. Gien.

(3) Arch. nat., Q¹ 494.

(4) Cher, ar. Sancerre, c. Argent.

(5) Cher, ar. Sancerre, ch.-l. cant.

(6) Abbé DUPLAIX, *Mémor. de la comm. et p^{se} de Clémont*, p. 317. — LA THAUMASSIÈRE, *Hist. du Berry*, p. 401.

(7) Arch. dép., A. 266. — Coullons, Loiret, ar. et c. de Gien

(8) Loiret, ar. Gien, c. Châtillon-sur-Loire.

(9) Arch. nat., R⁴ 1140. — LA THAUMASSIÈRE, *loc. cit.*

(10) Loiret, arr. et c. Gien.

(11) Arch. dép., A. 922, f^o 14.

(12) Arch. dép., *Atlas du comté de Gien*. — Les Gallards, c. de Poilly, ar. et c. Gien.

(13) Arch. dép., *Atlas du comté de Gien*. — Auj. le Port-Gallier, c. de Poilly.

Sur la rive droite de la Loire, le comté de Gien et le duché d'Orléans se partageaient la paroisse de Dampierre (1). Le terrier de 1676 fait dépendre Ouzouer-sur-Trézée (2) d'Orléans; nous croyons plutôt qu'il était uni au comté de Gien (3). De la paroisse des Choux (4), environ le quart relevait du châtelet d'Orléans (5); c'était le ruisseau du Moulin-du-Gué et la rivière de Puiseaux qui formait la limite entre le duché d'Orléans et celui de Châtillon-sur-Loing (6), une des principales mouvances de Montargis. Puis la ligne frontière laissait le Puiseaux à sa droite, englobait « dix ou douze maisons de la paroisse de Vimory » (7) et « l'église et paroisse de Lombreuil » entièrement (8), passait « au-dessus de celle de Chevillon » (9), traversait le canal d'Orléans (10), comprenait dans son enceinte « environ la huitième partye » de la paroisse de Saint-Maurice-sur-Fessard (11). A partir de Saint-Maurice, elle suivait le fil de l'eau

(1) Arch. dép., A. 248. — Bibl. d'Orl., ms. 624. — Dampierre, Loiret, ar. Gien, c. Ouzouer-sur-Loire.

(2) Loiret, ar. Gien, c. Briare.

(3) Arch. dép., A. 1619.

(4) Loiret, ar. et c. Gien.

(5) Arch. dép., A. 266.

(6) Arch. dép. A. 248 — A. 250 — A. 522. — Châtillon-sur-Loing, Loiret, ar. Montargis, ch.-l. c.

(7) Loiret, ar. et c. Montargis.

(8) Arch. dép., A. 266. — Lombreuil, Loiret, ar. et c. Montargis.

(9) Loiret, ar. et c. Montargis.

(10) Arch. dép., A. 922, t^o 14.

(11) Arch. dép., A. 266. — A. 1058. — Saint-Maurice-sur-Fessard, ar. et c. Montargis.

de la rivière de Bezonde (1), ne prenant à Villemoutiers (2) que cinq ou six maisons (3) et, à Ladon (4), l'église et environ le tiers de la paroisse (5); après ce village, elle quittait la Bezonde, « montait vers le Septentrion », comprenant Mézières-sous-Bellegarde (6), laissant la seigneurie de Juranville (7) à droite dans le duché de Nemours (8). La châtellenie de Beaune-la-Rolande (9), aux religieux de Saint-Denis, faisait partie du duché d'Orléans. Après avoir englobé Boynes (10) et Givraines (11), la ligne de démarcation suivait à peu près le cours de l'Essonne : la seigneurie d'Aulnay-la-Rivière (12) relevait du Châtelet d'Orléans (13), ainsi qu'une partie seulement d'Ondreville (14); la frontière du duché franchissait cependant la rive droite de l'Essonne pour englober le Pont (15) et Buisseau (16), puis repre-

(1) Arch. dép., A. 265.

(2) Loiret, ar. Montargis, c. Bellegarde.

(3) Arch. dép., A. 266.

(4) Loiret, ar. Montargis, c. Bellegarde.

(5) Arch. dép., A. 266.

(6) Arch. dép., A. 250. — Mézières-sous-Bellegarde, Loiret, ar. Montargis, c. Bellegarde

(7) Loiret, ar. Pithiviers, c. Beaune-la-Rolande.

(8) Arch. dép., A. 1284.

(9) Loiret, ar. Pithiviers, ch.-l. cant.

(10-11) Loiret, ar. et c. Pithiviers.

(12) Loiret, ar. Pithiviers, c. Puiseaux.

(13) Arch. dép., A. 439, 1093.

(14) Arch. dép., A. 1093. — Ondreville, Loiret, ar. Pithiviers, c. Puiseaux.

(15) Arch. dép., A. 494, f° 36 v°. — A. 1073. — Le Pont, ham. de la comm. de Puiseaux (Loiret, ar. Pithiviers, ch.-l. cant.).

(16) *Ibid.* — Buisseau, ham. de la comm. de Briarres-sur-Essonne, c. de Puiseaux, ar. Pithiviers.

nait le fil de l'eau qu'elle quittait ensuite pour enfermer la seigneurie de Buthiers (1). Elle repassait alors sur la rive gauche, « reprenant droit à l'occident, laissant le duché d'Estampes à sa droite, le long de la châtellenie d'Yèvre-le-Châtel » (2), englobant Orvau (3) et Césarville (4), laissant au contraire dans le duché d'Etampes (5) Audeville (6), Tignonville (7), Autruy (8), Andonville (9) et une partie d'Erceville (10); elle poussait alors une pointe vers le nord jusqu'à Barmainville (11) et Intreville (12), où nous avons commencé cette description.

En plus de ce territoire bien circonscrit, le duché d'Orléans comprenait encore, à l'est, la châtellenie de Châteaurenard. D'après le terrier de 1676, cette châtellenie serait attenante au corps même du duché; mais ce semble être une erreur. Elle devait en être séparée par une toute petite bande de terrain, large seulement de quelques kilomètres, for-

(1) Arch. dép., A. 494, 1073. — Buthiers, S.-et-M., ar. Fontainebleau, c. La Chapelle-la-Reine.

(2) Arch. dép., A. 922, f° 14.

(3) Arch. dép., A. 1094. — Orvau, Loiret, ar. Pithiviers, c. Malesherbes.

(4) Arch. dép., A. 494. — Césarville, Loiret, ar. Pithiviers, c. Malesherbes.

(5) Dom FLEUREAU, *Antiq. de la ville et du duché d'Estampes*, passim.

(6-7) Loiret, ar. Pithiviers, c. Malesherbes.

(8-9) Loiret, ar. Pithiviers, c. Outarville.

(10) Observations de M. Rolland de Chambaudoin, 22 oct. 1789 (SAGNAC et CARON, *Les comtés des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial* Paris, 1907, in-8°, p. 29). — Erceville, Loiret, ar. Pithiviers, c. Outarville.

(11-12) E.-et-L., ar. Chartres, c. Janville.

mée par le territoire des paroisses de Solterre (1), Cortrat (2) et Pressigny (3), fiefs mouvants du duché de Châtillon-sur-Loing (4). Que l'on ne s'étonne pas de ce morcellement du duché d'Orléans en deux tronçons ; il a une raison d'être historique. Cet état de choses ne dut sa cause qu'à la soustraction de la seigneurie de Montargis, en 1392.

A l'ouest, la châtellenie de Châteaurenard comprenait quelques fiefs sur la paroisse de Montcresson (5). La limite ne franchissait le Loing que pour englober Chenevière (6) ; puis elle tournait à l'est, prenait une partie de la Chapelle-sur-Aveyron (7) et, dans la paroisse de Saint-Maurice-sur-Aveyron (8), l'abbaye de Fontaine-Jean seulement (9) ; elle laissait à sa droite la plus grande partie de la paroisse de Melleroy (10), remontait presque jusqu'à l'Ouanne,

(1-2-3) Loiret, ar. Montargis, c. Châtillon-sur-Loing.

(4) Donation par la princesse de Mecklembourg à son neveu Paul-Sigismond de Montmorency-Luxembourg, comte de Luke (*Ann. du Gât.*, t. XI, p. 83). — Châtillon-sur-Loing, Loiret, ar. Montargis, ch.-l. cant.

(5) Arch. dép., A. 1073. — PETIT, *Notice sur Châteaurenard*, p. 44. — Montcresson, Loiret, ar. Montargis, c. Châtillon-sur-Loing.

(6) Arch. dép., A. 229, 1073. — *Ann. du Gâtin.*, t. VII, p. 83. — Chenevière, hameau de la comm. de Montbouy (Loiret, ar. Montargis, c. Châtillon-sur-Loing).

(7) Arch. dép., A. 1073. — *Ann. du Gâtin.*, loc. cit. — La Chapelle-sur-Aveyron, Loiret, ar. Montargis, c. Châtillon-sur-Loing.

(8) Loiret, ar. Montargis, c. Châtillon-sur-Loing.

(9) Arch. dép., A. 337. — PETIT, *op cit.*

(10) Arch. dép., A. 1073. — Melleroy, Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard.

englobait les Etoits (1), la seigneurie de Chêne-Arnoult (2), une très petite partie de Charny (3) et de Dicy (4), Douchy (5) et Montcorbon (6) en entier, quelques petits fiefs au sud de la paroisse de Chuelles (7), la plus grande partie de la Selle-en-Hermois (8), laissait la Chapelle-Saint-Sépulcre (9) à droite, puis prenait la direction du sud, englobant Saint-Germain-des-Prés (10) et, par les seigneuries du Grand-Montmartin et du Buisson (11), descendait vers Montcresson dans la vallée du Loing.

Voilà quelle fut l'étendue du duché d'Orléans à partir de 1392.

(1) Arch. dép., A. 1073. — Les Etoits, com. de Triguères (Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard).

(2) Arch. dép., A. 226. — Chêne-Arnoult, Yonne, ar. Joigny, c. Charny.

(3) Arch. dép., A. 226, 227. — Charny, Yonne, ar. Joigny, ch.-l. cant.

(4) Arch. dép., A. 1073, 227. — Dicy, Yonne, ar. Joigny, c. Charny.

(5) Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard.

(6) Arch. dép., A. 1073, 227. — Montcorbon, Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard.

(7) Arch. dép., A. 1073, A. 227. — Chuelles, Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard.

(8) Arch. dép., A. 1073, A. 234. — La Selle-en-Hermois, Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard.

(9) Loiret, ar. Montargis, c. Courtenay.

(10) Arch. dép., A. 1073. — Saint-Germain-des-Prés, Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard.

(11) Commune de Gy-les-Nonains (Loiret, ar. Montargis, c. Châteaurenard).

ARTICLE II

POUVOIRS DU DUC APAGANISTE

Un rapide coup d'œil sur l'étendue des pouvoirs du prince apaganiste aidera à faire ressortir l'individualité de cette grande étendue de territoire qui formait le duché d'Orléans.

Les Lettres royales de 1344 sont d'un grand intérêt parce qu'elles exposent la pensée politique qui a poussé le roi à retirer le Dauphiné des mains de son second fils pour lui attribuer, à la place, le duché d'Orléans (1); malheureusement, elles ne mentionnent pas les droits dont jouira Philippe sur le duché. Celles de 1392 sont plus explicites et nous

(1) « ...Nous considérons que ledit Dalphiné est assis es frontières de nostre dit royaume et que par le bon puissant et proufitable gouvernement d'iceluy grant seureté et grant deffense puet estre apportée au royaume, et au contraire se le gouvernement estoit autre, tres grand péril en pouroit advenir... considération que Jean nostre dit fils aîné est plus prochain pour venir à la succession du royaume et que, par li pourra estre le dit Dalphiné plus puissamment gouverné que par le dit Philippe; pour cette cause et plusieurs autres avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons que le dit Jehan nostre aînésné fils ait et li appartienigne ledit Dalphiné et toutes les choses comprises audit don... et tant pour la recompensation du droit dudit Dalphiné que nous avons paravant pourchacié et acquis pour nostre dit fils Philippes comme pour accroissement de sa provision et appanage afin qu'il puisse convenablement son estat maintenir et son aînésné frère plus puissamment servir outre ce que autres fois ly avons baillé et ordonné pour sa provision et appanage la duché d'Orléans et la conté de Valois... » (Bibl. d'Orléans, ms. 550, p. 268).

savons, grâce à elles, que les deux apanages de 1344 et de 1392 étaient constitués sur les mêmes bases (1).

Voici d'abord l'énumération des biens et des droits qui passèrent aux mains de l'apanagiste : « ... baillons, cedons et transportons nostre duché d'Orliens, ensemble toutes les villes, chasteaulx, chastellenies, maisons, fours, moulins, granges, colombiers et autres édifices, terres, vignes, prez, pasturages, champs, garennes, forests bois et autres possessions et heritages, hommes, hommages, fiefs, arriere fiefs, cens, rentes, revenus, servitudes, devoirs émolumens et profits, haultes moyennes et basses jurisdictions et justices, mere, mixte, imperes, collations et droicts de patronages, de bénéfices d'église, droicts, usages, libertez, franchises et autres quelconques appartenances et dépendances de nostre duché d'Orliens en quelconques choses et lieux qu'ils soient, par quelque manière qu'ils soient nommez et dits, les avoir tenir posséder et exploicter par nostre frère et ses hoirs masles perpetuellement et a tousjours en pairie et comme pair de France » (2). Le pouvoir du duc était donc très étendu. Au point de vue féodal, le roi se réservait l'hommage lige (3) : dès le 16 juin 1392, le roi recevait la foi et hommage

(1) « ...et tout en la forme et manière que les avoit et tenoit feu le duc d'Orliens nostre oncle dernier trespasé. » (Arch. nat., KK. 896, f° 137, v°.)

(2) Lettres d'apanage du 4 juin 1392 (Arch. nat., KK. 896, f° 137, v°, et s.)

(3) « ...Sauf et réservé a nous et a noz successeur roys de France la foy, hommages liges. »

de Louis d'Orléans (1). L'apanagiste exerçait dans son duché tous les droits féodaux : c'était lui seul qui recevait les hommages des vassaux, les faisait saisir (2), etc. C'était aussi en son nom seul que la justice était exercée dans le duché ; aussi, en 1358, Philippe d'Orléans, donnant à Nicolas Braque la terre de Choisy avec la justice, déclare expressément dans la charte de concession que « ladite justice est de son propre domaine » (3). Le duc d'Orléans, comme tout pair de France au x^v^e siècle (4), avait aussi le droit de tenir des Grands Jours, ainsi qu'il résulte de Lettres du 4 juin 1392 (5) ; à ces Grands Jours ressortissaient toutes les terres du duché et toutes les causes portées devant les officiers du duc ; mais cette juridiction n'était pas souveraine : l'appel devait en être porté

(1) Arch. nat., KK. 896, f^o 138 v^o.

(2) Ordonnance de Philippe de Valois que les vassaux du duché d'Orléans, comtez de Valois et de Beaumont facent hommage à Monsieur Philippe de France auquel il a donné en appanage les dits duché et comtez (31 mars 1345), (Père ANSELME, t. III, p. 176).

— « Si donnons en mandement a noz amés et feaux gens tenans et qui pour le temps advenir tiendront nostre Parlement a Paris, les gens de nos comptes et trésoriers... que nostre frère ou son procureur ou procureurs pour luy mettent ou facent mettre en possession et saisine pour luy et ses hoirs masles des duché d'Orliens et autres ses appartenances et appendances... et par les vassaux et sujets d'iceux luy faire faire et prester les foy, hommages, sermens, obeïssances et autres devoirs... » (Lettres d'apanage du 4 juin 1392, Arch. nat., KK. 896, f^o 137 v^o.)

(3) Dom MORIN, *Hist. du Gâtinais*, p. 136.

(4) VIOLLET, *Hist. des Institut.*, t. III, p. 148.

(5) Arch. nat., KK. 896, f^o 140.

au Parlement (1). Enfin, les ducs d'Orléans avaient une Chambre des Comptes ; par un acte du Trésor de l'Église Cathédrale du 9 février 1432, nous voyons que « Charles, duc d'Orléans, déclare au Chapitre que, quoique sa Chambre des Comptes se tienne depuis 1420 dans la maison claustrale de Jean Davy, chanoine de Sainte-Croix, et son conseiller, ledit Davy ne pouvant, à cause de son grand âge, aller et venir dans la maison, près le Châtelet, où elle se tenoit ordinairement, il n'entend cependant point donner atteinte, en aucune manière, aux droits du Chapitre » (2).

Les ducs d'Orléans n'avaient cependant pas la souveraineté féodale dans sa plénitude, car les droits conférés aux apanagistes laissaient toujours subsister au-dessus d'eux la dignité royale. Nous avons déjà vu, en effet, qu'ils devaient l'hommage au roi et que leurs Grands Jours ne constituaient pas une juridiction en dernier ressort ; ils jouissaient du duché « sauf et réservé... les souverainetez, ressorts » ; c'est ce qu'expriment bien les Lettres de Charles V de juin 1370 : « Mais apres que ladicte duchié d'Orliens fu baillié a nostre tres chier et amé oncle le duc d'Orliens, tout le ressort et souveraineté qui estoit audiz siege d'Orliens... en furent

(1) Lettres de 1392, *loc. cit.* — « ..et pour ce que par nostre octroy icellui nostre frère puet faire tenir ses grans jours en ses duchié d'Orleans et contez de Valois et de Beaumont... ausquels grans jours ressortissent et doivent ressortir de plain droit les appellans des Baillis desdictes terres et pays, et, de la, directement en nostre Parlement et non ailleurs... » (Lettres royales du 6 mai 1403, *Ordon.*, t. VIII, p. 585.)

(2) BEAUVAIS DE PRÉAU, *Essais histor.*, p. 94.

a plain ostez » (1). — Mais il y avait aussi des restrictions plus considérables, restrictions conformes, d'ailleurs, aux lois générales des apanages. Si le duc d'Orléans vient à mourir sans héritiers mâles, ses filles seront exclues de la succession et le duché fera retour à la couronne (2). Il semble que cette clause ait été moins rigoureuse dans la constitution d'apanage de 1344 ; du moins, l'exclusion des filles n'y est pas mentionnée d'une manière formelle (3) ; aussi peut-on se demander si, en supposant que Philippe d'Orléans ait eu des filles, celles-ci n'auraient pas succédé à leur père dans le duché (4).

Mais les restrictions ne concernaient pas seulement la durée de l'apanage ; les droits des ducs d'Orléans furent limités aussi au point de vue seigneurial. Le roi se réservait notamment les cas

(1) *Ordon.*, t. V, p. 697.

(2) « ... S'il advenoit que nostre frère ou ses hoirs masles allassent de vie a trespassement sans hoirs masles, descendants par ligne masculine de nostre frère en loyal mariage, et que la ligne masculine de nostre frère desfausit, le dit duché d'Orliens et ses appartenances et appendanches... reviendront et retourneront de plain droit a nous et a nos successeurs et couronne de France. » (Lettres d'apanage de 1392.) — Il faut remarquer, en passant, que si cette clause de retour à défaut d'hoirs mâles était habituelle à cette époque, elle ne constituait pas encore, cependant, une règle absolue, puisqu'elle n'est pas exprimée dans l'acte constitutif de l'apanage de Bourgogne en 1363. (VIOULET, *Hist. des Institut.*, t. II, p. 138).

(3) « ... Donnons et assignons audit Philippe *et pour ses hoirs* » (Bibl. d'Orl., ms. 350, p. 268.)

(4) Nous sommes d'autant plus autorisés à émettre cet avis qu'en 1314 Louis X avait, en termes absolus, admis le droit des femmes à la succession du comté de Poitiers. (VIOULET, *Hist. des Instit.*, t. II, p. 38.)

royaux (1). Une liste complète des cas royaux serait chose impossible à donner. Quand, au début du xiv^e siècle, les nobles de Champagne avaient demandé au roi des éclaircissements sur ce point, il leur fut répondu : « La royale majesté est entendue es cas qui, de droit ou de ancienne coustume, puent et doivent appartenir a souverain prince et a nul autre » (2). La réponse manquait de clarté. Voici l'énumération que donnait de ces droits, en 1372, l'instruction relative à la ville et baronnie de Montpellier cédées au roi de Navarre : « La cognoissance et punicion des crimes de lèse majesté, de toutes infractions de sauvegarde du Roy, du forge-ment de fausses monnoyes... de tous portemens d'armes notables et invasibles et aussi des contraux fais soubz le seel royal », lorsque les parties se sont soumises à la coercition d'iceluy ; le roi se réservait également le droit de « donner et octroyer sauvegardes et graces a plaidoyer par Procureur et Lettres d'Estat, de nobilitacions et légitimacions..., de faire remission de crimes et rappeaux de bans..., d'octroyer nouvelles indictions généraulx sur villes et sur païs..., d'amortir en tout son royaume..., d'octroyer et ordenner toutes foires et tous marchés » (3). Le roi se réservait aussi « la garde de l'université de l'estude d'Orliens, par la maniere que noz predecesseurs l'avoient pour le temps de

(1) « Sauf et réservé a nous et a noz successeurs roys de France... les autres droiz royaulz es diz duchié d'Orliens, villes, chasteaulx, chastellenies, leurs appartenances et appendances dessus dites. » (Lettres d'apan. de 1392.)

(2) *Ordon.*, t. I, p. 606.

(3) *Ordon.*, t. V, p. 479.

feu le duc d'Orliens nostre oncle, avec ce reservé a nous et a noz successeurs roys les gardes des eglises cathedrales et autres estans de fondation royal de panage et si privilegiez qu'elles ne puissent ou doivent estre séparées de nostre couronne » (1). Comme la précédente, cette réserve était d'ailleurs de règle dans les constitutions d'apanage. Ces établissements, soustraits à la juridiction du duc apanagiste, étaient dits « exempts » (2) et attribués, ainsi que les cas royaux, à la compétence d'un juge royal ; ce juge était, pour le duché d'Orléans, le bailli de Montargis qui avait le titre de « juge des ressorts et exemptions du duché d'Orléans » (3). Aussi, « quant l'appanage fut baillé.. l'evesque d'Orléans, les Chapitres et Églises de fondacion royal baillerent requeste a ce qu'ilz ne feussent subgetz au duc d'Orléans » (4) et, par Lettres du mois d'août 1392, le roi, « oye la supplicacion de nos amez et feaulx les Evesque, Doyen et Chapitre d'Orliens contenant que comme eulx et leurs devanciers aient été et soient de tout temps.. en et soubz la protection et sauvegarde especial de noz predecesseurs Roys de France et de nous,.. mesmement que... chiet le dit eveschié en regale en temps de vacacion, ordonna « que d'ores en avant yceulx Evesque Doyen et Chapitre... ressortiront sans aucun moyen par devant nostre bailli de Montargis de Cepoy et des ressorts et exemptions d'Orléans » (5). Il faut

(1) Lettres d'apanage de 1392.

(2) Nous verrons par la suite que les exempts conservaient cependant des liens très réels et très puissants avec Orléans.

(3) Arch. nat., X^{ia} 4823, fol. 49 v^o.

(4) Arch. nat., X^{ia} 4839, fol. 293 v^o.

(5) *Ordon.*, t. VII, p. 491.

cependant observer que, sur la demande du recteur de l'université d'Orléans, la garde des privilèges royaux de cette université ne fut pas confiée au juge des exempts, mais elle fut laissée au bailli d'Orléans (1).

Voilà, brièvement résumés, quels étaient les pouvoirs des ducs d'Orléans. Bien que le roi se soit réservé, dans leur duché, une place assez considérable, on se rend compte cependant de la puissance de ces princes apanagistes qui pouvaient facilement devenir pour le roi un instrument quelque peu redoutable. Charles V, d'ailleurs, n'aurait-il pas eu, comme le remarque M. Viollet (2), le sentiment de

(1) « Philippe, etc. Savoir faisons a tous presens et avenir que come Nous et nos predecesseurs roys de France avons donné et ottroïé a nos bien-amez le Recteur et College des Escoliers et estudians en l'Estude et université d'Orliens plusieurs et certains privileges de grace et libertez dezquels nos Bailli et Prevost d'Orliens, qui ont esté pour le temps, en ont esté tousjours conservateurs et pour ce que de nouvel nous avons donné la duchié d'Orliens a Philippe nostre tres chier Filz et y sont establiz de par lui maintenant Baillis et Prevos, lesdiz recteur et college Nous ont humblement supplié... que nous lesdiz Bailli et prevost qui orez sont et pour le temps avenir seront, leur vuillions ottroïer estre leurs conservateurs desdiz privileges ainsi comme ils estoient ou avoient esté paravant de nous. Nous inclinans a leur supplication... avons voulu et ottroïé, voulons et ottroïons... que quiconques sont et seront des or en avant baillis et prevos d'Orliens, combien que ilz soient et seront a nostredit filz et a ses successeurs ducs d'Orliens soient et demeurent dores en avant perpetuellement a tousjours conservateurs des privileges dessusdiz... Ce fu fait a Poissy, l'an de grace 1346 ou mois de may. » (*Ordon.*, t. IV, p. 477.)

(2) *Hist. des Institut.*, t. II, p. 161.

ce danger, en excluant pour son fils tout apanage territorial et en ne lui attribuant qu'une rente (1)? Il est permis de se le demander.

ARTICLE III

INSTITUTIONS DU DUCHÉ D'ORLÉANS

Il convient maintenant d'approfondir la vie du duché, d'étudier plus à fond les droits qui y sont attachés, les institutions qui en dépendent, en un mot son patrimoine.

Indépendamment de toute institution, un premier lien — lien dont découlaient tous les autres — unissait entre eux tous les territoires compris dans le circuit que nous avons tracé pour en former un faisceau unique, le duché d'Orléans ; c'était le lien féodal, le fait qu'ils relevaient, tous, du Châtelet d'Orléans, soit immédiatement, soit en arrière-fief, à cause de telle ou telle châellenie « membre dudit duché » (2).

A ce sujet, il convient cependant de faire une remarque. Le territoire appelé duché d'Orléans, création féodale, n'était pas une circonscription administrative, factice et arbitraire, qui aurait été formée, un jour, de toutes pièces, selon les besoins

(1) « ...nostre tres chier et amé filz Loys ait pour tout droit de partaige ou appanaige a lui appartenant en nos terres et seigneuries... douze mil livres de terres au tournois, avec tiltre de comte. » (*Ordon.*, t. VI, p. 53.)

(2) Les formules d'aveu sont significatives : « relevant du duché d'Orléans à cause de tel ou tel chatel ».

du moment et qui subsisterait intacte et uniforme jusqu'à ce que le pouvoir qui l'a créée l'ait supprimée ; c'était une circonscription qui avait sa raison d'être dans l'histoire, qui s'était constituée d'elle-même, pour ainsi dire, petit à petit, et que, par suite, les acquisitions, les échanges, les donations, les concessions de justices avaient pu modifier. Nous avons vu que la seigneurie d'Orléans avait dû subir plusieurs déplacements de frontières nécessités par l'histoire ; il lui fallut aussi supporter quelques changements au sein même de son territoire. Quelques lieux, en effet, ont échappé à ce lien dont nous venons de parler : ce sont des enclaves, des fiefs qui ont été détachés de la mouvance d'Orléans. Il n'y a là rien d'exceptionnel ; Bordas (1) l'avait dit à propos du comté de Dunois : « On ne trouveroit pas en France un seul comte qui soit seigneur de fief ou justicier de tous les objets renfermés dans l'enceinte de son comté. Souvent, au centre de son territoire, il se trouve des portions qui relèvent de seigneuries scituées dans d'autres pais pour tout ce qui constitue la vassalité. »

Les enclaves, d'ailleurs, étaient peu nombreuses dans l'Orléanais. En 1173, le roi Louis VII donne le fief de Sennely au comte de Blois (2) ; aussi, en 1247, l'aveu de cette seigneurie est-il porté au comté de Blois (3). Quelques années plus tard, Philippe le Hardi échangea avec Pierre de Machel, contre quelques domaines à Montereau, la seigneurie de

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 1 et 2.

(2) JARRY, *Cartul. de Sainte-Croix*, p. 157. Sennely, Loiret, ar. Orléans, c. La Ferté-Saint-Aubin.

(3) Arch. nat., Q¹ 501.

Fay-aux-Loges (1) « à la charge de la foy et hom-mage envers le Roy, et de tenir la dite chastellenie de Fay à la haulte, moyenne et basse justice, fiefs... en plein fief de Sa Majesté à cause de son chasteau de Montargis » (2). Voilà quelles étaient les seules enclaves importantes du duché d'Orléans (3); nous verrons, d'ailleurs, que, bien que n'étant pas mouvantes d'Orléans, elles lui étaient cependant rattachées d'une manière ou d'une autre.

Le duché d'Orléans n'a pas seulement une individualité féodale ; il a aussi une individualité judiciaire et administrative ; le duc d'Orléans a le pouvoir de faire administrer la justice en son nom. Sans passer en revue tous les officiers du duché, ce qui nous entraînerait beaucoup trop loin, il convient d'examiner quels étaient les organes de la justice ducal.

Au-dessous des Grands Jours dont nous avons déjà parlé, il y avait le bailliage. Le bailli est officier ducal, bailli du duc (4). A la fin du ^{xiv}^e siècle, ce

(1) Loiret, ar. Orléans, c. Châteauneuf-sur-Loire.

(2) HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. I, p^o 85.

(3) De même, nous ne prétendons pas qu'en dehors des limites de notre duché, il n'y ait pas eu quelques terres éparses mouvantes du Châtelet d'Orléans ; mais ce n'étaient que de très petits fiefs dont il n'y a pas lieu de s'occuper ici.

(4) Lettres royales de mai 1346 : « Nous avons donné la duchié d'Orliens a Philippe nostre tres chier filz et y sont establiz de par lui maintenant Baillis et Prevoz... », et : « ...quiconques sont et seront des or en avant baillis et prevos d'Orliens combien que ilz soient et seront a nostredit filz et a ses successeurs ducs d'Orliens... » (*Ordon.*, t. IV, p. 477.) — Lettres royales d'octobre 1392 : « ...aux bailli, prevost, juges et officiers de nostredit frère... » (*Ordon.*, t. VII, p. 515.)

bailli porte aussi le titre de gouverneur (1) ; le plus souvent même, il n'est désigné que sous le nom de gouverneur (2). Le bailliage, institution du duché, exerce sa compétence en toute l'étendue de ce duché; les procureurs s'intitulent « procureur de Monseigneur le duc en sa duchié (3) » et non pas : au bailliage : cela prouve clairement l'assimilation du ressort du bailliage à celui du duché. C'est ainsi que, avant 1392, alors que Montargis appartenait au duché d'Orléans, il ressortissait au bailliage de ce duché (4). Mais, de ce qu'en 1392 il devint le siège royal du duché, c'est-à-dire « juge des ressorts et exemptions », il ne faudrait pas conclure que le duché ait perdu son indépendance au profit de Montargis. Le mot : bailliage, en effet, n'est pas synonyme de « territoire, comme souvent les mots Païs, Province, Duché, Comté », mais signifie seulement « un droit d'exercer juridiction »; dans le cas pré-

(1) Lettres royales du 29 décembre 1375 : « ...et y avons ordonné gouverneur pour gouverner nostredicte duchié et le bailliage ». (Bibl. nat., fr. 25944, Villes, I, n° 130.)

Lettres de mars 1383 : « ...le bailli ou gouverneur du bailliage d'Orléans ». (*Ordon.*, t. VII, p. 63.)

(2) « Jehan Davy lieutenant en la chastellenie et ressort de Chasteauregnart de noble homme monseigneur le gouverneur du duché d'Orléans. » (Arch. dép., A. 219.) — « Raoul seigneur de Gaucourt... gouverneur du duché et capitaine d'Orléans. » (Arch. dép. A. 2105.) — Arch. dép., A. 224, A. 2107. — HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, p° 19. — LE MAIRE, *Antiq.*, p. 246.

(3) Acte du 28 févr. 1399 (Arch. dép., A. 1090).

(4) « Assises de Montargis tenuës par nous, Guillaume de Rosay, chevallier maistre d'ostel du roy nostre sire et bailli d'Orliens, le dimanche second jour du mois de may l'an mil CCC IIII^{xx} et neuf » (Arch. dép., A. 1091).

sent, il s'agit du droit d'exercer juridiction pour cas royaux et pour cas de ressort sur les exempts (1) », c'est-à-dire de juger « ceux que leur privilège ou la qualité de la chose dont il s'agit exemptoit de la justice des seigneurs et les attribuoit de droit à celle du roy » (2). « Nul ne dira que le bailliage de Sens fût le comté de Champagne, ny que le bailliage de Mascon fût le Duché de Bourgogne, ny que le Bailliage de Saint-Pierre-le-Moustier fût le Duché d'Auvergne, ny Duché de Berry, ny Comté de Nivernois (3) ». Cela est de toute évidence ; de même, l'on ne pourra dire que le bailliage de Montargis fût le duché d'Orléans. Il s'ensuit bien, conclut Coquille (4), que « le nom de Bailliage royal en cette antiquité n'est pas de province ny de territoire. » Nous n'avons donc pas à étudier le bailliage de Montargis ; si, en effet, celui d'Orléans nous intéresse, ce n'est que parce qu'il représente un droit attaché au duché d'Orléans ; mais, quand ce droit existe, comme c'est le cas à Montargis (5), en dehors de toute idée féodale et qu'il ne prend naissance qu'en vertu de la puissance royale, il sort complètement de notre sujet.

La justice du duché d'Orléans avait d'autres organes que le bailliage ; il y avait encore les pré-

(1) COQUILLE, *Hist. du Nivernois*, dans *Œuvres*, t. I, p. 508.

(2) Arch. dép., A. 922, f° 24.

(3-4) COQUILLE, *Discours des Etats de France*, dans *Œuvres*, t. I, p. 331.

(5) Nous ne parlons ici du bailliage de Montargis que dans ses rapports avec le duché d'Orléans ; car il est évident que dans sa châtellenie, le bailli de Montargis ajoutait à son caractère de juge royal du duché celui d'officier de sa châtellenie.

vôtés, ces vieilles institutions que nous avons déjà vues fonctionner dès le haut moyen âge. De même que le bailli, les prévôts étaient officiers ducaux (1).

Au point de vue administratif proprement dit, le duché d'Orléans avait aussi son autonomie qui se manifestait principalement dans l'institution des eaux et forêts. C'est ainsi que nous voyons le « maître et enquesteur général des eaux et forêts du duché d'Orléans (2) » qui ajoute bientôt à ce titre déjà pompeux le qualificatif de « souverain » (3). C'est qu'en effet, à cette époque, l'administration ducale des eaux et forêts était vraiment souveraine, en ce sens qu'elle échappait complètement à l'autorité du pouvoir central représenté par le « Souverain grand Maître » ; c'est ainsi qu'en 1407 Pierre Gillier, procureur du duc, avait dû rédiger le mémoire « de certaine entreprise nagueres fete de nouvel par Messire François de l'Ospital, chevalier, mestre des eaux et forets du royn nostre sire qui a voulu entreprendre cognoissance et juridiction es forets d'icelui duchié ou preindre de mondit seigneur le duc et de son droit » (4).

(1) 3 mai 1346 (*Ord.*, t. IV, p. 477). — Octobre 1392 (*Ord.*, t. VII, p. 515). — 17 novembre 1473 (*Arch. nat.*, X^{1a} 1486, fol. 118).

(2) « Noble homme Benues Dubois, écuyër de Monseigneur le Duc, maistre et enquesteur des eaux et forets du dit seigneur par tout son bailliage d'Orléans » (DE MAULDE, *Et. sur la condit. forest. de l'Orléan. au moyen âge et à la Renais.*, p. 307). — *Arch. dép.*, A. 2051.

(3) *Ibid.*, p. 308. — DOMET, *Hist. de la forêt d'Orl.*, p. 136.

(4) DE MAULDE, *Et. sur la condit. forest. de l'Orléan.*, p. 306.

Bien qu'une étude approfondie sur les eaux et forêts ne rentre pas dans notre sujet, il convient cependant de signaler, en passant, ce que cette administration avait de particulier dans l'Orléanais; cela contribuera à mettre en relief la personnalité du duché d'Orléans. La forêt d'Orléans était divisée « en six maîtrises de gardes » (1) qui « formaient une institution toute spéciale et dont nous n'avons pas trouvé de trace ailleurs » (2). Ces maîtres de garde jugeaient soit en dernier ressort, soit à charge d'appel à la maîtrise du duché. Deux fois par an, à l'Ascension et à la Toussaint, le grand maître du duché se rendait au chef lieu de chaque garde; il y présidait des assises solennelles; c'étaient les « Grands Jours des eaux et forêts. »

(1) LE MAIRE, *Ant.*, p. 35.

(2) DOMET, *Hist. de la forêt d'Orl.*, p. 138.

CHAPITRE IV

LE DUCHÉ D'ORLÉANS ENTRE LES MAINS DES ROIS DE FRANCE

En 1498, Louis, duc d'Orléans, devient roi de France, sous le nom de Louis XII; le duché d'Orléans fait retour à la couronne.

Il paraîtrait logique que le vieil édifice féodal privé dès lors de son couronnement, les ducs d'Orléans (1), ait croulé par le fait de la création de toutes les nouvelles divisions administratives d'alors : présidial, généralité, gouvernement militaire.

Il n'en a rien été. D'une manière générale, il semble d'ailleurs que ce soit la règle pour les grands fiefs que, malgré leur réunion à la couronne, ils conservent leur personnalité, tout au moins au point de vue purement féodal, celui de leurs mouvances. « Quand je dy relever directement de la couronne, dit Loyseau (2), je n'entends pas relever simplement

(1) Il est vrai que, dans le courant du xvi^e siècle, le duché d'Orléans fut souvent détaché de la couronne; mais ce ne fut toujours que pour peu de temps: il n'y eut pas de dynastie de ducs d'Orléans comme au xv^e ou même au xviii^e siècle. Pour prouver la survivance de notre duché, nous n'emploierons naturellement que des documents se rapportant aux époques où il ne se trouvait ni en apanage, ni en usufruit.

(2) *Seigneuries*, VI, 7.

du Roy à cause de quelque duché ou comté réuni à la couronne, mais j'entens qu'il faudroit en bonne jurisprudence que les grandes seigneuries relevassent du Roy, à cause de sa couronne. En quoy, il y a notable différence. » Cela est la conséquence logique de cet axiome des fiefs qu' « il suffit de prouver qu'un héritage ait fait partie d'un fief, pour que le Dominant, le Suzerain, même le Suzerain du Suzerain, soit en état d'en réclamer la mouvance » (1) ; car « les mouvances, c'est-à-dire les fiefs mouvants des chefs-lieux, sont inséparablement attachés au chef-lieu qui est la cause de leur mouvance » (2), et Guyot (3) ajoute que la plupart des fiefs mouvans du roi « en relèvent à cause de tel ou tel duché, tel ou tel comté réunis à la couronne et qui sont les chefs-lieux immédiats de ces fiefs et non pas la couronne. *Ces degrés de mouvances dans les fiefs unis à la couronne se conservent toujours.* » Cela n'est pas d'ailleurs seulement exact au point de vue purement théorique. C'était alors une vérité courante ; quand, par exemple, dans les coutumes, « il est parlé du Prince, ce n'est pas le Roy qui est entendu, mais le Duc ou Comte de la Province... que si le Duché appartenoit au Roy lors de la réduction d'icelles, elles entendent parler des droicts du Roy, non entant que le Roy, mais entant que Duc et Seigneur de la Province » (4), et Loyseau cite comme exemples les coutumes d'Anjou et de

(1) FRÉMINVILLE, *Prat. des Terriers*, t. I, p. 142.

(2) GUYOT, *Des Fiefs*, t. V, p. 467.

(3) *Op. cit.*, *passim*.

(4) LOYSEAU, *Des Seigneuries*, III, 89.

Normandie. Mais, objectera-t-on, on ne peut comparer l'Orléanais avec des provinces comme l'Anjou et la Normandie. C'est vrai ; cependant, nous avons des preuves qu'il en était de même en Orléanais. « On a déjà observé que nonobstant la réunion au Patrimoine Royal des fiefs de la première dignité, il n'y a pas, néanmoins, confusion ni suppression de leurs ressorts, soit pour les mouvances féodales inférieures, soit pour les fonctions de la justice ; le Prince même accommode souvent l'exercice de sa puissance au titre que lui donnent ces Domaines réunis ; cela se voit tous les jours dans les Patentes, graces et autres actes que le Roy accorde et fait expédier pour ses sujets dans les Duchez de Normandie, de Bretagne, de Bourgogne, et aux Comtés de Provence et de Toulouse ; car il ne signe pas seulement comme roi, mais les qualités ou de Duc ou de Comte de ces Domaines y sont encore ajoutées. Or, ce qui ne s'exprime pas en l'expédition de semblables Actes pour les autres Domaines réunis, comme Picardie, Champagne, Berry, *Orléans* et autres, se connoit néanmoins infailliblement par la qualité de l'Acte » (1).

Et d'abord, le duché d'Orléans subsiste comme circonscription. En 1601, Claude de la Châtre a le titre de « gouverneur pour sa Majesté des duchez et pays d'Orléans et Berry » (2) ; en 1615, François

(1) Extrait des propositions établies en 1668 par M^e Martin Husson, « célèbre avocat de la Cour », au profit de la duchesse de Noirmoutier contre Maître Jean Caillet, Fermier du Domaine de la Prévôté et Vicomté de Paris. (*Journal du Palais*, t. I, p. 39).

(2) Arch. nat., Q¹ 483.

d'Orléans, comte de Saint-Paul, celui de « gouverneur du Duché d'Orléans, Pays Chartrain, Blaisois, Dunois, Vendômois » (1), etc...

Cette circonscription conserve son ressort féodal : les foies et hommages, les aveux et dénombremens des fiefs sont rendus au roi, mais seulement en tant que duc d'Orléans. Citons quelques exemples pris au hasard, à diverses époques : dès le mois de février 1499, port de foi et hommage pour le lieu d'Herbelay « tenu en fief... du Roy nostre dit Seigneur pour raison et à cause de son chastellet dudit lieu d'Orléans » (2) ; c'est également ce qui est déclaré dans des Patentes du roi portant réception de cet aveu (3), ainsi que dans d'autres Lettres de François I^{er}, du 17 décembre 1523 (4). Un arrêt du Parlement de Paris, du 14 août 1539, constate que « le comté de Dunois, les fiefs et toutes les terres qui y sont, et les vassaux et fiefs ont toujours été et sont dépendans immédiatement du comté de Blois et non du Duché d'Orléans » (5), ce qui prouve bien que ce dernier a toujours son ressort féodal. Le 19 décembre 1595, l'aveu de la seigneurie de Montpipeau est porté au roi « a cause de son chastelet d'Orléans » (6) ; et voici qui est peut-être encore plus significatif : le 11 avril 1596, la sentence de vérification de cet aveu, rendue par la maîtrise des

(1) LE MAIRE, *op. cit.*, p. 231.

(2) Arch. dép., A. 442.

(3) «... Tenu et mouvant de nous a cause de nostre chastellet d'Orléans ». (Arch. dép., A. 442).

(4) « ... Tenu et mouvant de nous a cause de nostre duché d'Orléans ». (Arch. dép., A. 248).

(5) Dom THIROUX, *op. cit.*, p. 246.

(6) Arch. dép., A. 483.

eaux et forêts d'Orléans, porte que Montpipeau « est mouvant en fief du Roy à cause du fief d'Orléans » (1). Le 29 janvier 1596, Henri IV donne au sieur d'Escures tous les droits de lods et ventes de « la métairie d'Arbellay relevant de nous a cause de nostre duché d'Orléans » (2). Le 12 octobre 1609, les trésoriers généraux de France du bureau des Finances d'Orléans rendent un certificat où il est question de « tous les vassaulx possédans maisons, terres, seigneuries .. mouvans... en fief de sa majesté a cause de son duché d'Orléans » (3). Nous pourrions ainsi multiplier les exemples, mais l'énumération deviendrait fastidieuse et celle-ci suffit pour prouver que, de 1498 à 1626, le duché d'Orléans a toujours gardé son individualité féodale.

Le duché conserve aussi son « domaine incorporel » ; nous en avons une preuve dans le fait que le substitut du procureur général au bailliage d'Orléans « avoit fait saisir et mettre en notre main (le roi) le temporel, la justice et les juridictions de ladite abbaye de Bonneval... pour les réunir à notre domaine dans le duché d'Orléans » (4) ; d'ailleurs on tient encore les « comptes de la recette du domaine du duché d'Orléans » (5). A ce duché est toujours attaché le droit de justice sur toute

(1) Sur la sentence de vérification du bailliage, il y a « mouvant du roy, a cause du duché d'Orléans » (Arch. départ., A. 483).

(2) Arch. dép., A. 442..

(3) Arch. dép., A. 117.

(4) Arrêt du Parlem. du 14 août 1539 (Dom THIROUX, *Hist. de l'abb. de Bonneval*, p. 245).

(5) Arch. dép., A. 666, 1074, 1083.

son étendue; en mars 1572, Charles IX cède à Pierre Maillard « le dit lieu et vieil chasteau de Saint-Jehan-le-Blanc... réservant toutefois à Nous et au domaine de nostre duché d'Orléans la justice » (1). Pour exercer cette justice, il y a toujours le bailliage (2) dont le ressort ne s'est pas modifié et dont les officiers, auparavant au service du duc, sont à partir de 1498 représentants du roi, mais du roi duc d'Orléans (3). L'office de bailli et gouverneur d'Orléans est maintenu : « Le roy Louis XII, en décembre 1498, donna au seigneur de Montmorency le gouvernement et bailliage d'Orléans » (4). En 1518, le bailli s'intitule : « bailly gouverneur d'Orléans » (5). En 1519, messire Lancelot du Lac était « cappitaine et Bailly d'Orléans » (6). En 1521, « l'office de Bailly fut disjoint d'avec celui de gouverneur » (7); à cette date, en effet,

(1) Arch. dép., A. 1089.

(2) Il est à remarquer en effet que, dans certains fiefs, le bailliage fut supprimé lors de la réunion à la couronne de ces fiefs auxquels il était attaché. C'est ainsi qu'en 1505, quand Louis XII retira le duché de Nemours des mains du maréchal de Gyé, le bailliage de ce duché fut supprimé (*Ann. du Gâtin.*, XXI, p. 275, XXIII, p. 300).

(3) Pierre Le Berruyer, avocat fiscal de Monsieur le Duc en 1496 et avocat du roy en 1498, le duché étant réuni en la couronne en la personne de Louis II, duc d'Orléans, et XII, roi de France.

« Jean Le Fuzelier, procureur général et fiscal de Monsieur le Duc, ce même prince étant parvenu à la couronne en 1498, procureur du roy. » (Bibl. d'Orl., ms. 985)

(4) LE MAIRE, *op. cit.*, p. 227.

(5) Arch. dép., A. 2190.

(6) Arch. dép., A. 1083.

(7) BEAUVAIS DE PRÉAU, *op. cit.*, p. 172. — LE MAIRE, *op. cit.*, p. 228 et 246.

Jacques Groslot reçut sa provision de bailli d'Orléans (1), tandis que le gouvernement resta entre les mains de Lancelot du Lac (2). Depuis 1536, date de la mort de ce dernier, jusqu'en 1560, il n'y aurait pas eu, d'après Hubert (3), de gouverneur d'Orléans; dom Morin prétend, au contraire, qu'en 1537, Joachim de la Châtre avait « le gouvernement de la ville et duché d'Orléans » (4). Quoi qu'il en soit, nous savons, de l'aveu même de Hubert (5), que les lieutenants généraux continuaient à s'intituler, après 1536, « lieutenant général des bailliage et gouvernement d'Orléans »; de même, en 1543, Pierre Le Berruyer portait le titre d' « avocat du roi au bailliage, conservatoire et gouvernement d'Orléans » (6). Vers 1560, l'office de gouverneur fut de nouveau réuni à celui de bailli (7); François de Balzac « es sentences du Bailliage s'intituloit... bailly et gouverneur d'Orléans » (8). Enfin, le

(1) *Catal. des actes de François I^{er}*, t. V., p. 526, n° 17380.

(2) *Ibid.*, t. III, n° 7600.

(3) *Mém. pour l'hist. de l'Orl.*, t. II, f° 19. — Nous n'empruntons pas de renseignements à LE MAIRE sur ce détail particulier: il y a à ce sujet, dans son ouvrage, des contradictions flagrantes.

(4) Dom MORIN, *op. cit.*, t. II, p. 570. — Cf. BEAUVAIS DE PRÉAU, *op. cit.*, p. 176.

(5) *Loc. cit.* — LE MAIRE, *op. cit.*, p. 251.

(6) *Actes de François I^{er}*, t. IV, p. 536, n° 13510.

(7) LE MAIRE, *op. cit.*, p. 228.

(8) LE MAIRE, *op. cit.*, p. 229. — En 1604, ordonnance de « François de Balsac, seigneur d'Entragues, ... bailly-gouverneur d'Orléans. » (Arch. comm. EE, (suppl.) 1). Il ne faudrait pas prendre ce titre de gouverneur dans le sens de lieutenant général du « gouvernement de l'Orléanais », division administrative très étendue qui comprenait, à l'origine « l'Orléanois,

6 mai 1610, un arrêt du Conseil défendit « tant au sieur de Marcoussis (1), gouverneur du duché d'Orléans, qu'au comte de Cheverny, gouverneur de Blois » d'exercer à Suèvres, tant qu'un maître des requêtes n'aurait pas recherché à quel gouvernement appartenait cette ville (2).

Les prévôtés subsistent ; le prévôt d'Orléans est maintenu, dans les comptes de la recette du domaine, parmi les officiers du duché d'Orléans (3).

Enfin les eaux et forêts restent toujours un organe administratif du duché. Le souverain grand maître, il est vrai, reprit juridiction sur elles ; mais elles n'en sont pas moins attachées au duché, de même que le fait de dépendre du Parlement de Paris n'empêchait pas le bailliage d'être un organe du duché. En 1537, Joachim de la Châtre, seigneur de la Maisonfort, est pourvu de l'office de maître des

le Blaisois, le Vendômois, le Païs Chartrain, le Maine, le Perche, le Nivernois, partie du Gâtinois, le Berry, la Touraine, l'Anjou, le Poitou, le Païs d'Aunis et l'Angoumois » et qui, plus tard, fut réduite à « l'Orléanois, la Beauce et Païs Chartrain, le Perche Gouët, le Dunois, partie du Gâtinois, le Blaisois et le Vendômois. » (*Détail hist. dans la ville d'Orl.* p. 15). Si, de fait, le bailli-gouverneur d'Orléans était le plus souvent aussi gouverneur général de l'Orléanais (LE MAIRE, *op. cit.*, p. 228), ces deux fonctions étaient cependant absolument distinctes, quoique réunies sur la même tête. Ici, le mot de gouverneur est entendu dans le sens de gouverneur du duché, comme nous le prouve l'arrêt du Conseil d'Etat de 1610 que nous allons citer.

(1) Ce sieur de Marcoussis était François de Balzac, bailli d'Orléans. (BEAUVAIS DE PRÉAU, *op. cit.*, p. 173 et 176).

(2) *Invent. des arrêts du Conseil d'Etat* (règne de Henri IV), t. II, 15646.

(3) Arch. dép., A. 1083.

eaux et forêts du duché d'Orléans (1) ; en 1596, Nicolas Gruet était « grand maître des eaux et forêts du duché d'Orléans » (2). Il n'y a pas d'ailleurs que les grands maîtres qui subsistent ; tout l'organe administratif survit à la réunion du duché à la couronne, avec tous les officiers dont il était composé. C'est ainsi que, le 11 août 1603, un arrêt du Conseil d'Etat règle le paiement des officiers des eaux et forêts du duché (3) et, en 1609, les « greffiers des eaux et forêts sont dispensés de suppléer à raison du denier vingt » (4). Il faut noter enfin que les assises qui avaient lieu dans chaque garde sous le nom de Grands Jours des eaux et forêts se tinrent désormais au siège de la maîtrise du duché, chaque année, au mois de janvier (5).

Le retour du duché au domaine royal n'a donc pu détruire ce duché. A la qualité de souverain s'ajouta, en la personne du roi, celle de duc d'Orléans ; le fief est resté intact avec son domaine corporel et incorporel, avec toutes ses institutions et ses officiers : l'Orléanais avait conservé son individualité.

(1) *Actes de François I^{er}*, t. III, n° 9466.

(2) Arch. dép., A. 483.

(3) *Invent. des arrêts du Conseil d'Etat*, t. II, n° 7756.

(4) *Ibid.*, n° 14663.

(5) DOMET, *op. cit.* — DE MAULDE, *op. cit.*, *passim.* — HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, f° 62.

CHAPITRE V

LE DUCHÉ D'ORLÉANS SOUS LES SECONDS DUCS APANAGISTES

(1626-1789)

ARTICLE PREMIER

POUVOIRS DU DUC APANAGISTE

En 1626, le duché d'Orléans est, de nouveau, donné en apanage et restera détaché de la couronne jusqu'à la Révolution.

Il y eut, dans cette longue période, deux constitutions d'apanage : la première, le 31 juillet 1626, au profit de Jean-Baptiste Gaston de France, frère de Louis XIII ; la seconde, en mars 1661, en faveur de Philippe, frère de Louis XIV. Mais le régime de ces deux apanages ayant été exactement le même, nous avons cru pouvoir les réunir sous un même chapitre.

Les droits de l'apanagiste se sont profondément modifiés depuis le x^ve siècle ; on peut dire que l'apanage ne consiste plus qu'en une pension annuelle et pécuniaire, pour la perception de laquelle l'apanagiste se voit délivrer une certaine quantité de terres (1) : « donnons, octroyons et délaissions par ces présentes à nostre dit frere... et

(1) CHOPIN, *Du Domaine*, t. III, n° 9.

a ses enfans masles descendans de luy en loyal mariage pour leur apanage et entretenement, selon l'ancienne nature des apanages... les duchez d'Orléans, de Chartres... ainsi qu'ils se comportent, estendent, consistent de toutes parts, tant en villes, citez, chasteaux, chastellenies, places, maisons, forteresses, fruicts, profits, cens, rentes, revenus, émolumens, honneurs, hommages, vassaux, vasselages et sujets, bois, forests, estangs, rivières, fours, moulins, prez, paturages, fiefs, arrière-fiefs, justices, juridictions, patronages d'églises, collations des bénéfices, aubenages, forfaictures, confiscations et amendes, quints, requints, lots, ventes, profits de fiefs et tous autres droicts et devoirs quelconques qui nous appartiennent esdits Duchez... et ce jusques à la concurrence de la somme de cent mil livres tournois de revenu par chacun an, les charges préalablement acquittées. »

L'apanagiste avait, dans son duché, l'exercice des droits féodaux ; mais il ne l'avait pas pleinement : les fois et hommages, aveux et dénombremens ne sont plus rendus, comme aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, au duc d'Orléans seul, mais cumulativement au roi et au duc. Quant à la justice, il semblerait, d'après les termes des Lettres royales (1), qu'elle soit rendue, comme au ^{xv}^e siècle, sous le nom seul du duc d'Orléans. Il n'en fut cependant pas ainsi ; nous savons, par le terrier de 1676, que des Lettres du 17 juin 1627 décrétèrent que la jus-

(1) «... et le surplus de la justice et jurisdiction ordinaire desdits duchez... sera exercée et administrée au nom de notre dit frère. »

tice soit exercée « au nom du Roy et de Monseigneur conjointement » (1).

Dans les Lettres d'apanage, le roi se réservait « la connoissance des cas royaux et de ceux dont, par prévention, nos officiers doivent et ont accoutume de connoistre. pour lesquels décider, connoistre et déterminer, seront par nous créés, mis et établis juges des exempts ou autres, lesquels auront la connoissance des dits cas et matières. » Mais le terrier de 1676 fait remarquer que « cette clause a été considérée comme un reste de l'ancien stile et n'a pas été exécutée ». En effet, « cette diversité de juges et de sièges apportoit de la confusion et donnoit lieu à de fréquents conflits » ; c'est pourquoi, « nos rois voulurent que les Présidiaux qu'ils avoient nouvellement établis tinssent lieu de juges des exems dans les seigneuries tenues en apanage. » Puis, peu de temps après, Charles IX, par « des Lettres du 28 juillet 1568... fit agréer aux princes ses frères ausquels il avoit donné l'apanage d'Anjou et d'Alençon que la juridiction ordinaire fut administrée aux peuples au nom de Sa Majesté et de ces princes conjointement et cumulativement » (2). Ces Lettres de 1568 furent renouvelées, pour l'apanage d'Orléans, par celles du 17 juin 1627, comme nous venons de le voir. Dès lors, les cas royaux ne ressortirent plus devant des juges spéciaux, mais devant les juges ordinaires du duché ; seulement pour ces cas royaux, la justice « s'administrait par les officiers au nom seul de Sa Majesté ». Cette combinaison eut le rare privilège

(1) Arch. dép., A. 922, f^o 25.

(2) Arch. dép., A. 922, f^o 24 v^o.

de satisfaire tout le monde : « A l'égard du roy, elle lui conservoit sur l'appanage beaucoup plus de marques de pouvoir et de souveraineté qu'il ne paraissoit y en avoir au paravant, la Justice s'y rendant en tous cas et sur toutes sortes de personnes en son nom par des officiers chargés de serment vers Sa Majesté. Les princes avoient aussi l'apparence d'un plus grand émolument de la disposition des offices augmentés de prix par cette double fonction et encore des amendes, forfaitures et confiscations et autres fruits de la justice royale jointe à la leur, et les Peuples enfin esperoient la décharge d'une infinité de frais inévitables d'officiers » (1).

L'apanagiste a la « pleine provision et institution » (2) de ses officiers ; il « la fait expédier en forme de Lettres Patentes par son chancelier et autres officiers sous le grand sceau de ses armes en cire rouge, sur lesquelles les officiers ainsi pourvus sont admis et receus à l'exercice et fonction de leur office, par telle cour et juridiction que ce soit sans qu'on les puisse obliger de prendre provisions du roy, sinon au cas qu'ils veuillent avoir la juridiction des cas royaux ou connaître des différens et des biens des privilegiez » (3). Quant aux officiers extraordinaires (officiers du grenier à sel, de l'élection, etc.), ils n'étaient pas officiers du duché ; le duc n'aurait donc eu aucun droit à leur égard. Mais des Déclarations du 31 juillet 1626 et du 20 février 1692 accordèrent aux ducs d'Orléans « la nomination aux bénéfices et aux offices et com-

(1) Arch. dép., A. 922, f° 146 v°.

(2) Lettres d'apanage.

(3) Arch. dép., A. 922, f° 26 v°.

missions extraordinaires dans les terres de leur apanage. » C'était donc bien par privilèges spéciaux et non en vertu de leur duché que les princes d'Orléans jouissaient de ce droit ; sinon, les Déclarations de juillet 1626 et de février 1692 eussent été inutiles, puisque, par les Lettres d'apanage, le roi délaissait : « *tous les droicts qui lui appartenaient es dits duché... et à cause d'icelui.* »

Le duc d'Orléans avait le droit d'établir une Chambre des Comptes ; mais son ressort n'était pas restreint au seul duché d'Orléans ; il s'étendait sur tout l'apanage.

Il faut noter enfin qu'à la mort de l'apanagiste, le duché d'Orléans ne devait passer, selon la règle générale, qu'aux « successeurs masles en droite ligne et loyal mariage » et que, tenu en pairie, il obligeait à l'hommage-lige (1).

ARTICLE II

INDIVIDUALITÉ DU DUCHÉ D'ORLÉANS : SES INSTITUTIONS

Les pouvoirs de l'apanagiste ont donc été, comme nous venons de le voir, singulièrement restreints ; cependant, le duché d'Orléans, entité juridique, n'en conserve pas moins une réelle personnalité ; la terre féodale, le duché, subsiste dans son intégrité, bien que le duc d'Orléans n'en soit plus,

(1) Gaston d'Orléans rendit foi et hommage au roi le 8 mai 1627 (GODEFROY, *Cérémon. françois*, t. II, p. 672).

comme aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, l'expression parfaite.

Au point de vue féodal, le duché garde toute son individualité : jusqu'en 1789, l'hommage et l'aveu des fiefs sont toujours rendus « à cause du châtelet d'Orléans ». Peu importe qu'ils ne soient plus portés au duc d'Orléans seul, mais cumulativement au roi et au duc, car « si c'est au seigneur qu'on rend la foi, on ne la lui rend qu'à *cause de son fief dominant* d'où relèvent les vassaux » (1). Le ressort féodal du duché, au ^{xviii}^e siècle, n'était donc pas un vain mot.

Il faut ajouter de nouvelles enclaves à celles qui existaient au ^{xv}^e siècle. En février 1606, la baronnie de Sully est érigée en duché-pairie (2).

Au milieu du ^{xvii}^e siècle, le prince de Condé désirait vivement posséder la seigneurie de Seurre (3) qui était entre les mains de Roger de Termes et sur laquelle reposait le titre de duché de Bellegarde. Ce dernier y consentit à la condition que son duché-pairie fût transféré sur le marquisat de Choisy-aux-Loges (4). Le roi accéda à cette demande et, en janvier 1646, le marquisat de Choisy devenait le duché de Bellegarde (5). Mais, après la mort du duc d'Antin, Bellegarde, vendu à Gauthier de Bésigny, président honoraire au Parlement de Paris, « revint à sa première nature » de marquisat

(1) GUYOT, *Des Fiefs*, t. IV, p. 236.

(2) Père ANSELME, t. IV, p. 206.

(3) Côte-d'Or, ar. Beaune, ch.-l. cant.

(4) Auj. Bellegarde, ar. Montargis, ch.-l. cant.

(5) Père ANSELME, t. IV, p. 301.

mouvant « de Monseigneur le duc d'Orléans à cause de son duché d'Orléans » (1).

En novembre 1665, la terre de la Ferté-Senne-terre (2) devint duché-pairie en faveur de Henri de Saint-Nectaire, maréchal de France, en récompense du courage et de l'habileté qu'il avait montrés à Rocroy et à Lens et de la victoire qu'il avait remportée sur le duc de Lorraine, au combat de la Vallée (3). Mais, le 1^{er} août 1703, Henri, duc de la Ferté-Senneterre, son fils, mourut, ne laissant que des filles et la pairie fut éteinte.

Enfin, en juin 1770, Châteauneuf-sur-Loire fut érigé en duché-pairie au profit du duc de la Vrillière (4).

Le duché d'Orléans avait conservé aussi son individualité judiciaire et administrative.

A ce duché, entité juridique, sont attachés des droits, comme nous l'avons déjà dit. C'est ainsi que Le Clerc de Douy, procureur au bailliage et siège présidial d'Orléans, déclare avoir fait « extraire des minutes des notaires au Chastelet d'Orléans tous les actes propres à maintenir *les droits du duché d'Orléans* » (5). Ces droits forment le domaine incorporel (6) du duché; car le domaine d'une

(1) Arch. dép., A. 250.

(2) Auj. La Ferté-Saint-Aubin, ar. Orléans, ch.-l. cant.

(3) Père ANSELME, t. IV, p. 881.

(4) Arch. dép., A. 193.

(5) Arch. dép., A. 912.

(6) C'est à dessein que nous n'employons pas l'expression « droits domaniaux »; ces termes, qui sont entendus généralement dans un sens beaucoup plus large que le nôtre, ne rendraient pas notre idée.

seigneurie, ce n'est pas seulement l'ensemble des territoires qui lui sont incorporés, qui n'ont pas été inféodés; c'est encore les droits qui ont été attachés à la terre « comme tenant lieu de la portion de glèbe qui en a été démembrée », qui « en font une partie intégrante et originaire » et qui, par conséquent, subsistent tant que le fief dont ils sont la conséquence subsiste » (1); le mot domaine ne signifie pas seulement le fief principal, le manoir où les vassaux doivent rendre hommage, mais aussi, comme son étymologie l'indique, tous les droits qui se rattachent à la seigneurie (2). Le domaine, c'est « la propriété d'héritage et... tout ce qui est une suite de cette propriété »; c'est le « patrimoine du seigneur de fiefs » (3).

Parmi ces droits dont est composé le domaine du duché d'Orléans, il y a, en premier lieu, celui d'exercer la justice. Les Lettres d'apanage sont formelles : le duché d'Orléans « se comporte... et consiste... en villes, cités, chasteaux, chastellenies..., vassaux..., fiefs, arrière-fiefs, *justices, jurisdictions...* et tous autres droits » et, plus loin, il est parlé de la « justice et juridiction ordinaire dudit duché ». Aussi, le terrier de 1676, en nous faisant connaître « l'état du domaine du duché d'Orléans », place-t-il en première ligne « la justice

(1) GUYOT, *op. cit.*, *passim*.

(2) « ... *Alibi solum significat dominium seu jus Dominium seu jus Domini in territorium et census propter clientelam ex eo percipiendos; alias tandem quasvis possessiones ad Dominum pertinentes significat.* » (DU CANGE, *Glossar. mediæ et infimæ Latinit.*, au mot *domanium.*).

(3) CHOPPIN, *Du Domaine*, liv. I, ch. II, p. 12.

et juridiction » (1) ; et, « en effet, ajoute-t-il, quoy qu'il soit vray en certains cas que le fief et la justice n'ayent rien de commun entre eux, on peut dire néanmoins, suivant l'usage ordinaire du royaume, que la justice a toujours été regardée comme le plus noble et le plus considérable ornement d'une seigneurie, non seulement par son excellence, comme une émanation de la souveraineté du prince et la participation d'une qualité qui lui est essentiellement propre, mais aussi parce qu'elle tombe en fruit et qu'elle est l'unique et véritable source de profits casuels ». Aussi, au XVIII^e siècle, par Lettres patentes du mois de juin 1723, le roi exprime la volonté que, dans la paroisse d'Aulnay-la-Rivière (2), « le sieur de Rocheplatte soit et demeure propriétaire a toujours de la haute, moyenne et basse justice qui pouvait appartenir à M. le Duc d'Orléans à cause de sa chastellenie d'Yèvre-le-Chastel » (3), membre de son duché d'Orléans. Par conséquent, bien que, comme nous l'avons vu, cette justice ne soit plus exercée au nom seul du duc, elle n'en reste pas moins attachée au duché d'Orléans.

En conséquence, tout ce qui fait partie du duché d'Orléans est donc soumis à la juridiction immédiate ou médiate des juges de ce duché (4). Mais quels sont ces juges ?

(1) Arch. dép., A. 922, f^o 23.

(2) Loiret, ar. de Pithiviers, c. de Puiseaux.

(3) Arch. dép., A. 1093.

(4) C'est avec intention que nous n'employons plus les expressions de juges ducaux ou officiers du duc puisque, à cette époque, comme nous l'avons déjà exposé, le duc n'est plus, si l'on peut dire, l'incarnation du duché.

Le terrier de 1676 va nous l'apprendre. Il y a d'abord « les officiers généraux du duché et bailliage (1) d'Orléans qui ont fonctions et juridiction dans toute leur étendue tant de leur chef, c'est-à-dire comme juges ordinaires, que comme juges supérieurs et d'appel » (2). Il faut bien comprendre, en effet, comme nous l'avons exposé plus haut, que « le mot bailliage ne signifie pas territoire... ains signifie un droit d'exercer juridiction » (3); dans l'Orléanais, ce droit était attaché au domaine du duché. C'est bien ce qui ressort des Lettres d'apanage : « ... desquels offices de baillifs, seueschaux, juges et autres officiers *dépendans du domaine dudit duché.* » Le bailliage d'Orléans est donc la juridiction domaniale du duché d'Orléans, c'est-à-dire celle « *quæ domanii est seu domini* » (4).

(1) Nous n'avons pas à nous occuper ici du Siège Présidial. Quoique rattaché au bailliage, il ne dut son origine qu'à des causes purement administratives et ne dépendit jamais du domaine du duché. En effet, alors qu'au XVIII^e siècle, la justice était rendue, comme nous l'avons vu, au nom du roi et du duc, les cas présidiaux faisaient exception et étaient jugés au nom du roi seul (Arch. dép., A. 922, f^o 23).

(2) Arch. dép., A. 922, f^o 26.

(3) COQUILLE, *Comment. sur les Coust. de Nivern.*, dans *Œuvres*, t. II, p. 6. — Loyseau exprime bien la même idée en disant que le mot bailliage signifie le ressort de la justice, tandis que le mot pays signifie « l'enclave ou territoire » (*Seigneuries*, XII). Cela est si vrai, d'ailleurs, qu'à la rédaction des coutumes, ce sont les « manans et habitans de telle et telle chatellenie et ressorts d'icelle » qui comparaissent, et non pas : de tel et tel bailliage; on ne peut pas dire qu'on habite un bailliage, puisque ce mot ne désigne pas une circonscription territoriale, de même qu'aujourd'hui on ne peut dire qu'on habite une cour d'appel.

(4) DU-CANGE, au mot : *Domanaria jurisdictio*.

Voilà pourquoi le bailli est « bailli du duché ». Le 19 novembre 1646, le chancelier du duc d'Orléans adresse une commission « au bailli du duché d'Orléans » (1) ; dans des Lettres du 12 février 1772, le roi donne au marquis d'Avaray le titre de « grand bailli d'épée du bailliage et duché d'Orléans » (2). Si ce titre de bailli ne correspond plus, comme au ^{xv}^e siècle, à celui de gouverneur, remarquons toutefois que ces deux charges de bailli et de gouverneur étaient, au ^{xvii}^e siècle, généralement réunies sur la même tête (3) et qu'il semblait y avoir entre elles une certaine liaison puisque, le 13 février 1789, Pierre-Augustin Curault s'intitule « Lieutenant général, Commissaire-Enquêteur au Bailliage, Siège Présidial et Chatelet de la ville, duché et *gouvernement* d'Orléans » (4).

Le bailliage, institution du duché, doit donc encore avoir le même ressort que ce duché. Tous

(1) Arch. dép., A. 1063.

(2) Arch. dép., A. 676.

(3) Règlement pour « la garde et conservation de la ville » composé par le marquis de Sourdis, « gouverneur et lieutenant général pour sadite Majesté des pays Orleanois, Blésois, Sologne, Dunois, Perche, Chartrain et Vendosmois, gouverneur et bailli d'Orléans » (sans date). (Arch. commun. d'Orléans, E E (suppl.), 1.

(4) Bibl. d'Orl., ms. 541, fol. 140. — Il faut remarquer aussi que le gouvernement du duché a encore, à cette époque, une certaine autonomie. Bien que ce ne soit plus un officier du duché qui ait le titre de gouverneur, il y a du moins un fonctionnaire, de création récente, dont le ressort semble devoir correspondre, à peu de chose près, à celui du duché ; c'est le « lieutenant de Roy dans la province d'Orleanois. » (Arch. dép., C. 138). (Cf. *Détail histor. de la ville d'Orl.*, p. 16).

les auteurs affirment cette similitude. Citons-en quelques-uns seulement. Le terrier de 1676 dit que les dix châtellenies royales « qui toutes ensemble forment le duché... portent les bornes de leur justice et juridiction aussi avant que leur mouvance et féodalité » (1). En 1698, Boulainvilliers, en son Mémoire sur la généralité d'Orléans, est aussi formel : « Le bailliage d'Orléans s'étend aussi loin que le duché, dont les mouvances bornent sa juridiction » (2). Au XVIII^e siècle, Bruzen de la Martinière (3) et Expilly (4) s'expriment dans les mêmes termes.

Il y a cependant une exception qu'il est nécessaire d'examiner (5) ; elle concerne le Perche-

(1) Arch. dép., A. 922, f^o 16.

(2) BOULAINVILLIERS, *la Génér. d'Orl.*, p. 35.

(3) *Grand dictionnaire géographique*, au mot : Orléans.

(4) *Dictionnaire*, au mot : Orléanais.

(5) Il y avait aussi quelques seigneuries qui, bien que situées en dehors des limites du duché, relevaient cependant du bailliage d'Orléans ; c'était, du côté du Blésois, Suèvres (L.-et-Ch., ar. Blois, c. Mer) ; du côté du duché d'Etampes, Sainville (E.-et-L., ar. Chartres, c. Auneau), Authon, le Plessis-Saint-Benoît et Sonchamp (S.-et-O., ar. Rambouillet, c. Dourdan), et, dans le Berry, Châtillon-sur-Loire (Loiret, ar. Gien, ch.-l. canton). Etant donné le peu d'étendue que les territoires de ces paroisses représentent, nous n'avons pas ici à entrer dans les détails. Notons cependant que toutes ces exceptions avaient des raisons d'être historiques. C'est ainsi, par exemple, que Châtillon-sur-Loire, autrefois du bailliage de Berry, ne fut transféré à celui d'Orléans qu'à la prière des religieux de Saint-Benoît-sur-Loire qui en étaient seigneurs. (LA THAUMASSIÈRE, *Hist. de Berry*, p. 46.) De même, les justices d'Authon, Sainville, le Plessis-Saint-Benoît et Sonchamp ne furent distraites du bailliage d'Etampes qu'« à cause des lettres de gardes gardiennes accordées à

Gouet ou Petit-Perche et la ville de Bonneval (1).

Les « Cinq Baronnies » (2) du Perche-Gouet étaient « mouvantes en plein fief de l'évesque de Chartres à cause de sa baronnie de Pontgouin » (3), lequel lieu « est tenu du Roy.. à cause de son comté de Chartres » (4). Aussi, en 1266, Jean Tristan de France, fils de saint Louis, avait rendu hommage à l'évêque de Chartres pour la terre d'Alloyes (5). Le Perche-Gouet n'était donc pas du duché d'Orléans. Nous savons aussi que les comtes de Chartres ont, à plusieurs reprises, exercé leur droit de suzeraineté sur cette région : par un titre de l'abbaye de Bonneval, du mois de juin 1265, on sait que « les hommes demeurans dans la ville et

M. l'abbé de Saint-Benoist-sur-Loire, seigneur de ces justices, lesquelles luy donnaient droit de *commitimus* pour toutes ses causes devant le Bailly d'Orléans. » (Procès-verb. de la cout. d'Etampes. — Arch. dép., A. 1093). Toutes ces seigneuries ne relevaient donc du bailliage d'Orléans qu'en tant que bailliage royal et non pas en tant qu'organe judiciaire du duché.

(1) Eure-et-Loir, ar. Châteaudun, ch.-l. cant.

(2) Le Perche-Gouet, région comprise entre Nogent-le-Rotrou et Châteaudun, était encore appelé « les Cinq Baronnies », parce qu'il était composé des cinq baronnies d'Alloyes (ar. Châteaudun, c. de Bonneval), Authon (ar. de Nogent-le-Rotrou, ch.-l. cant.), la Bazoche-Gouet (c. d'Authon), Brou (ar. de Châteaudun, ch.-l. cant.) et Montmirail (ar. Mamers, ch.-l. cant.).

(3) Ar. Chartres, c. Courville.

(4) Procès-verb. de l'anc. cout. d'Orl., dans RICHEBOURG, *Nouv. Cout. Génér.*, t. III. — Mém. de Guill. Laisné, dans *Mém. de la Société Arch. d'E.-et-L.*, t. I, p. 112. — HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, p. 180.

(5) DE LÉPINOIS et MERLET, *op. cit.*, t. II, p. 184.

banlieue de Bonneval », en ce qui est de l'étendue du comté de Chartres, « seront tenus d'aller à l'armée du comte ». Quelques années après, Pierre de France, comte de Chartres, et Jeanne, sa femme, décrètent que leurs sujets de Bonneval « ne seront armés d'oresnavant en ost ne en chevauchée, ne en banc ne en journées » (1).

Mais, bien que n'appartenant pas au duché d'Orléans, le Perche-Gouet était cependant du ressort du bailliage d'Orléans. En 1509, à la rédaction des anciennes coutumes d'Orléans, les représentants des Cinq Baronnies l'affirment (2). C'est également ce qu'expose, en 1581, M. de la Beaune, conseiller au Parlement, abbé commendataire de Bonneval, dans sa requête présentée au roi (3). Voici, d'ailleurs, des faits qui ne laissent aucun doute : En 1541, Robert Bourdeaux, sergent royal au bailliage d'Orléans, reçoit ce qui lui est dû « pour huit journées... par lui vacquées a aller es lieux de.. Bonneval, Alluye, etc. » (4) ; le 17 février 1547, le bailliage de Janville rend une sentence au sujet du four bannal d'Arrou (5) ; enfin les intitulés des actes notariés prouvent que les notaires du Perche-Gouet étaient établis « sous le scel » du bailliage d'Orléans (6).

(1) DOYEN, *Hist. de Chartres*, t. I, pp. 167 et 172.

(2) RICHEBOURG, *loc. cit.*

(3) Manuscrit de Dom ELIE, p. 119 (*Notice sur Bonneval*, p. 97, note).

(4) Arch. dép., A. 1091.

(5) Mémoire du procureur du roi de Janville du 18 août 1696 (Arch. dép. d'Eure-et-Loir, B. 827).

(6) Papiers de famille. — Arch. dép. d'E.-et-L., B. 827.

La chose, il est vrai, a toujours été contestée par les officiers du bailliage de Chartres. En 1509, lors de la rédaction des coutumes d'Orléans, ils soutiennent qu'ils ont autorité sur le Perche-Gouet, attendu que ce pays « est des appartenances du comté de Chartres » et que « toutes fois qu'il y a eu mandement du Roy pour faire son ban et arrière-ban... et qu'à ceste fin il y a eu Lettres patentes ou missives dudit seigneur adressans audit baillif de Chartres ou son lieutenant, iceluy baillif ou son lieutenant les ont fait publier en chascune desdites cinq baronnies » (1). Le procureur du roi au bailliage d'Orléans leur répond habilement qu'il « n'est à présent question de Pontgoing ne du fief, lequel en rien ne peut désigner la justice ne ressort » (2), car dire que la justice doive relever du même seigneur que le fief n'est qu'une présomption qui, comme toutes les autres, n'est valable que jusqu'à preuve contraire (3) ; et c'est pourquoi il lui faut ajouter que, « de tout temps et ancienneté », le Perche-Gouet a relevé du bailliage d'Orléans : « *ab antiquo et tali tempore cujus non exstat memoria medio tempore et novissimo.* » Le 14 août 1539, à propos d'un appel interjeté par les religieux de Bonneval, intervient un arrêt du Parlement de Paris qui déclare que « ces mêmes appellans seroient et étoient du ressort et de la jurisdiction du baillif d'Orléans au siège d'Yenville et non du

(1-2) RICHEBOURG, *loc. cit.*

(3) DENISART, *op. cit.*, aux mots : « Fief et justice n'ont rien de commun », et LOYSEAU, *Des Seigneuries*, IV, 26-27. — GUYOT, *op. cit.*, *passim*.

bailliage de Chartres » (1). Quelques années après, le roi ordonne, par Lettres Patentes du 12 septembre 1552, que « nonobstant que lesdits ressorts dudit Perche-Gouet et abbaye de Bonneval soient attribuez speciallement audit siège présidial de Chartres... ils subissent juridiction audit Yenville tout ainsi qu'ils faisoient auparavant » (2). Après ces deux actes officiels, il semblerait que le litige soit définitivement tranché. Il n'en est rien : dès 1583, lors de la rédaction de la nouvelle coutume d'Orléans, les officiers de Chartres renouvellent leurs prétentions, si bien qu'un arrêt du Parlement du 23 mars 1602 dut déclarer à nouveau que le Perche-Gouet était « tant en première instance es cas royaux que es cas d'appel du ressort et justice de la chastellenie d'Yenville, siège particulier du bailliage d'Orléans » (3). Mais, jusqu'à la fin, le bailliage de Chartres ne cessera de protester contre cet état de choses ; nous en avons la preuve dans des remontrances du procureur du roi de Janville datées du 18 août 1696 (4), dans une requête formulée par les officiers de ce même siège le 5 août 1698 (5) et dans une pétition qu'ils adressèrent à la marquise de Maintenon (6).

Les Cinq-Baronnies, fiefs chartrains, relevaient donc cependant du bailliage d'Orléans. Voilà semble-t-il, une difficulté qui constituerait, si elle ne

(1) Dom THIROUX, *Hist. de l'Abb. de Saint-Florentin de Bonneval*, p. 252.

(2) Mémoire de 1740, Arch. dép. d'E.-et-L., B. 906.

(3) Arch. dép. d'E.-et-L., B. 45.

(4) Arch. dép. d'E.-et-L., B. 827.

(5-6) Arch. dép. d'E.-et-L., B. 806.

pouvait se trancher, une exception formelle au principe que nous avons établi plus haut de l'assimilation du ressort du bailliage à celui du duché. D'après certains auteurs (1), ce ressort à Janville aurait sa cause première dans un ancien litige entre le comte de Chartres et l'évêque, tous deux prétendant au droit de ressort sur le Perche-Gouet ; ce que voyant, le roi aurait transféré ce ressort à Janville « comme dans un lieu de séquestre. » Ce n'est pas là le vrai motif. Les Cinq-Baronnies, étant de la justice temporelle de l'évêque, ne pouvaient relever du bailliage de Chartres qui était le siège de la justice du comté tenu alors en apanage. C'est pourquoi les appels du Perche-Gouet étaient portés, au début du xiv^e siècle, devant le bailliage royal de Verneuil (2). Mais, lorsque celui-ci tomba entre les mains du comte d'Alençon, Philippe de Valois, par Lettres du mois d'octobre 1335 (3), « octroia... audit évêque et à ses successeurs de ressortir à Yenville en la manière qu'ils ressortissoient audit lieu de Verneuil. » Neuf ans plus tard, en 1344, le bailliage de Janville devint seigneurial, lui aussi, par suite de l'apanage de Philippe d'Orléans. Son droit de ressort sur le Perche-Gouet aurait donc dû lui être retiré, comme le fut celui qu'il avait sur les biens du chapitre de l'Eglise de Chartres (4). Il n'en fut

(1) BRY DE LA CLERGERIE, *Hist. des Pays et Comté du Perche*, p. 9. — BORDAS, *op. cit.*, II, p. 7. — DOYEN, *op. cit.*, II, p. 328.

(2) Ar. Evreux, ch.-l. cant.

(3) *Ordon.*, t. XII, p. 29.

(4) *Ordon.*, t. V, p. 24. — Les affaires du Chapitre furent d'abord transférées à Poissy, puis directement au Parlement de Paris.

rien : les Cinq-Baronnies ont été du ressort de Janville « *nedum* le Bailliage et Duché d'Orléans estant tenu en la main dudit seigneur (le roi), mais *etiam* iceluy baillé en appanage à Messseigneurs les Ducs d'Orléans » (1). En effet, le 13 mars 1402, le siège de Janville rendit une sentence « entre les sieurs religieux et curé de Notre-Dame de Bonneval » (2) et, le 10 octobre 1422, intervint un « arrest donné au profit de Charles, duc d'Orléans, père de Louis XII » (3), par lequel les appels des Cinq-Baronnies devaient être portés à Janville. Cette anomalie s'explique par ce fait qu'il semble y avoir eu, à cette époque, contestation entre l'évêque de Chartres et le duc d'Orléans au sujet de la mouvance féodale des Cinq-Baronnies ; sinon, il n'eût pas été possible qu'un juge seigneurial instrumentât dans des terres placées sous la protection royale : c'eût été contraire aux règles du temps. Cette contestation nous est attestée par des Lettres de 1411, de Charles, duc d'Orléans, où il parle d'une « petite chastellenie appelée lille assise en notre conté de dunois et la conté de vendosme », que les religieux de la Trinité de Vendôme « tiennent en fié de nostre tres cher et tres amé oncle le duc de bar à cause de son chastel et chastellenie de Montmiral *et de nous en ressort et souveraineté à cause de notre chastel et chastellenie d'Yenville* » (4). Le Perche-Gouet était

(1) *Procès-verb. de l'anc. cout. d'Orl.* (RICHEBOURG, *loc. cit.*).

(2) Mémoire du proc. du roi de Janv., du 18 août 1696, Arch. dép. d'E.-et-L., B. 827.

(3) *Ibid.* — LE MAIRE, *op. cit.*, p. 29. — BOULAINVILLIERS, *La génér. d'Orl.*, p. 37.

(4) Arch. dép., A. 867.

done considéré alors comme étant de la mouvance féodale, non de la baronnie de Pontgouin, mais du duché d'Orléans; c'est pourquoi ses causes purent être maintenues au bailliage de Janville. Cette contestation semble avoir été de courte durée, car, en 1509, le substitut de l'avocat du roi au bailliage de Chartres soutient, sans qu'il soit contredit, que le Perche-Gouet relève de l'évêque de Chartres; mais le fait n'avait plus alors aucune importance au sujet du ressort de la justice, car, étant redevenu royal, le bailliage de Janville pouvait exercer sa juridiction sur les exempts et, par conséquent, conserver son droit de ressort sur les Cinq-Baronnies.

Le Perche-Gouet ne constitue donc pas une exception au principe de l'assimilation du ressort du bailliage à celui du duché, car — sauf au x^ve siècle où ses appels allaient à Janville précisément parce qu'il était considéré comme une mouvance du duché — il ne relevait du bailliage d'Orléans que par privilège royal, parce qu'il était exempt de la justice du comté de Chartres. Aussi bien, il fallut une disposition expresse du pouvoir central, les Lettres royales de 1335, pour établir ce ressort qui n'était pas dans l'ordre naturel des choses; or, comme le remarquèrent très justement les habitants du Donzinois en 1561, « causes déléguées ne sont propres ou ordinaires au juge qui est délégué » (1). Si le bailli de Janville a eu autorité sur les Cinq-Baronnies, ce ne fut pas comme juge de la châtellenie de Janville, comme juge féodal, mais seulement comme juge royal. Cela n'échap-

(1) Procès-verb. de la cout. d'Auxerre (RICHEBOURG, *op. cit.*, t. III, p. 618).

ne pouvait pas d'ailleurs aux habitants du Perche-Gouet : c'était « le vœu commun des nobles et du peuple d'avoir recours pour la décision de leurs affaires, et d'aller demander la justice en une ville (Chartres) des plus renommées et anciennes de la Gaule, leur voisine, dont leur mouvance dépend et sous les loix et coutumes de laquelle ils vivent tant au spirituel qu'au temporel » (1). Dans son cahier de doléances (art. 17), la ville de Bonneval déclara que le bailli de Chartres est son « juge supérieur *naturel* (2). » Aussi concluons-nous, avec Bry (3), en disant qu'il « n'y a point de doute que ceste partie du Perche ne soit de Chartres. »

Cependant l'assimilation du ressort du bailliage à celui du duché ne se perpétua pas jusqu'à la Révolution : deux châtellenies, celles de Lorris et de Châteaurenard, furent distraites, dans la suite, de la juridiction du duché pour ressortir au bailliage de Montargis. En janvier 1638, ce dernier fut élevé à la dignité de Siège Présidial et, déjà, il semblerait que l'édit de création ait soustrait Lorris et Châteaurenard au bailliage d'Orléans (4). Cependant, par

(1) BRY DE LA CLERGERIE, *loc. cit.*

(2) *Notice sur Bonneval*, p. 241. — Il est à remarquer aussi qu'aux Etats généraux de 1789, Bonneval comparut avec beaucoup d'autres paroisses du Perche-Gouet, non pas à Janville, mais à Chartres ; c'est un indice bien significatif.

(3) *Loc. cit.*

(4) ... Voulons et nous plaise qu'en notre dit siège présidial de Montargis présentement créé ressortissent et dépendent outre ce qui est de l'étendue et ressort accoutumé les justices de Lorrys et Château-Regnard comme doresnavant sièges particuliers du bailliage de Montargis » (Arch. dép., A. 315).

l'arrêt du Parlement de Paris du 12 juillet 1642, « rendu entre le dit sieur Beauharnois d'une part, et les lieutenans particuliers de Lorris, Chasteauregnard et le bailly de la Cour de Marigny (1), d'autre, ... defences sont faites aux dits lieutenants d'intituler à l'advenir aux jugemens et sentences qui seront par eux rendus autre que le bailli d'Orléans, ny de prendre autre qualité que celle de lieutenant du dit Bailly d'Orléans esdits sièges particuliers » (2). S'étant pourvus contre cet arrêt, les officiers de Montargis assignèrent devant le Conseil ceux d'Orléans, mais ces derniers obtinrent congé de cette assignation (3). Ce ne devait pas être d'ailleurs pour longtemps : par l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 juin 1650, le roi, « sans avoir esgard à l'arrest du Parlement de Paris du douze juillet mil vi^e quarante deux » établit « les dits officiers de Montargis en la jurisdiction des sièges particuliers de Lorris et Chasteauregnard et bailliage de la Cour de Marigny » (4). Ces sièges sont donc définitivement perdus pour le bailliage d'Orléans : dorénavant il y aura, à Lorris, un « lieutenant particulier du bailly de Montargis » (5) et les notaires devront se faire recevoir à Montargis (6). En 1779, le bailliage royal de Châteaurenard sera supprimé et les appels de cette châtellenie, devenue patrimoniale, iront à Montargis (7). Enfin, aux Etats généraux de 1789,

(1) Ar. de Montargis, cant. de Lorris.

(2) Bibl. d'Orl., B. 2093, pièce 11.

(3) Arch. dép., A. 1085, f^o 118 et s.

(4) Arch. dép., A. 315.

(5) Arch. dép., A. 251, 265.

(6) Arch. dép., A. 245.

(7) Arch. nat., AD. II 4.

Lorris comparaitra à Montargis comme bailliage secondaire.

Mais alors surgit l'objection : puisque Lorris et Châteaurenard, châtellenies du duché d'Orléans, appartiennent à un bailliage étranger, c'est donc qu'à cette époque celui d'Orléans n'était plus considéré comme un organe du duché, mais bien comme une institution judiciaire du pouvoir central ? Il serait permis de le supposer si nous n'avions des textes formels nous démontrant le contraire. Les Lettres d'apanage de 1661 ne peuvent nous laisser dans le doute puisqu'elles nous apprennent qu'alors encore l'office de bailli « dépendait du domaine » du duché d'Orléans (1). Mais, dira-t-on, ces Lettres de 1661 ne sont peut-être qu'une reproduction des formules de Lettres plus anciennes, où ces vieilles théories sont mises en vigueur pour les besoins du moment. Comment alors se ferait-il que, plus d'un siècle après, en 1772, le marquis d'Avaray soit appelé, dans des lettres royales, « grand bailli d'épée du bailliage *et duché* d'Orléans » (2) ? Non, au fond, le principe ne s'est pas modifié. Aussi sommes-nous d'avis qu'il faille expliquer ce fait du démembrement du bailliage d'Orléans d'une manière tout autre et beaucoup plus simple ; il faut recourir à l'histoire : les officiers du bailliage de Montargis, dont le ressort était assez restreint, avaient tout intérêt à voir ce ressort s'agrandir ; à force de suppliques, ils obtinrent gain de cause au détriment de ceux d'Orléans. Mais comme alors le duché d'Orléans et la seigneurie de

(1) Père ANSELME, t. III, p. 486.

(2) Arch. dép., A. 676.

Montargis se trouvaient entre les mains du même seigneur : le duc d'Orléans, celui-ci n'avait pas de raisons de défendre son domaine du duché, puisque ce qui lui était retiré de ce côté lui était rendu à Montargis ; voilà pourquoi ce domaine a pu être tronqué sans protestations.

Au reste, la perte de ces deux châtelainies de Lorris et de Châteaurenard nous semble, à un autre point de vue, assez intéressante : on peut se demander si ce n'aurait pas été un acheminement, un premier pas de fait vers la reconstitution de ce vieux comté de Gâtinais, dont ces seigneuries avaient été démembrées au profit du duché d'Orléans. Il est à remarquer aussi qu'à la même époque, dans le *Grand Atlas* de Blaeu (édit. française de 1667), le texte qui accompagne la carte du « Gastinois et Senonois » porte le titre de « pays et comté de Gastinois... » Il est donc certain qu'il y avait alors un réveil très marqué de particularisme au profit du Gâtinais (1).

Du fait de l'existence d'un bailliage dans chacune des châtelainies du duché d'Orléans, il ne faudrait pas conclure que l'unité du bailliage d'Orléans soit, par cela même, détruite. Tous les auteurs nous mettent en garde contre cette erreur (2) ; le corps

(1) Il faut observer aussi que, sur beaucoup de cartes de cette époque, comme nous l'avons déjà vu, le Gâtinais est indiqué ; mais il est divisé d'une manière tout arbitraire en Gâtinais français et Gâtinais orléanais ; le premier, dépendant du gouvernement de l'Ile-de-France, et le second, de celui de l'Orléanais.

(2) JOUSSE, *Traité de l'admin. de la Just.*, partie II, titre I, ch. V, sec. III, divis. I, art. VII — HUBERT, *Mém. pour l'hist. de l'Orl.*

du bailliage, nous dit Expilly (1) « est divisé en neuf sièges particuliers dans chacun desquels un lieutenant du bailli connaît en première instance des causes des nobles... » Ces lieutenants du bailli sont indépendants les uns des autres, mais celui d'Orléans a le droit de tenir les assises dans tous les sièges de ces châtelainies et, comme officier principal de tout le bailliage, il est qualifié lieutenant général, tandis que les autres se qualifient simplement lieutenants particuliers. C'est aussi ce que dit un légiste du XVIII^e siècle, Fourré (2), le commentateur de la coutume de Blois, et le terrier du duché d'Orléans (3). D'ailleurs, aux Etats généraux de 1789, ces châtelainies comparurent comme sièges particuliers du bailliage d'Orléans.

Enfin les prévôtés du duché subsistent. « Les premiers juges établis en chacune châtelainie à l'effet de rendre la justice au commun du peuple et pour la police des villes sous le nom de prévôts » étaient, tout comme le bailli, officiers du duché d'Orléans ; « l'exercice de la prévôté d'Orléans comme l'ordinaire et premier juge se faisoit aussi en leur nom » (4) (aux ducs d'Orléans). On sait que les prévôtés, tant seigneuriales que royales,

(1) *Op. cit.*, t. V, p. 329, au mot : *Orléanais*.

(2) « C'est ainsi qu'au bailliage d'Orléans les juges des sièges de Boiscommun, d'Yenville, etc., ne sont que lieutenants du Bailli d'Orléans. » (FOURRÉ, *Cout. génér. du pays et comté de Blois*, t. II, p. 686.)

(3) « ... Les lieutenants particuliers du Bailly d'Orléans au siège de chacune chatellenie... » (Arch. dép., A. 922.)

(4) Arch. dép., A. 922.

ont été abolies par l'article 24 de l'ordonnance de Paris (dite de Roussillon) de 1563, lorsqu'elles formaient double degré de juridiction ; elles ne furent cependant supprimées que successivement. Celles de l'Orléanais semblent s'être maintenues plus longtemps que beaucoup de leurs voisines (1) : à Beaugency et à Janville, la prévôté n'a été réunie au bailliage qu'en 1738 (2) et celle d'Orléans le fut seulement en 1749 (3). Mais l'abolition de cette dernière n'a pas empêché la survivance des privilèges qui lui étaient attachés. Les sentences rendues par la prévôté d'Orléans étaient exécutoires dans tout le royaume, sans qu'il fût besoin d'obtenir des lettres dites *pareatis* ; de même, les notaires d'Orléans pouvaient valablement instrumenter en dehors du ressort de la prévôté (4). Ce privilège subsistera intact après la réunion de la prévôté au bailliage ; l'article 21 de l'édit de suppression est formel : « Le scel du Châtelet d'Orléans continuera d'être attributif de juridiction ainsi qu'il l'a été par le passé » ; cette disposition a d'ailleurs été confirmée par un arrêt du Parlement de Paris en date du 26 juillet 1762 (5).

Au point de vue administratif proprement dit,

(1) Celle de Châteaudun fut réunie en 1586 (BORDAS, *op. cit.*, t. I, p. 46) ; celles de Blois et de la châtellenie, en 1634 et 1672 (FOURRÉ, *op. cit.*, t. I, p. 44) ; celle de Nemours, en 1655 (Arch. dép., A. 1294).

(2) *Calendriers histor. de l'Orléan.*

(3) *Ibid.* et Bibl. d'Orl., E. 4415, pièce 51.

(4) Cout. d'Orl., art. 463.

(5) Arch. dép., A. 1092.

nous retrouvons encore les officiers des eaux et forêts comme officiers du duché (1).

Il est vrai qu'avec les dernières années du xvii^e siècle a disparu définitivement le grand maître du duché (2), le successeur du souverain grand maître ; mais il y avait toujours les « maîtres particuliers » du duché. Ces derniers n'étaient cependant pas d'institution féodale, puisqu'ils furent créés pour tout le royaume dans le courant du xvi^e siècle et institués dans chaque bailliage et sénéchaussée royale ; mais, dans l'Orléanais, où le bailliage dépendait du duché, où son ressort était assimilé au territoire féodal, ces officiers furent, eux aussi, tout naturellement considérés comme fonctionnaires de ce duché ; aussi n'étaient-ils pas appelés maîtres particuliers du bailliage, mais bien du duché d'Orléans. On peut dire, en effet, qu'ils n'ont fait qu'usurper, dans l'Orléanais, les pouvoirs du grand maître du duché ; celui-ci, en effet, s'il se maintient encore, n'a plus de fonctions à partir de la fin du xvi^e siècle ; de cet office, ils ont hérité entièrement, en en prenant tous les caractères, même celui d'office féodal. On objectera que l'autorité de ces maîtres particuliers ne respectait pas les limites du duché et englobait le Pays Chartrain (3). La raison en est, croyons-nous, bien facile à découvrir : le duché de Chartres, qui s'étendait sur les grandes plaines de la Beauce, possédait fort peu de

(1) Terrier de 1676 (Arch. dép., A. 922, f^o 26).

(2) DOMET, *op. cit.*, p. 145.

(3) DOMET, *op. cit.*, p. 147. — *Etrennes Orléanaises*. — PLINGUET, *Traité des réformations*, p. 32.

bois ; aussi fut-il tout naturel de confier l'administration de ces quelques bois aux officiers du duché d'Orléans, puisque les deux duchés avaient alors le même seigneur. Il est à remarquer, en effet, qu'au xvi^e siècle, quand Chartres était entre les mains de la famille d'Este, tandis qu'Orléans était réuni à la couronne, les officiers de la maîtrise d'Orléans n'avaient pas juridiction sur le duché de Chartres (1) ; cela montre bien qu'originellement l'autorité de la maîtrise d'Orléans ne s'étendait pas sur le Pays Chartrain. Cette extension ne lui fut conférée que par la suite, nécessitée par les circonstances. Aussi ne voyons-nous pas comment ce pourrait être une preuve que la maîtrise d'Orléans ne dépendit plus du domaine du duché ; bien au contraire, ce serait plutôt, à la lumière des faits, une présomption en faveur de la thèse adverse. D'ailleurs, nous avons des preuves à l'appui : jusqu'à la Révolution, il sera parlé du « maître particulier des eaux-et-forets du duché d'Orléans » (2) ; nous rencontrons également dans le cours du xviii^e siècle un « capitaine grand gruyer des eaux-et-forets du duché d'Orléans » (3), un « contrôleur général des domaines et bois du

(1) Nous savons, en effet, par une ordonnance du grand maître enquêteur et général réformateur des eaux et forêts de France au département d'Orléans en date du 6 mars 1703, que cette juridiction fut accordée à la maîtrise particulière d'Orléans, non pas par l'édit de création, mais, postérieurement, par le Règlement général de la forêt d'Orléans et par un arrêt du Conseil d'Etat dont, malheureusement, nous n'avons pu retrouver la date. (Arch. dép., A. 102.)

(2) En 1763, Arch. dép., A. 118. — En 1777, Arch. dép., B. 167.

(3) Arch. dép., A. 1027.

duché d'Orléans » (1), des « arpenteurs », des « greffiers des eaux-et-forets du duché d'Orléans » (2), etc.

Si la compétence de la maîtrise d'Orléans s'étendait sur le Pays Chartrain, la châtelainie de Beaugency, en revanche, lui était fermée. Cette vieille seigneurie, qui, comme on l'a vu, avait un moment prétendu à l'indépendance, conserva, sous ce rapport, son autonomie ; jusqu'à la Révolution, elle eut sa maîtrise des eaux et forêts absolument indépendante de celle d'Orléans (3).

Enfin, il faut dire un mot des officiers des chasses. Malgré leur titre de « capitaine des chasses du duché d'Orléans » (4), nous ne croyons pas qu'il faille les considérer comme de véritables officiers du duché. Ils étaient de création récente : c'est au roi Henri II qu'ils devaient leur existence (5). Bien que contemporains des maîtres particuliers des eaux et forêts, leurs situations respectives étaient absolument différentes. Les fonctions des officiers des chasses étaient nouvelles ; il n'y avait pas d'anciennes charges dont ils aient pu hériter. Quand le roi a jugé à propos de les créer, il n'a eu d'autre titre que sa seule puissance souveraine et le duc d'Orléans — dont ils sont devenus les officiers lors de l'apanage — n'avait sur eux d'autres

(1) Arch. nat., R⁴ 1051. — *Détail histor. de la ville d'Orl.*, p. 107.

(2) Arch. dép., A. 1011.

(3) *Étrennes Orléan.* — PELLIEUX, *Essais histor. sur Beaugency*, t. II, p. 373. — Arch. dép., A. 1015.

(4) Arch. dép., A. 1023, — A. 1027. — *Étrennes Orléan.*

(5) Bibl. d'Orl., ms. 985.

pouvoirs que ceux qu'il avait reçus du roi, comme roi, et qui étaient de nature absolument différente de ceux qu'il recevait de lui en tant que seigneur du duché. Ces fonctionnaires étaient, si l'on veut, officiers des ducs d'Orléans plutôt que du duché d'Orléans. Et cela est si vrai que la déclaration royale qui supprima, en 1701, la capitainerie de Beaugency (1), ne fut pas donnée sur les représentations du duc d'Orléans, comme le fut, par exemple, l'édit de suppression de la prévôté en 1749 (2); cela prouve bien que les capitaineries des chasses ne dépendaient pas du duché.

(1) Arch. dép., A. 1023, f° 36.

(2) Arch. dép., A. 1092, f° 308 v°.

CHAPITRE VI

PERSONNALITÉ DU DUCHÉ D'ORLÉANS

Jusqu'à la Révolution, qu'il soit en apanage ou non, Orléans a donc été, sans interruption, chef-lieu d'une circonscription féodale. Nous n'avons encore étudié cette circonscription qu'au seul point de vue théorique; nous n'avons encore constaté que son existence juridique. Sans doute, nous ne sommes pas toujours restés dans l'abstrait; nous avons parlé des institutions qui dépendaient du domaine de cette seigneurie; mais ce n'était précisément que pour en bien prouver l'existence juridique. D'ailleurs, ces institutions n'étaient pas particulières au duché d'Orléans; il y avait des prévôtés ou des bailliages dans la plus grande partie de la France; s'ils n'étaient pas partout rattachés à des fiefs, si, au lieu d'être d'anciens organes féodaux, ils n'avaient jamais été en certains endroits que les organes du pouvoir central, ils n'en existaient pas moins cependant.

Il conviendrait maintenant d'étudier la vie morale du duché, d'examiner sa personnalité, de prouver son existence effective, de rechercher si cette seigneurie n'aurait pas eu certaines institutions propres, certains caractères particuliers qui l'aient distinguée de ses voisines en lui donnant une phy-

sionomie à part. En un mot, il faut rechercher si cette vieille circonscription qu'était le duché d'Orléans n'était pas autre chose qu'une simple division territoriale au point de vue féodal, comme l'était l'élection au point de vue financier, de sorte que le fait d'appartenir au duché d'Orléans plutôt qu'au comté de Blois ou au duché de Chartres n'eût pas eu plus d'intérêt que n'en avait celui de relever de l'élection d'Orléans ou de l'élection de Blois ou que n'en a aujourd'hui celui de dépendre du département du Loiret ou de celui de Loir-et-Cher.

ARTICLE PREMIER

AUTONOMIE DU DUCHÉ D'ORLÉANS

Il y a un fait qui, à lui tout seul, suffit à prouver que la personnalité du duché d'Orléans n'était pas un vain mot, c'est qu'il avait sa législation propre, sa coutume particulière.

Cette coutume, comme son titre l'indique (1), s'étendait sur tout le duché et le bailliage d'Orléans : « la coutume d'Orléans régit les neuf chastellenies royales, scavoir Baugency, Neufville, Yenville, Chateau-Neuf, Boiscommun, Vitry, Yèvre-le-Chastel, Lorris, Chateau-Regnard, lesquelles chastellenies ont tousjours esté régies selon les coustumes d'Orléans comme sièges particuliers du bailli d'Or-

(1) *Coutume des duché, bailliage et prévôté d'Orléans.*

léans » (1). Le ressort de la coutume suivait exactement, en effet, celui du duché, similitude qu'il est assez rare de constater ailleurs ; si certaines paroisses étaient contestées, si d'autres observaient deux coutumes, c'est que, précisément, leur ressort féodal était indécis ou qu'elles ne relevaient qu'en partie du duché d'Orléans. Ainsi, « la paroisse d'Avaray est régie par les coutumes de Blois et d'Orléans », parce que certains hameaux relevaient de Blois et d'autres d'Orléans (2). De même, à Nouan-le-Fuzelier, « il y a deux principales seigneuries dont l'une est appelée la seigneurie de Nouan et relève de l'Evêché d'Orléans, l'autre la seigneurie de Burtin et relève du comté de Blois » ; c'est pourquoi « on y suit deux coutumes ; dans les justices qui ressortissent en celle de Blois, on suit la coutume de Blois » (3). Bien souvent aussi, les aveux mentionnent cette similitude du ressort de la coutume avec celui du duché et bailliage (4).

(1) *Notes et mémoires tirés de l'ancien coutumier des bailliage et prévôté d'Orléans*, revus et corrigés par Léon Tripault (Bibl. d'Orl., ms. 1146). — « Sous les coutumes de Lorris-Orléans sont régis le duché et bailliage d'Orléans et sièges qui y ressortissent » (LA THAUMASSIÈRE, *Cout. loc. de Berry et celles de Lorris*, p. 391.)

(2) Lettre de M. Mazuray, curé d'Avaray. (Bibl. d'Orl., ms. 624).

(3) Lettre du curé de Nouan-le-Fuzelier, 18 février 1770 (Bibl. d'Orl., ms. 624.)

(4) « ...La rivière de Corvolle... faisant séparation de ladite coutume d'Orléans et justice du bailliage royal dudit Lorris d'avec la coutume de Montargis et des justices des bailliages du duché de Châtillon-sur-Loing et de Nogen-sur-Vernisson ». (*Aveu de la terre de Langesse*, Arch. dép., A. 248).

Fait assez rare encore (1), cette coutume, pour son ressort, subit, dans la suite des temps, les mêmes modifications que le duché et le bailliage. Nous avons vu que la châteltenie de Montargis avait été retirée du duché d'Orléans; par suite, elle était devenue siège d'un bailliage indépendant. En 1509, les habitants de cette châteltenie firent défaut à la rédaction de la coutume d'Orléans, coutume qu'ils avaient suivie jusqu'alors. En 1530, ils furent autorisés, par Lettres royales, à rédiger les coutumes « des comtés de Montargis, de Sancerre, de Gien, de Saint-Fargeau, pays de Puisaye, Châtillon-sur-Loing et lieux qui y ressortissent » (2). Mais les officiers du bailliage

(1) En 1329, un échange de territoires avait eu lieu entre Guy de Châtillon, comte de Blois, et Bouchard, comte de Vendôme; les fiefs cédés continuèrent à suivre leur ancienne législation. C'est ainsi que « la rue S. Bienheure de Vendôme, fief jadis blésois, devenu vendômois par la transaction, continue de se régir par la coutume de Blois. » (FOLLREÉ, *Cout. de Blois*, t. I, p. 32).

(2) *Actes de François I^{er}*, t. I, n° 3760. — LHOSTE, *Cout. de Mont.*, t. II, p. 351. — Si les Lettres royales n'emploient pas le terme de rédiger, mais celui d'achever, cela vient de ce qu'en vertu de Lettres de Charles VIII du 28 janvier 1493, la coutume d'Orléans, appelée alors coutume de Lorris (comme en fait foi le titre de la coutume d'Orléans de 1509, « Coutumes du bailliage et prévosté d'Orléans et ressors d'iceux, lesquelles d'ancienneté ont esté vulgairement appelées coutumes de Lorris »), avait été « commencée à rédiger par écrit... le lieu de l'assemblée des états fut indiqué à Montargis, comme le principal siège royal, la ville d'Orléans étant tenue en appanage par Louis de France... car il ne convenoit pas de procéder à la rédaction d'une coutume dans la principale ville de l'appanage... la rédaction d'une coutume étant considérée comme un cas royal. » Mais cette coutume de Lorris était

d'Orléans protestèrent et allèrent jusqu'à déclarer que « les lettres royaux obtenues à cette fin sont subreptices, obreptices, inciviles et déraisonnables, n'y a propos quelconque, en ce que s'efforce faire le substitut du procureur du roi audit Montargis et autres officiers de la dite chatellenie de Montargis, comme prétendant ladite chatellenie être un bailliage » (1), et que, par conséquent, Montargis étant un siège particulier du bailliage d'Orléans, il devait en suivre les coutumes. Le roi répondit, par Lettres du 4 septembre 1531 (2), que « ce seroit chose fort dangereuse et pernicieuse de faire diversité de coutumes en même province et bailliage ». Aussi, « voulans ledit duché et bailliage d'Orléans être entretenu en ses anciens ressorts, coutumes, statuts et ordonnances d'icelui », s'il vient à être prouvé « que lesdits Montargis, Lorris, Gien, Châtillon-sur-Loing soient de l'ancien ressort dudit duché et bailliage d'Orléans, sujets auxdites coutumes » (3), les officiers d'Orléans seront reçus à opposition. Mais ces derniers « demeurèrent sans justifier ce qu'ils avançaient » (4); ceux de Montargis, au contraire, n'eurent pas de peine à prouver qu'ils avaient « bailliage royal, distinct et

bien celle du bailliage et duché d'Orléans; elle était en vigueur à Montargis, parce que cette ville, ancienne châtellenie du duché, avait continué à suivre les coutumes de ce duché. (RICHEBOURG, *Coutum. génér.*, t. III, p. 735 et 829, en note.)

(1) *Procès-verb. de la cout. de Mont.* (LHOSTE, *op. cit.*, t. II, p. 374.)

(2) *Actes de François I^{er}*. t. II, n° 4244. — LHOSTE, *op. cit.*, t. II, p. 377.

(3) Les termes de ces lettres ne peuvent être plus formels : la coutume d'Orléans est bien la loi du duché et bailliage.

(4) HUBERT, *Hist. de l'Orl.*, t. II, f° 99.

séparé de celui d'Orléans, comme avoit été dit par plusieurs arrêts de la Cour de Parlement, et à nous, comme tel étoit notoire » (1). Aussi la coutume de Montargis fut rédigée. Voilà comment, « d'une seule coutume, il s'en forma deux, mais si ressemblantes qu'on peut les regarder comme deux sœurs qui, lasses de vivre en commun, conservent toujours, après leur séparation, les heureuses marques d'une même origine, et le caractère d'une étroite liaison » (2).

Quant à Gien, ni la noblesse, ni le tiers état de ce comté ne comparut à la rédaction des coutumes d'Orléans, en 1509 et 1583, pas plus d'ailleurs qu'à Montargis en 1531. Il semble cependant assuré que ce fut la coutume de Montargis qui y ait été alors en vigueur, car elle était intitulée dans les Lettres royales : Coutume des comtés de Montargis, *Gien*, Sancerre et autres. Mais, « en l'an 1588, par acte fait au bailliage de Gien, les juges, avocats et procureurs, de leur autorité privée, se départirent de l'observation de la coutume de Montargis, et prirent celle d'Orléans... ce qui a fait naître, depuis, plusieurs procès sans qu'il soit sur aucun d'iceux intervenu arrêt qui ait autorisé ou réprouvé ce changement » (3). De ce fait, il convient de rapprocher celui-ci que nous avons déjà signalé : dans la première moitié du XVII^e siècle, le comté de Gien est entré dans la mouvance féodale du duché d'Or-

(1) Procès-verb. de la cout. de Mont. (LHOSTE, *op. cit.*, t. II, p. 379.)

(2) *Discours histor. sur la cout. d'Orl.*, dans *Cout. des duché, baill. et prév. d'Orl.*, édit. de 1740, t. II, p. XIV.

(3) LHOSTE, *op. cit.*, t. I, p. 109, note de l'art. XL.

léans. Si Gien avait conservé quelque chose de son autonomie, en ayant un bailliage indépendant de celui d'Orléans, il ne l'avait cependant pas entière puisque, pour le ressort féodal et la coutume, il relevait d'Orléans. On pourrait s'étonner, au premier abord, de cette situation complexe du comté de Gien vis-à-vis du duché d'Orléans ; mais il ne faut pas oublier que toutes ces circonscriptions étaient spontanées, en quelque sorte, et conformes à l'histoire et que, par suite, on ne peut trouver dans leurs rapports et leurs relations entre elles la même symétrie que celle qui existe entre des circonscriptions administratives créées d'une manière tout arbitraire et artificielle et dans un but déterminé.

On pourrait objecter que, avant que Montargis n'ait eu sa coutume spéciale, celle d'Orléans, appelée alors coutume de Lorris, s'étendait bien au delà du duché, car elle était en vigueur à Aubigny, Concressault, Sancerre et dans bien d'autres villes du Berry et du Gâtinais (1). Mais, avec le secours de l'histoire, il a été facile à M. Prou (2) de trouver une explication à cette anomalie. Il ne faut pas confondre, en effet, la coutume de Lorris rédigée à la fin du x^ve siècle — celle qui fut appelée plus tard coutume d'Orléans — avec les coutumes ou franchises de Lorris octroyées en 1155. « Il n'y a entre ces deux textes qu'un lien tout extérieur et une similitude de noms ». Or, « la charte de franchises fut octroyée

(1) LA THAUMASSIÈRE, *cout. loc. de Berry et celles de Lorris*, p. 440.

(2) *Coutume de Lorris*, p. 68 et s.

pendant les XII^e et XIII^e siècles à un très grand nombre de villages. . . Il arriva même qu'on leur accordât les coutumes de Lorris, sans préciser davantage, sans en mentionner un à un les articles. Naturellement, les communautés d'habitants, qui obtinrent la charte de Lorris, furent amenées à adopter tous les usages suivis à Lorris : les coutumes du Gâtinais ; à leurs yeux, c'étaient les coutumes de Lorris. Nous en avons la preuve dans un arrêt du Parlement de 1327 qui confirme une sentence du bailli de Sens sur une question d'héritage. Il y est dit que la coutume de Lorris régissait les villages de Dimont, les Bordes et Villeneuve-le-Roi. On sait d'autre part que Dimont et Villeneuve avaient obtenu, l'un en 1190, l'autre dès 1163, la charte de Lorris ; or, elle ne traite en aucune façon la matière des successions. Le droit du Gâtinais se répandit, sous le nom de coutumes de Lorris, sur toutes les régions où un nombre considérable de villages avaient reçu les privilèges de Lorris, par exemple sur le comté de Sancerre qui était du duché de Berry, et qui fut compris non dans le ressort de la coutume de Berry, mais dans celui de la coutume de Lorris-Montargis ». Voilà comment ce fut seulement par suite d'erreur et d'ignorance que le droit orléanais a dû franchir ses limites naturelles (1).

En disant que notre coutume est la législation particulière du bailliage d'Orléans, il faut bien entendre ce terme de bailliage dans son sens d'organe judiciaire du duché. Le mot : bailliage, en

(1) Après 1531, ce ne fut pas la coutume de Lorris-Orléans, mais celle de Lorris-Montargis qui régît ces régions étrangères.

effet, nous l'avons déjà dit, signifie « un droit d'exercer juridiction ». Tantôt ce droit est attaché à une seigneurie, comme dans le duché d'Orléans ; tantôt, il a sa source dans le pouvoir royal et ne peut appartenir qu'à la seule personne du souverain ; c'est le cas des bailliages des exempts et cas royaux. Or, si le bailliage d'Orléans eut sans cesse le caractère féodal à partir de 1344, il ne l'eut pas toujours exclusivement en ce sens que, dans les derniers siècles, il devint aussi siège des cas royaux. En cette dernière qualité, il n'était pas attaché au duché, mais il constituait, au contraire, un organe du pouvoir central. Si le bailliage d'Orléans a une législation particulière, disons-nous, il ne l'a qu'en tant qu'institution féodale. Nous avons vu, en effet, que ce bailliage s'étendait, comme juridiction royale, sur le Perche-Gouet et cependant cette région n'a jamais suivi la coutume d'Orléans, mais bien celle de Chartres d'où elle relevait naturellement. De même, de 1375 à 1392, lorsque le duché fit retour à la couronne, le bailli d'Orléans avait, comme officier royal, autorité sur les comtés de Blois et de Chartres ; cependant, c'étaient déjà, à cette époque, les coutumes de Blois et de Chartres qui régissaient ces comtés. Il faut même aller plus loin ; tout ce qui, naturellement et originairement, devait être du bailliage d'Orléans, c'est-à-dire tout ce qui était situé entre les limites du duché d'Orléans, en suivait la coutume. Dans la suite, certaines terres, comme Sully ou Châteauneuf-sur-Loire, ont pu être, par privilège royal, distraites du ressort du bailliage d'Orléans, leur justice naturelle, pour relever directement du Parlement de

Paris ; elles sont cependant restées soumises à la coutume d'Orléans. Les exemptions, en effet, « estoient pour le simple fait de juridiction et non pour le fait des Coustumes : car tout le peuple d'une province, de quelque juridiction qu'il soit, estant d'ancienneté de même nation, a vescu aussi sous semblables loix » (1). Lorsque les châtelainies de Lorris et de Châteaurenard furent attribuées au bailliage de Montargis, elles n'en restèrent pas moins fidèles à la coutume d'Orléans : il n'a pas suffi d'une décision arbitraire pour briser tous les liens, plusieurs fois séculaires, qui rattachaient ces seigneuries au duché d'Orléans.

La coutume était donc le dernier vestige de l'ancien duché, du duché tel qu'il était avant que les échanges, les concessions de justice et surtout les décisions arbitraires du pouvoir central ne l'aient plus ou moins démembré. Grâce à elle, les quelques territoires qui, pour une raison quelconque, avaient été soustraits soit du ressort féodal du duché, soit de son ressort judiciaire, soit parfois de tous les deux, conservaient cependant un lien très réel avec lui, puisqu'ils continuaient à en observer la loi. Ce lien était d'ailleurs plus puissant que tous les autres, car la coutume résultait de la lente élaboration des siècles ; elle était la rédaction du droit commun d'une région, l'ensemble des règles de droit qui, de temps immémorial, étaient suivies dans un pays comme étant les plus équitables et comme répondant le mieux aux mœurs et aux besoins généraux de ses habitants. Par là même, le droit est peut-

(1) COQUILLE, *Comment. sur les cout. de Nivernais*, dans *Œuvres*, t. II, p. 7.

être la chose qui contribue le plus à caractériser la personnalité d'un pays, surtout lorsque, comme c'est le cas ici, la loi est vraiment l'expression de la volonté générale, qu'elle est véritablement l'œuvre de tous. « Guy Coquille, remarque M. Paul Viollet (1), a formulé la théorie, théorie très juste de la rédaction des coutumes, en disant : « *Le premier mouvement, la première naissance et vie de ce droit civil, est en la volonté des états de provinces. Le roi, en autorisant et confirmant ses coutumes, y attribue la vie extérieurement, qui est la manutention et exercice de ce droit.* Et ailleurs : *Ainsi, les commissaires ordonnés par le roi pour présider ces assemblées d'états, les ont autorisées, en y inspirant la puissance de la loi. Mais, en effet, c'est le peuple qui fait la loi.* »

Pour rédiger cette coutume, il fallut convoquer « les gens des Trois Etats » du duché et bailliage d'Orléans. De cette réunion des trois ordres, nous ne concluons pas, certes, que l'Orléanais ait eu ses Etats provinciaux, comme la Bourgogne et, par suite, une autonomie administrative à peu près complète. Ce n'était là qu'une assemblée occasionnelle et toute spéciale, faite d'après les ordres du pouvoir central et dans un but déterminé. Mais le seul fait de la convocation des Trois Ordres du duché prouve qu'il existait, entre les habitants de ce pays, une solidarité réelle ; ils formaient véritablement un groupement moral. La personnalité du

(1) *Hist. du droit civil français*, 3^e édit., p. 160.

duché d'Orléans n'était donc pas seulement théorique ; elle était bien effective aussi. Ce duché n'était pas seulement une circonscription territoriale dont l'existence, plus ou moins réelle, n'aurait eu d'intérêt que pour le feudataire qui en jouissait ; c'était aussi un organe vivant.

L'existence de ce groupement effectif a d'ailleurs été reconnue officiellement dans d'autres circonstances que la rédaction des coutumes. Aux Etats Généraux de 1484, à Tours, « la ville d'Orléans et les Trois Estats du Pays » (1) comparurent. Or il faut remarquer qu'à cette époque le duché était en apanage (2) et dépendait du bailliage de Montargis pour les cas royaux ; ce ne fut pas cependant sous l'étiquette de cette circonscription administrative que l'Orléanais figura aux Etats généraux ; il y comparut comme groupement autonome, sous le titre de « pays et seigneurie d'Orléans, *patria et dominium* d'Orléans (3) », tant il est vrai qu'il constituait véritablement une cellule vivante, aussi

(1) GODEFROY, *Cérémon. françois*, t. II, p. 287.

(2) Cette constatation nous interdit, par conséquent, de partager l'opinion émise dans le *Mémoire sur les Etats Généraux* (LAUSANNE, 1788, p. 73 et s.), d'après laquelle les bailliages royaux, seuls, auraient comparu aux Etats et ceux qui, distraits du domaine, étaient constitués en apanage, auraient perdu par là même leur représentation. Nous ferons observer au surplus que le duché d'Orléans n'était pas seul dans son cas ; Masselin (*Journal des Etats Généraux*, p. 10 et s.) mentionne également comme ayant figuré aux Etats de Tours « les sénéchaussées d'Artois, d'Angoumois, le bailliage de Nivernois, le duché de Bourbonnois, le bailliage d'Alençon » ; or, en 1484, aucun de ces bailliages n'était royal.

(3) MASSELIN, *op. cit.*, p. 35.

bien que la Picardie ou la Normandie : ce fut en même temps que « ces Messieurs de Picardie », et que « ces Messieurs de Normandie » que furent présentés au roi les députés de l'Orléanais (1). C'était bien d'ailleurs le « pays » tout entier de l'Orléanais qui comparaisait ainsi, et non pas seulement le ressort du bailliage. En voici la preuve : le Chapitre de l'Eglise d'Orléans, étant sous la sauvegarde du roi, était, comme nous l'avons vu, exempt de la justice ducale et avait ses causes commises au bailliage de Montargis. Ce dernier devant figurer aux Etats Généraux comme unité administrative, les chanoines reçurent signification d'avoir à désigner ceux d'entre eux qui devraient prendre part à l'assemblée des habitants de ce bailliage ; par une délibération capitulaire du 19 novembre 1483, nous savons qu'il fut fait droit à cette injonction (2).

(1) MASSELIN, *op. cit.*, p. 3. — Pour les discussions et les votes, les députés furent divisés en six sections, « vu que l'étendue du royaume et des provinces ne permettait pas d'adopter une subdivision inférieure, et qu'en France il y a six grandes généralités pour les finances » (MASSELIN, *op. cit.*, p. 67). Mais ce n'était là qu'une division conventionnelle qui n'empêchait pas que le « payset seigneurie d'Orléans » restât l'unité de circonscription.

(2) « *Quia ex ordinatione Domini nostri Regis fuit ordinatum quod tres status teneantur in hac civitate Aurelianensi* (primitivement, en effet, les Etats devaient être tenus non pas à Tours, mais à Orléans) *prima mensi Januarii et ob hoc fuit injunctum Capitulo ex parte Ballivi Montisargi Commissarii Regis in illa parte ut eligat Capitulum aliquos ad comparandum apud Montenargi prima Decembris, pro eligendo illos qui habebunt comparentiam in iisdem Statibus : electi fuerunt ad eundem ad Montenargi dicta die prima Decembris Domini Subdecanus et Acarie* » (Bibl. d'Orl., ms. 541):

Mais si, par privilège royal, le Chapitre relevait du bailliage de Montargis, il n'en restait pas moins du « pays et seigneurie d'Orléans » et c'est pourquoi il comparut également avec ce « pays » aux Etats Généraux ; ce fut même un de ses membres qui représenta le clergé orléanais (1). D'ailleurs, la liste des députés, donnée en appendice au Journal de Masselin (2), porte non pas : le bailliage d'Orléans et ses trois Etats, mais : « le bailliage d'Orléans et les Trois Estatz du pays » ; cette mention est bien significative et se passe de commentaires (3).

ARTICLE II

PARTICULARITÉS DU DUCHÉ D'ORLÉANS

Si la personnalité du duché d'Orléans était indéniable, il faut reconnaître du moins qu'elle manquait d'originalité. Sa proximité du pouvoir cen-

(1) « Du pays et de la seigneurie d'Orléans : Maître Sanson Cormoreau » (MASSELIN, *op. cit.*, p. 33). — Cf. délibération capitulaire du 30 mars 1484 : « *Ad conferendum cum Domine Johanne Quinczon et Cormereau qui fuerunt in tribus statibus hujus regni nuper celebratis Turonibus fuerunt deputati Archidiaconus Soliacensis et Acarie.* » (Bibl. d'Orl., ms. 541). — Le nom de ce Jean Quinczon ne figure pas dans le Journal de Masselin.

(2) *Op. cit.*, p. 728.

(3) Il est à remarquer aussi que l'évêque d'Angoulême comparut avec « la sénéchaussée d'Angoumois », bien que le comté d'Angoulême fût alors détaché de la couronne ; de même, l'évêque de Rieux, abbé de la Grâce, comparut avec « le comté de Roussillon et de Cerdagne » (MASSELIN, *op. cit.*, p. 13 et 25).

tral, sa privation de dynastie proprement dite firent que l'Orléanais n'eut pas d'institutions qui lui aient été véritablement particulières et lui aient donné ainsi une physionomie spéciale. Cependant c'est en vain que nous y chercherions la rigidité méthodique que l'on rencontre dans les circonscriptions arbitraires ; le caractère historique de son origine et de sa formation s'y opposait. C'est ainsi, par exemple, que, chaque année, « aux deux grandes Festes de Saint Aignan d'esté et d'hyver », le 14 juin et le 17 novembre, les pouvoirs judiciaires du bailli et du prévôt étaient suspendus au profit du chapitre de Saint-Aignan. Celui-ci, en 1114, avait obtenu de Louis le Gros tout droit de justice civile et criminelle « dans l'estenduë de la ville, des faubourgs et banlieuë » (1) ; ces Lettres furent confirmées par Philippe-Auguste en 1254, par Henri IV en 1599 et par Louis XIII en 1615 (2).

Nous avons plusieurs preuves de l'exercice de ce droit de justice. En 1380, les détenus des prisons de la ville furent remis, la veille de la fête de saint Aignan, entre les mains du bailli des chapitres et transportés dans ses prisons (3). Une sentence de la prévôté du 12 août 1400 fait allusion à cette juridiction du chapitre (4). Le 8 janvier 1466, le prévôt

(1) HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan*, p. 163. — Preuves, p. 80. — Arch. dép., A. 1104.

(2) HUBERT, *op. cit.*, preuves, p. 81, 95 et 96.

(3) *Mém. de la Société arch. de l'Orléan.*, t. IV, p. 146.

(4) « Jehan Rogier amenda ce que depuis que il fut adjourné en cas d'asseurement a la requête de Alain Caradon devant le prevost d'Orliens il dessira la robe dudit Alain par une manche et se print a luy et pource que le bailly des cha-

renvoie un appelant d'une sentence rendue par le bailli de Saint-Aignan pour la cause principale être jugée par ce même magistrat le jour de la fête de Saint-Aignan de l'année suivante (1). Le 17 novembre 1573, le bailli de Saint-Aignan condamne, pour cause de vol, un homme à être fouetté (2). Les chanoines n'avaient pas seulement le droit de rendre la justice ; ils pouvaient aussi faire « tous actes de justice », apposer les scellés, nommer des tuteurs, etc. Le 14 juin 1646, le bailli de Saint-Aignan apposa les scellés au domicile d'une personne morte sur la paroisse de Saint-Pierre-Lentin (3). Ils avaient également l'exercice de la police.

Cependant, le chapitre ne pouvait pas, de lui-même, entrer en possession de son privilège ; il était tenu d'en demander délivrance chaque fois (4). Quant à la nature de cette juridiction, elle n'était naturellement pas plus étendue que celle dont jouissaient les ducs d'Orléans, puisque, de fait, le chapitre ne faisait qu'exercer leurs droits : c'était le doyen du chapitre qui, ces jours-là, était duc d'Or-

noynes de S. Aignen en avoit fait faire amende audit Rogier disant estre le cas advenu ou temps que il avoit la juridiction la veille S. Aignen. » (Arch. dép., A. 1989 f° 2.)

(1, 2, 3) *Mém. de la Soc. arch. de l'Orl., loc. cit.*

(4) « Ce jourdhuy (9 juin 1600) dellivrance a esté faicte auxdits sieurs de la justice de bailliage et prévosté d'Orléans pour mercredy prochain feste M. Saint Aignan pour en jouir à la manière accoustumée.

mercresdy xiiii^e jour de novembre mil six cens et un... ce jourdhuy la justice de Saint Aignan a esté dellivrée aus dictz sieurs pour en jouir a commencer vendredy prochain a vespres en la manière accoustumée. » (Arch. dép., G. 1803.)

léans. C'est pourquoi le Siège Présidial — qui n'était pas un organe du duché, et où la justice était rendue au nom du roi, non pas seigneur d'Orléans, mais souverain — continuait à siéger comme les autres jours (1).

Le chapitre avait aussi la jouissance de tous les droits domaniaux, y compris formellement le droit de foire. Le 17 février 1419, une sentence de la prévôté l'autorisa à percevoir un droit de péage sur deux bateaux qui étaient arrivés la veille du jour de la fête de saint Aignan (2). Le 10 décembre 1557, il en obtint une autre contre les fermiers du domaine et grand péage d'Orléans (3). En 1619, les trésoriers généraux de France du bureau des Finances d'Orléans prétendirent le contraindre « à prendre leur attache » pour jouir de son privilège, mais un arrêt du Conseil d'Etat du 19 mai donna gain de cause aux chanoines (4). Parmi les droits domaniaux devait être compris aussi le droit de notariat et les actes, par là même, devaient être intitulés au nom du bailli de Saint-Aignan. Enfin, chaque boutique ouverte dans la ville devait payer au chapitre un droit de 5 deniers (5).

Jusqu'à la Révolution, les chanoines de Saint-Aignan restèrent en possession de ce curieux privilège. En 1771, dans leur déclaration fournie au ter-

(1) « Ce jourd'huy (8 juin 1599) mesdits sieurs ont obtenu la justice en la manière accoustumée pour le jour et feste Saint Aignan qui est lundy prochain et néantmoins a esté ordonné que l'on ne délaissera le siège présidial le dit jour. » (Arch. dép., G. 1803.)

(2, 3) *Mém. de la Soc. arch. de l'Orl.*, loc. cit.

(4) HUBERT, *Ant. de Saint-Aignan*, preuves, p. 131.

(5) BEAUVAIS DE PRÉAU, *op. cit.*, p. 119.

rier du duché d'Orléans, ils se disent propriétaires « de tous droits de haute, moyenne et basse justice dans l'étendue de la ville, faux bourg et banlieue d'Orléans et de la perception qu'ils ont droit de faire faire à leur profit de tous droits domaniaux, de péages, coutumes, police, visitation sur le pain, poids, mesure et autres choses appartenantes à justice et police le tout es jours des deux festes de Saint-Aignan, l'une d'hiver le dix sept novembre et l'autre d'été le quatorze juin à commencer la veille des dittes deux festes à l'heure de midy none sonnante jusqu'au lendemain complies parachevés de chanter, avec le droit de créer sergents pour faire tous exploits durant l'exercice de la ditte justice esdittes ville, fauxbourg et banlieue d'Orléans suivant la délivrance qui leur en est annuellement faite à chacune des dittes festes de Saint Aignan par Monsieur le Bailly d'Orléans ou Monsieur le Lieutenant général » (1). On peut juger par là que le privilège du chapitre de Saint-Aignan était resté intact malgré ses six siècles et demi d'existence.

Lors de leur mariage, les habitants du duché d'Orléans étaient astreints à une formalité très particulière. « Tous les gentils-hommes, officiers d'épée et de robe, Bourgeois vivant noblement, Employés dans les affaires du Roi et praticiens » devaient payer, en se mariant, 12 livres 16 sols à la corporation de la basoche du Châtelet d'Orléans. Les huissiers ne payaient que la moitié; les secondes noces

(1) Arch. dép., A. 933.

n'étaient taxées que pour 6 livres 8 sols (1). Les formalités consistaient à présenter aux nouveaux mariés un laurier sur lequel était placé un écusson de l'Empire romain en cire (2). Ce droit était appelé droit de ban ; nous n'avons pu retrouver son origine. Quoi qu'il en soit, ce privilège n'était pas tombé en désuétude comme on pourrait le croire. Nous avons des preuves de son exercice au XVIII^e siècle ; en 1705, il est rendu acte de notoriété en faveur de la Basoche et ce droit y est spécialement mentionné (3). Le 11 août 1732, Pierre-Auguste Geuffrion, fils du lieutenant au bailliage

(1) *Détail. histor. de la ville d'Orléans*, p. 49. — *Etrennes Orléan.* — La Basoche de Chartres jouissait aussi de ce droit ; mais il ne s'élevait qu'à 5 livres 14 sols.

(2) LOTTIN, *Recherches hist. sur la ville d'Orléans*, t. I, p. 131.

(3) « Aujourd'huy 14 juillet 1705 estans en la Chambre du Conseil du Bailliage et Siège Présidial d'Orléans se sont présentés par devant nous, lieutenant particulier, conseiller et procureur du Roy auxdits sièges, les officiers de l'empire et bazoche du Châtelet d'Orléans lesquels nous ont remontré que dans l'instance qu'ils ont au parlement contre le prévost de Beaugency, le droit de ban qu'ils ont de tout temps, immémorial, receu des nobles, officiers, gens vivants noblement et praticiens dans toute l'estendue du bailliage et siège présidial d'Orléans lors de leur mariage leur est contesté, quoyque le droit qui est de 12 l. 16 s. soit de concession royale pour justification duquel ils auroient besoin d'acte de notoriété. A quoy inclinant nous officiers susdits certifions qu'il est de notre connoissance que les clercs de la bazoche de notre chastelet d'Orléans ont toujours jouy sans trouble du droit de ban de 12 l. 16 s. lors des mariages des gentils-hommes, officiers, gens vivants noblement et praticiens et que lors du refus fait par ceux du dit estat de leur payer le droit, nous les avons toujours condamnés à le payer comme un droit de concession royale. » (Bibl. d'Orl., ms. 405.)

de Méung, est condamné en justice à s'acquitter du droit de ban (1).

Ce droit s'exerçait dans tout le duché d'Orléans, sauf dans le comté de Beaugency. Cette ville possédait une basoche particulière, jouissant des mêmes privilèges que celle d'Orléans ; ses membres « avoient le droit de se présenter en armes, tambour battant et drapeau (2) déployé, aux noces des gens d'épée et de robe », pour y faire payer le même droit. Cette indépendance, cependant, n'était pas absolue ; une condition y était mise : chaque année, le jour de la fête de saint Nicolas, les officiers de la basoche de Beaugency devaient envoyer une députation devant celle d'Orléans (3). Il est assez curieux de constater, jusque dans l'existence de cette basoche particulière, un dernier vestige de l'illustre passé de cette seigneurie qui avait, un moment, prétendu à l'indépendance en devenant fief immédiat de la couronne. Mais, d'un autre côté, cette servitude, à laquelle elle était tenue vis-à-vis de la basoche d'Orléans, nous rappelle le lien qui l'unissait dorénavant à cette ville ; jusque dans ce petit détail, nous pouvons donc constater l'existence de ce véritable groupement que formait l'Orléanais.

Sans faire le récit des dernières heures de

(1) Bibl. d'Orl., ms. 812.

(2) « Le drapeau de la basoche était de taffetas écartelé de sable et d'argent, et sur le tout étoit peint l'écusson de l'Empire des Romains, qui est d'or à l'aigle de sable à deux têtes diadémées, langué, becqué et membré de gueules » (PELLIEUX, *op. cit.*, t. II, p. 379).

(3) BEAUVAIS DE PRÉAU, *op. cit.*, p. 45.

l'Orléanais, il faut cependant rappeler comment son existence prit fin. Son ressort féodal disparut par suite de l'abolition de la féodalité. Divers tribunaux civils se partagèrent le ressort de son bailliage. Quant à sa coutume, elle fut abolie, en principe, par les premières assemblées de la Révolution ; mais l'unité législative de la France ne fut réellement introduite que par le Code civil. Ainsi le territoire du duché avait perdu toute espèce d'individualité. Le terme d'Orléanais était désormais vide de sens ; tout au plus pouvait-il servir à désigner le groupement moral qui avait été constitué, dans cette région, par l'ancienne unité d'administration et de législation et qui dut forcément survivre quelque temps à la disparition du duché.

CONCLUSION

Nous avons assisté à la formation de l'Orléanais propre ; nous avons étudié son développement ; nous avons constaté son existence constante, son individualité à travers les siècles. Sans doute, il ne s'est pas toujours maintenu dans les mêmes frontières ; ses limites ont varié selon les nécessités de l'histoire ; mais cela devrait plutôt nous prouver sa vitalité même : la France, après l'acquisition de la Savoie ou la perte de l'Alsace-Lorraine, n'est-elle pas toujours restée la France ?

Cet Orléanais correspondait à une région bien déterminée. Nous sommes arrivés à une délimitation suffisamment exacte, à maints endroits même, à une précision absolue. Si parfois les limites n'ont pu être tracées aussi rigoureusement, cela ne prouve rien. L'indécision qui régnait sur certains points de la frontière entre la France et les Pays-Bas empêchait-elle ces deux pays d'exister ?

L'Orléanais était donc autre chose qu'une région à laquelle certains caractères généraux comme le climat, les productions naturelles, la proximité d'un centre intellectuel et commercial important auraient naturellement donné une homogénéité incontestable, une certaine personnalité même ; quoi qu'on ait pu dire, ce terme d'Orléanais recouvrait autre chose qu'une « idiosyncrasie climatérique ou morale » (1).

(1) *Bibl. de l'Ec. des Chartes*, t. LXVIII, année 1907, p. 336.

A toutes les époques, l'Orléanais a conservé une individualité réelle et consacrée par le droit. Sans doute, cette individualité a varié selon les temps : judiciaire ou administrative presque toujours, féodale et législative sans interruption, elle ne fut pas toujours aussi bien dessinée à un siècle qu'à un autre ; mais elle exista toujours sous une forme quelconque : il y eut toujours un Orléanais, région déterminée, reposant sur une réalité historique, caractérisée par plusieurs particularités, se distinguant par suite nettement de celles qui l'entouraient : Blésois, Pays Chartrain, etc. Ce n'était, en effet, que le gouvernement de la France — mais non pas la France elle-même — qui se composait des intendances d'Orléans, de Tours, etc. ; on peut dire, au contraire, que la France se composait de l'Orléanais, de la Touraine, etc. Aussi bien, en 1817, dans un rapport qu'il fit sur le cadastre, M. Hennet déclara que le territoire du département de Loir-et-Cher était formé de parties du Blésois, de l'Orléanais, de la Touraine et du Dunois (1) ; tant il est vrai que cet Orléanais constituait un des éléments vivants dont la France était formée. De même, il ne viendrait à l'idée de personne de dire que les habitants de Clamecy ou de Châteaudun habitaient l'Orléanais (2), sous le prétexte que

(1) BERGEVIN et DUPRÉ, *Hist. de Blois*, t. II, p. 171.

(2) Aussi voit-on, dans les almanachs royaux, que la généralité d'Orléans s'étendait sur « Clamecy dans le Nivernois ». Il est d'ailleurs intéressant de noter ici que ce Nivernais, tout divisé qu'il était entre les généralités d'Orléans, de Bourges et de Dijon, restait cependant si vivant, sous ces diverses circonscriptions, que, le 1^{er} juin 1774, l'intendant d'Orléans écrivait

Clamecy ou Châteaudun étaient de la généralité d'Orléans. La généralité, en effet, ne doit son origine qu'à des causes politiques et administratives ; ce n'est pas de l'histoire qu'elle tire sa raison d'être ; elle ne s'est pas constituée elle-même et formée petit à petit. Créée en 1558, elle fut un démembrement des deux anciennes généralités d'Outre-Seine et de Langue d'Oïl ; son existence est la réalisation de la pensée politique du règne de François I^{er} : abattre l'oligarchie financière, détruire l'organisation établie par Charles VII (1). C'est parce que le roi sentit le besoin d'ériger un nouveau siège de recette générale que fut créée cette circonscription formée de territoires aussi disparates que, par exemple, Clamecy et Dourdan. La généralité n'était pas une division historique, mais seulement une circonscription administrative et arbitraire.

L'Orléanais propre, au contraire, avait une vie effective. Sans doute, nous ne voulons pas le mettre sur le même pied que, par exemple, la Bretagne ou la Normandie : sa réunion à la couronne se fit de très bonne heure, sa population ne fut pas formée d'une race à part, son territoire ne constituait pas une région homogène au point de vue du sol. Cependant, s'il n'a pas eu une physionomie particulière très marquée, il a toujours conservé, du moins,

au duc de Nivernais : « Je me suis fait une loi, Monsieur, de ne rien proposer, dans la partie de votre duché qui se trouve enclavée dans mon département, de tout ce qui peut intéresser le bien public sans l'avoir concerté avec vous ». (Arch. dép., C. 120).

(1) JACQUETON, *Documents relatifs à l'admin. financ.* en France de Charles VII à François I^{er}, Paris, 1891, in-8°.

une individualité réelle que, seuls, le temps et l'histoire avaient pu lui constituer. Par suite, il formait une circonscription — d'une espèce différente, soit — mais du même genre pourtant que la Bretagne ou la Normandie.

De quel nom pourrions-nous donc qualifier la région que désignait cet Orléanais ? Un mot s'impose : celui de province ; et nous pouvons alors le définir : pays particulier, province avec titre de duché. Nous y sommes autorisés par plusieurs exemples pris à toutes les époques : en 1376, Charles V^{le} parle du maître des eaux et forêts « ou païs d'Orleanois » (1). En 1484, l'Orléanais est appelé, comme nous l'avons déjà vu, « pays et seigneurie d'Orléans, *patria et dominium* » (2). En 1583, Henri III fait réformer les coutumes d'Orléans et ordonne de « convoquer et assembler les gens des trois Etats d'icelle province » (3). En 1601, Claude de la Châtre porte le titre de « Gouverneur pour sa Majesté des duches et pays d'Orléans et Berry » (4). En 1692, le marquis de la Lande est lieutenant général pour le roi « en ses provinces d'Orleanois, Blaisois et Pays Chartrain » (5). En 1695, le roi, faisant convoquer le ban et arrière-ban « de nos provinces d'Orleannois, Blaisois et Pays Chartrain », envoie à ce sujet « mandement aux baillifs et sénéchaux de nosdites provinces et pays » (6).

(1) *Ordon.*, t. VI, p. 226.

(2) MASSELIN, *op. cit.*, p. 35.

(3) Proc.-verb. de la cout. d'Orléans.

(4) Arch. nat., Q¹ 485.

(5) Arch. dép., C. 155.

(6) Arch. dép., C. 158.

Dans l'introduction générale aux coutumes d'Orléans (1), celles-ci sont qualifiées, par l'auteur, de « droit municipal de notre province » et, dans un Discours historique sur ces mêmes coutumes, l'Orléanais est à plusieurs reprises appelé province (2). En 1736, le duc d'Antin est nommé « Gouverneur de la ville d'Orléans, duché et païs Orleanois » (3). En 1784, le comte de Rochechouart reçoit ses lettres de provision pour cette même charge (4). Le *Dictionnaire de Trévoux* définit l'Orléanais « nom propre d'une petite province de France ». (5) Expilly (6) mentionne l'Orléanais dans sa division de la France « par provinces et par pays ». De cette longue énumération, nous ne voulons pas conclure que le mot : province n'ait été exclusivement employé que pour désigner le duché d'Orléans ; nous savons qu'il a souvent été synonyme soit de gouvernement, soit de généralité (7). Mais cette question n'est en réalité

(1) *Cout. des duché, baill. et prév. d'Orl. avec notes de Pothier*, p. 2.

(2) *Coust. des duché, bailliage et prévosté d'Orl.*, édit. de 1740, t. II, p. X et s.

(3) *Détail histor. de la ville d'Orl.*, p. 16.

(4) « Gouverneur de la ville d'Orléans, pays et duché d'Orléanais, Blaisois... » (Arch. nat., O¹ 156).

(5) Et plus loin : « On divise le gouvernement de l'Orleannois en quatorze provinces », parmi lesquelles figure « l'Orleannois particulier » (*Dictionnaire universel françois et latin*, vulgairement appelé *Dictionnaire de Trévoux*, Paris, 1752, 7 vol. in-fol., au mot : Orléannois).

(6) *Op. cit.*, t. III, p. 341.

(7) J. SOYER, *Le mot province synonyme de généralité*, dans *Bullet. de la Soc. arch. de l'Orl.*, t. XV, n° 191, p. 98. — Cf. Vicomte DE CROY, *Le mot province au XVIII^e siècle*, dans *Revue crit. des idées et des livres* du 10 février 1909, t. IV, p. 284.

que simple affaire de grammaire ; on disait : la province d'un gouverneur ou d'un intendant. comme on dit aujourd'hui : la province d'un archevêque. Pareillement, nous n'ignorons pas que le terme de pays a désigné bien souvent aussi les régions naturelles de la Beauce (1) et de la Sologne (2). Nous voulions seulement prouver que l'Orléanais proprement dit a été appelé province à toutes les époques, même dans les documents officiels. Etait-ce avec raison ? Là est toute la question. Pour nous, qui, comme M. André Beaunier (3), estimons qu'une province ne doit pas être le produit de « la décision fortuite d'une assemblée », mais qu'elle est l'œuvre de « la nature, de l'histoire et du temps... qu'une province est un long passé qui subsiste », pour nous donc, le duché d'Orléans était vraiment une province ; nous avons pour nous la haute autorité de Coquille : « J'entends province et païs celle qui a peuple, territoire ample et coutume avec nom de païs, distincts et séparez, qui sont les vraies marques de païs et province... Coustume, province et peuple correspondent l'un à l'autre... Il n'y a chose qui remarque plus la diversité ou identité de province, que la coutume même en fait d'Etats. Car la coutume est établie, confirmée et arrestée par les

(1) En 1767, aveu de la seigneurie d'Ouzouer-le-Marché, au « pays de Beauce » (Arch. dép., A. 131).

(2) « Paroisse de Dhuison en pays de Sologne » (Aveu de 1571 au comté de Blois. Arch. dép. A. 1756). — En 1666, aveu au comté de Blois de la châtellenie de Burtin « au païs de Saullongne » (Arch. nat., Q¹ 483). — En 1685, aveu du « lieu seigneurial de Grand Villiers assis en la parroisse de Villeny en France, pays de Solongne » (Arch. dép., A. 143).

(3) *Figaro* du 26 avril 1911.

Etats de chacune province et païs » (1) ; aussi, « il est notoire qu'en France il y a presque autant de coutumes que de provinces » (2). Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, et quel que soit le nom que l'on veuille donner au duché d'Orléans, il reste acquis que, par la perpétuité de son individualité, il constituait vraiment un organe effectif, un membre vivant de l'ancienne France, une « petite patrie ».

(1) COQUILLE, *passim*.

(2) « *Notes et mémoires tirés de l'ancien coutumier des bailliage et prévôté d'Orléans et ressorts, de 1509, revus et corrigés par Léon Trippault* » (xviii^e siècle) (Bibl. d'Orl., ms. 1146).



CARTE DU PAGUS AURELIANENSIS (d'après Longnon, avec quelques compléments)

— Limite des Pagi

..... Limite des départements actuels

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	I
INTRODUCTION....	1
CHAPITRE I ^{er} . — Le comté d'Orléans avant 987.....	5
ARTICLE PREMIER. — LIMITES DU PAGUS AURELIANENSIS.	6
Identité du <i>pagus Aurelianensis</i> au diocèse d'Orléans. — Tracé des frontières.	
ARTICLE II. — LES COMTES D'ORLÉANS AMOVIBLES....	15
Principales fonctions des comtes mérovingiens. — Suite des comtes d'Orléans aux VII ^e et VIII ^e siècles. — Le <i>pagus Aurelianensis</i> , circonscription administrative.	
ARTICLE III. — LES COMTES D'ORLÉANS HÉRÉDITAIRES..	21
Le comté entre les mains des Robertiens. — Il est héréditaire de fait. — Il devient fief mouvant des Carolingiens.	
CHAPITRE II. — L'Orléanais après 987.....	31
Le comté d'Orléans, domaine royal, constitue un alleu.	
ARTICLE PREMIER. — LE COMTÉ D'ORLÉANS AUX XI ^e ET XII ^e SIÈCLES.....	32
Sa survivance comme unité territoriale. — Sa survivance comme seigneurie, — Le roi, comte d'Orléans. — Les vicomtes d'Orléans. — Maintien de quelques fonctionnaires carolingiens.	
ARTICLE II. — LE COMTÉ D'ORLÉANS DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIII ^e SIÈCLE....	40
Disparition des termes de <i>pagus</i> et de <i>comitatus</i> . — Les prévôtés, unités territoriales. — Morcellement	

	Pages.
du comté en différents alleux — Comparaison avec le Gâtinais et le Dunois. — Le roi, seigneur d'Orléans. — Les vicomtes d'Orléans.	
ARTICLE III. — LE DUCHÉ D'ORLÉANS JUSQU'EN 1544....	49
Mentions du duché à partir de 1250. — Circonstances de l'érection du duché d'Orléans. — Ressort de la seigneurie d'Orléans dans le courant du XIII ^e siècle; Romorantin, Beaugency.	
CHAPITRE III. — Le duché d'Orléans sous les premiers ducs apanagistes (1344-1498).....	58
ARTICLE PREMIER. — ETENDUE DU DUCHÉ D'ORLÉANS..	59
Finité du ressort du duché jusqu'en 1789. — Questions controversées de Montargis et de Gien. — Principales mouvances. — Tracé des frontières.	
ARTICLE II. — POUVOIRS DU DUC APANAGISTE.....	81
Le point de vue féodal. — La justice, les Grands Jours, la Chambre des comptes. — Les restrictions : les cas royaux et privilégiés, les clauses de retour.	
ARTICLE III. — INSTITUTIONS DU DUCHÉ D'ORLÉANS....	89
Les enclaves. — Le bailliage. — Les prévôtés. — Les eaux et forêts.	
CHAPITRE IV. — Le duché d'Orléans entre les mains des rois de France.....	96
Considérations générales. — Survivance du duché au point de vue féodal, au point de vue judiciaire et administratif.	
CHAPITRE V. — Le duché d'Orléans sous les seconds ducs apanagistes (1626-1789).....	105
ARTICLE PREMIER. — POUVOIRS DU DUC APANAGISTE....	105
Le point de vue féodal. — La justice; disparition des juges des exempts; les cas royaux. — Officiers dont le duc a la provision.	
ARTICLE II. — INDIVIDUALITÉ DU DUCHÉ D'ORLÉANS, SES INSTITUTIONS.....	109
Enclaves nouvelles. — Le bailliage; question du Perche-Gouet. — Les prévôtés. — Les eaux et forêts. — Les officiers des chasses.	

	Pages.
CHAPITRE VI. — Personnalité du duché d'Orleans.....	134
ARTICLE PREMIER. — AUTONOMIE DU DUCHÉ D'ORLÉANS.	135
La coutume d'Orléans, similitude de son ressort à celui du duché et bailliage, objections et réponses.	
— Représentation officielle du duché : rédaction des coutumes; Etats généraux de 1484.	
ARTICLE II. — PARTICULARITÉS DU DUCHÉ D'ORLÉANS..	147
Justice du Chapitre de Saint-Aignan. — Privilège de la Basochè.	
CONCLUSION.....	155





